Notre dossier p. 11 à 14

La présence impérialiste Française en Afrique Noire

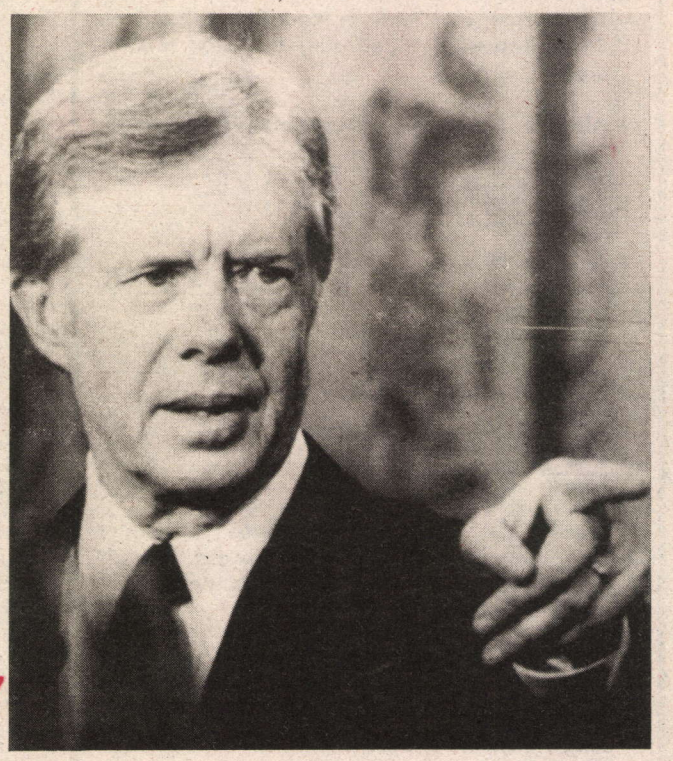
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 600 - 1er décembre 1979 - prix : 5 F

ALSTHOM: après la reprise à Belfort p.19

USA - IRAN

C'EST DE CARTER, PAS DE KHOMEINY



QUE VIENT LE DANGER DE GUERRE

loi sur l'avortement

à bas les restrictions au droit des femmes

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Page 15 :
— **Cambodge : larmes officielles et opérations politiques.**
— **Qui est Norodom Sihanouk ?**
Page 16 :
— **Israël : manifestations contre la vie chère.**
— **British Leyland en grève.**
Page 24 :
— **Jusqu'où ira l'affrontement USA-Iran ?**

EN FRANCE

Page 4 :
— **Une brèche dans la Sécurité sociale des chômeurs.**
— **Politique nataliste, mais surtout électoraliste.**
Pages 6 et 7 :
— **La SNCF porte plainte contre** Lutte Ouvrière.
— **SNCF Paris Sud-Est : les contrôleurs ne veulent pas être des flics.**
— **Dans la presse d'extrême-gauche : répression coloniale aux Antilles ; Ixtoc 1.**
Pages 8 et 9 :
— **En bref : armée, police, justice, centrales nucléaires,** Amoco Cadiz, **etc.**
Page 10 :
— **Robert Galley, l'inamovible.**
Page 17 :
— **L'austérité dans les hôpitaux : Strasbourg, Marseille, Bordeaux...**
— **Un mort dans un LEP d'Orléans.**
Page 18 :
— **Travailleurs en lutte : contrôleurs aériens, SNCF Sotteville,** Nice-Matin, **Dassault, MTC-Indréco (Tours).**
Page 19 :
— **Alsthom Belfort et Villeurbanne ; RPI Pont-de-Claix.**

DOSSIER

Pages 11 à 14 :
LA PRESENCE IMPERIALISTE FRANÇAISE EN AFRIQUE NOIRE :
— **Le pillage économique.**
— **La pseudo-coopération.**
— **Les interventions militaires.**

DIVERS

Pages 20 et 21 :
— **Livres :** Les premières journalistes ; L'oued en crue ; La duchesse **de Lucien Bodard.**
— **Le nouveau planétarium au Palais de la Découverte à Paris.**
Pages 22 et 23 :
— **Théâtre :** La malade par amour **de Goldoni.**
— **Films :** Le grand embouteillage **de Comencini ;** L'occupation en 26 images ; La guerre des polices ; Rencontre avec des hommes remarquables ; La bourgeoise et le loubard.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : INTERPRESS
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

courrier des lecteurs

" Je suis en grande contradiction sur divers points "

« Mes idées rejoignent totalement vos points de vue « politiques » (antimilitarisme, antigouvernemental, éducation, santé, avortement, etc.).

Je suis par contre en grande contradiction sur divers points, à propos desquels j'aimerais avoir réponse.

1) Pourquoi être anti-religions, quelles qu'elles soient ? Refusez-vous qu'un éventuel adhérent à votre organisation ait des croyances catholiques, juives, protestantes, islamiques, etc. ?

2) Vos critiques répétées à l'égard des organisations syndicales se justifient-elles ? (...) Faut-il pour autant rester isolé et dire : les syndicats sont « impuissants », ils ne font pas grand-chose ? (...) Il ne s'agit pas toujours de dire aux troupes « montez au combat » **pour qu'elles attaquent ! (...)**

3) LO dit : « Le bulletin de vote ne pourrait changer la vie » .

Pourquoi avoir alors présenté des candidatures aux diverses élections et demandé des soutiens financiers, auxquels j'ai d'ailleurs participé ? (...)

4) L'objectivité que je partage avec LO sur les rubriques politiques et sociales me laisse assez perplexe devant vos critiques littéraires, films, télévision. (...)

Le travailleur, après huit ou neuf heures de chaîne ou de travail harassant, n'est pas toujours enclin à lire des livres à thèses, philosophiques ou politiques, que vous encensez. (...)

Dans la classe ouvrière pour laquelle « métro, boulot, dodo » est malheureusement réaliste, on a souvent encore (excepté les débilités des Charlots et de De Funès) envie de se détendre en allant voir La dérobade **ou** Le piège à cons, **qui n'ont pas exclusivement le droit à la dérision dont vous vous faites l'écho.**

La démocratie n'est pas le seul fait de la politique. (...) Faudrait-il être sectaire et boycotter tous les spectacles qui ne rejoindraient pas vos opinions (exemple : boycotter Sardou et adorer Jean Ferrat !) ? (...)

Veuillez agréer les sincères salutations de quelqu'un qui essaie de se battre pour la classe ouvrière. »

J.P.B. (Belfort)

Ta lettre soulève de nombreux problèmes, auxquels nous n'aurons évidemment pas la prétention de répondre complètement en quelques lignes. Disons seulement que, effectivement, nous sommes contre les religions, car elles cultivent l'obscurantisme et prêchent la résignation, et sont encore aujourd'hui un un des plus puissants moyens de maintien de l'ordre. Car si l'exploitation de l'immense majorité des habitants de la planète se maintient, ce n'est pas seulement par la force des polices et des armées ; c'est surtout parce que les exploités eux-mêmes n'ont pas une claire conscience des raisons réelles de leur situation. Et c'est donc, à l'opposé de toute religion, à donner une vision claire et scientifique de l'évolution et du fonctionnement de la société que nous nous efforçons.

En ce qui concerne les directions syndicales, le fait de mener dans son entreprise une activité syndicale ne doit pas nous entraîner pour autant à entretenir la moindre illusion sur ce que sont ces directions. Car, oui, **« les syndicats sont impuissants et ne font pas grand-chose ».** Non pas qu'ils ne le peuvent pas, mais ils ne le veulent pas.

Certes, il ne s'agit pas **« de dire aux troupes « montez au combat » pour qu'elles attaquent ».** Mais si les directions syndicales voulaient préparer l'assaut, l'offensive d'ensemble des travailleurs qui est aujourd'hui indispensable, elles se devraient au moins de faire de la propagande et de mobiliser les travailleurs en vue de cette lutte-là. Ce qu'aucune ne fait. Et cela, nous devons le dire.

De même, le fait de se présenter aux élections n'est pas renoncer à dénoncer les illusions électoralistes : cela a été au contraire un moyen de nous faire entendre justement sur ce point, pour affirmer que la seule arme des travailleurs, c'est leur lutte.

Quant aux critiques que tu fais à notre rubrique culturelle, nous savons bien, malheureusement, qu'elle est loin d'être complète et qu'elle passe peut-être souvent à côté de livres ou spectacles qui pourraient intéresser nos lecteurs. De ce point de vue là, toute suggestion est la bienvenue.

Par contre, si nous ne préconisons nullement le boycott systématique de Sardou, pas plus que « l'adoration » de Jean Ferrat, nous pensons avoir le droit d'avoir sur tous ces spectacles notre jugement, de condamner par exemple la chanson de Sardou en faveur de la peine de mort, ou de ne pas apprécier **Le piège à cons,** ou, pourquoi pas, de rire de bon cœur à certains films de De Funès.

Lutte de Classe nº 69

LUTTE DE CLASSE numéro 69 est parue. Vous trouverez au sommaire de ce numéro :

— L'impérialisme français en Afrique noire.

— La brigade « Simon Bolivar » et la « Fraction Bolchevique » au Nicaragua.

— Scission au Secrétariat Unifié.

— La situation sociale et politique dans les prétendus « Départements d'Outre-Mer ».

LUTTE DE CLASSE est en vente auprès de nos militants. Vous pouvez aussi le demander, contre 6 F en timbres, en écrivant à l'adresse du journal.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes **(1)** :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 150 F
pour une période de six mois : prix : 85 F
LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière)**
CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, **édité par Lutte Ouvrière).**
Ci-joint la somme totale de : francs .. ..
.. ..

NOM : .. ..
.. ..
Prénom : .. ..
.. ..
Adresse : .. ..
.. ..
.. ..
Code postal : .. ..
.. ..
.. ..

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18

(1) Rayer les mentions inutiles.

USA-IRAN : éditorial

C'est de Carter, pas de Khomeiny que vient le danger de guerre

LE gouvernement américain va-t-il se lancer dans une intervention militaire en Iran ? Et cette intervention militaire ne risque-t-elle pas de déclencher un conflit beaucoup plus vaste, une nouvelle guerre mondiale même ?

Dans la partie qui est engagée entre les deux pays, c'est maintenant la question que beaucoup se posent.

Bien sûr, il se peut que toute cette affaire se termine par un compromis. Mais on ne peut pourtant pas écarter la possibilité que les Etats-Unis soient capables d'envoyer leurs forces militaires contre le régime et la population de l'Iran. Or l'Iran est situé à la limite entre le bloc des pays impérialistes dominé par les Etats-Unis, et le bloc dominé par l'URSS. Personne ne peut être certain qu'une intervention militaire américaine en resterait là.

Si par malheur cela se produisait, faudrait-il en rendre l'ayatollah Khomeiny responsable, comme la plupart des journalistes et des hommes politiques d'ici le font d'avance ?

C'est vrai que Khomeiny est un religieux réactionnaire et anti-ouvrier. Pourtant, il est indiscutable qu'il a le soutien de la grande majorité de la population iranienne. Et s'il l'a, c'est parce qu'il a été à la tête de la révolte qui a abouti à renverser le chah. Le chah sous le règne de qui des milliers d'hommes et de femmes ont été torturés et assassinés tandis que lui amassait personnellement une fortune fabuleuse sur le dos de toute une population qui vivait dans un état misérable.

Les riches bourgeois iraniens ont profité du règne du chah, mais surtout les grands trusts, ceux du pétrole en particulier, américains, mais aussi anglais ou français. Et c'était la masse de la population travailleuse et pauvre qui était alors, elle, tout entière prise en otage par l'impérialisme. On comprend qu'aujourd'hui elle réclame justice, en exigeant le retour du chah pour le juger et la restitution de toutes les richesses qu'il avait volées sur son dos.

Aujourd'hui, les USA ne veulent pas du nouveau régime installé en Iran. Ils cherchent à l'étrangler économiquement, en bloquant son argent placé dans des banques américaines par exemple. Et il faudrait s'indigner parce que des Américains sont pris comme otages à Téhéran ? Ce ne sont pas des touristes, pas des Américains de passage, mais les membres d'une ambassade où on devait certainement comploter en vue de renverser Khomeiny pour le remplacer par un général quelconque, ou même pour ramener le chah au pouvoir. Les Etats-Unis, avec leur CIA, l'ont bien déjà fait dans le passé, en Iran même, en 1953.

Si les USA envoyaient des Marines contre l'Iran, ce ne serait pas pour faire respecter les libertés. Les libertés démocratiques, ils marchent dessus quand ça les arrange, et les dictateurs ne les gênent pas lorsqu'ils font partie de leurs amis, comme au Chili aujourd'hui, comme en Iran ou au Nicaragua il n'y a pas si longtemps.

Les dirigeants américains et les hommes des trusts se moquent complètement des libertés pour les peuples. Ce qu'ils ne peuvent admettre, au contraire, c'est qu'un pays échappe à leur emprise et veuille décider par lui-même de son sort. Même s'il s'agit d'un régime réactionnaire et pas du tout « de gauche », comme celui de Khomeiny, il suffit qu'un pays veuille prendre ses décisions par lui-même et se soustraire à l'autorité de l'impérialisme américain, pour que celui-ci le voie d'un mauvais œil, exerce des représailles économiques et menace même d'intervenir militairement.

Il est sûr que le nouveau régime installé en Iran n'est pas favorable aux travailleurs. Comme dans le monde entier, les ouvriers iraniens ont à lutter pour leur liberté en face de ce régime. Mais en tout cas, ceux qui sont cause des guerres, ce sont ceux qui entretiennent des armées pour faire les gendarmes aux quatre coins du globe, et qui menacent d'intervenir contre la liberté des peuples. Ce sont les dirigeants et les capitalistes américains, pas Khomeiny ni les Iraniens.

La presse en France essaie d'effrayer en proclamant que Khomeiny aurait déclaré la « guerre sainte ». Mais les porte-avions, les bombardiers et les troupes, c'est des Etats-Unis qu'ils viendront pour mettre le feu aux poudres en Iran, et non l'inverse. Khomeiny est bien un prêtre réactionnaire, mais les fauteurs de guerre, ce sont les dirigeants américains, même si ces gens se veulent des libéraux et des démocrates.

Parce que, justement, liberté et démocratie ne sont que des mots pour eux : en réalité, ils sont prêts à mettre la paix du monde en danger pour défendre leurs intérêts et ceux des trusts.

Les guerres sont provoquées par ces gens-là et pas par les peuples qui se révoltent. De ceux-ci, les travailleurs du monde entier sont solidaires, et dans les événements actuels au Moyen-Orient, c'est dans le camp de l'Iran que se range la classe ouvrière.

Giscard à la télé :

Une heure d'escamotage

Le meilleur des escamoteurs n'est rien sans ses compères ; on a pu en avoir encore une illustration mardi dernier 27 novembre sur Antenne 2. Ce soir-là, Giscard s'était fait entourer de ses journalistes de la télévision, Alain Duhamel, Gérard Saint-Paul et Jean-Pierre Elkabach, pour meubler une heure sur le petit écran. Les trois journalistes jouaient les citoyens curieux, Giscard l'homme qui n'a rien à cacher : rien dans les mains, rien dans les poches, même pas des diamants.

Et pendant une heure, nous avons eu droit aux tours de passe-passe du président : questions discrètes, entourlupettes ou non-réponses, mais dans tous les cas, satisfaction et air convaincu des journalistes qui interrogeaient ; et le tour était joué.

Le chômage lui-même en a disparu : il serait surtout dû au fait que nous avons la grande chance d'avoir beaucoup de jeunes ; car si on ne comptait pas ces « **jeunes qui arrivent nombreux sur le marché du travail, nous aurions une situation plus forte vis-à-vis des demandeurs d'emplois** ». Si on avait moins de chômeurs, on aurait moins de chômage, il fallait y penser.

Mais c'est, bien sûr, à propos des scandales, la villa de feu Boulin et les diamants de Giscard que président et journalistes se sont surpassés. L'affaire Boulin était devenue une preuve de l'extraordinaire honnêteté de la vie politique française, puisque tout ce qu'on a eu à lui reprocher était l'acquisition de deux hectares de terrain. Pour laisser Boulin en paix et Peyrefitte hors du coup, Gérard Saint-Paul s'est hâté de conclure en demandant si « **lumière sera faite de façon inattaquable** » (lumière ou pas, c'est le mot **inattaquable** qui comptait le plus). Giscard n'avait plus qu'à répondre « **absolument** ». Quant aux diamants de Bokassa, il a opposé « **un démenti catégorique et... méprisant** » mais sur leur valeur seulement. Ce qui, à y bien regarder, revient à reconnaître qu'il les a reçus !

Si vous n'êtes pas satisfait de ces réponses, Elkabach l'a été, lui qui a trouvé qu'il avait passé avec le président « **une heure dense et importante** ».

Olivier BELIN

Les hommes du président ont la vengeance basse

Un jugement du 21 novembre a condamné Jean-Edern Hallier, pour avoir « injurié » et « diffamé » Bassi, Mougeotte, Elkabach, Zitrone, Gicquel, Alain et Patrice Duhamel, à leur payer 5 000 F à chacun.

Lors de la campagne des élections européennes, Jean-Edern Hallier conduisait la liste « Région-Europe », une de ces « petites listes » boycottées par les grands moyens d'information.

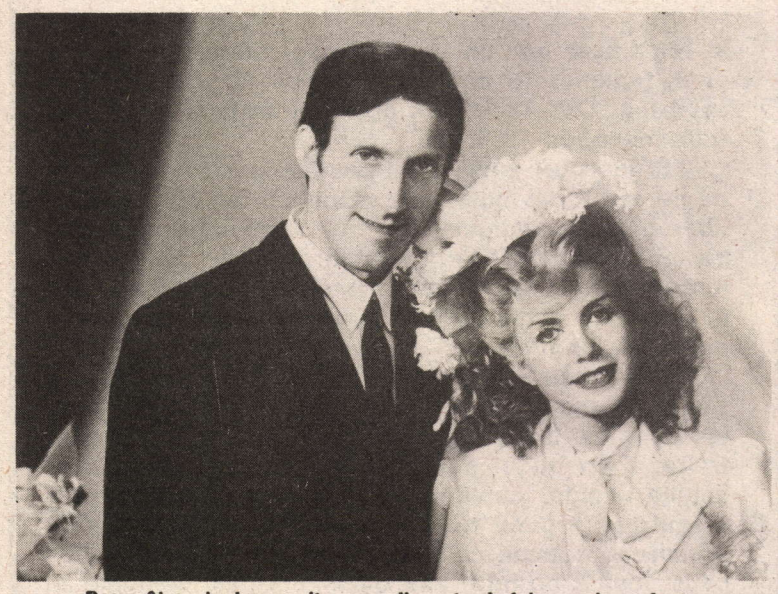
A la télévision, il n'avait pas mâché ses mots pour dire ce qu'il pensait de ce procédé, et des journalistes qui le pratiquaient.

Sept des journalistes visés ont eu le culot de porter plainte. Et Hallier a été condamné.

Si ces journalistes ont eu recours aux tribunaux, c'est sans doute qu'ils ont estimé que leur intégrité professionnelle avait besoin d'une confirmation officielle, et que les téléspectateurs n'avaient pas rétabli d'eux-mêmes.

J.J.L.

Une politique familiale nataliste, mais surtout électoraliste



Pour être de bons citoyens, il reste à faire trois enfants, comme le veut le gouvernement. Y a-t-il vraiment de quoi se marrier ?

Si les familles françaises voulaient bien se décider à avoir un troisième enfant, la France ne risquerait plus, paraît-il, de se dépeupler à long terme et Michel Debré ne ferait plus de cauchemars.

C'est pourquoi, au cours du débat sur la politique familiale à l'Assemblée nationale, le ministre chargée de la Condition féminine, Madame Pelletier, a annoncé un certain nombre de mesures prévues pour être votées au début de 1980 et appliquées à la fin de l'année prochaine. La plus spectaculaire consiste à remplacer les diverses allocations que percevaient les familles au moment de la naissance du troisième enfant par une allocation unique de 10 000 francs (un million de centimes). Cela représente certes une augmentation de l'ordre de 100 %, mais avec l'inflation, si cette mesure est finalement décidée, le gain risque d'être nettement réduit. En outre, rien ne dit que ce projet sera effectivement présenté au Parlement au printemps prochain, et rien ne dit qu'il sera adopté. La seule chance qu'il aboutisse, c'est qu'il fasse partie des appâts électoraux pour les élections présidentielles de 1981. En tout cas, cela reste dérisoire et ce n'est certes pas cela qui incitera les familles à augmenter leur progéniture.

Le but réel, immédiat, de cette annonce gouvernementale, ainsi que le but réel de tout le débat sur la politique familiale, est en fait tout autre. La date même de cette annonce, huit jours avant que le Parlement se prononce sur le renouvellement de la loi Veil sur l'avortement, permet d'en comprendre le sens. Beaucoup de députés de la majorité sont partagés entre leur désir de voter la loi qu'ils considèrent comme inéluctable, et leur crainte de voir la partie la plus réactionnaire de leur électorat le leur reprocher. Alors, la promesse d'une politique familiale, même en trompe l'œil, cela peut leur être utile. Ils pourront ensuite dire : **« J'ai certes voté la loi Veil, bien qu'en désaccord et uniquement pour éviter le drame des avortements clandestins, mais l'essentiel c'est que la famille va pouvoir s'épanouir à nouveau grâce au projet gouvernemental ».**

Ce sont ces raisons électoralistes qui font que la portée réelle de ces mesures a été grossie de façon démesurée. Pour réaliser une vraie politique familiale, même dans une optique nataliste, il faudrait tout autre chose. Quant à prévoir l'accueil réel des enfants par la société, cela nécessiterait non seulement des crédits, mais une tout autre organisation sociale. Et cela ne dépend pas du Parlement !

Alain LEMART

Une brèche dans la Sécurité sociale des chômeurs

Vendredi 23 novembre, l'Assemblée nationale a voté un projet de loi qui restreindra encore un peu plus les droits des travailleurs.

Les chômeurs, inscrits à l'ANPE, dont l'indemnisation chômage prendrait fin, se verront supprimer douze mois plus tard tout droit aux avantages sociaux en matière d'assurance maladie. A moins qu'ils ne payent eux-mêmes (avec quoi, puisqu'ils ne seront pas indemnisés ?) une cotisation volontaire à la Sécurité sociale.

Selon le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, Barrot, que le cynisme n'effraie pas : *« Il ne faut pas confondre le progrès social avec des mesures aveugles qui nourrissent les abus. Ce n'est pas servir la Sécurité sociale que de faire bénéficier indûment de la gratuité des gens qui en profiteront, par exemple pour faire un travail clandestin. C'est pourquoi nous avons prévu des cotisations pour les étudiants et les lycéens âgés, car il faut « responsabiliser » les gens : c'est la voie du progrès social ».* Ben voyons !

Cette nouvelle atteinte aux droits des travailleurs devrait toucher 480 000 demandeurs d'emploi non indemnisés qui sont actuellement inscrits à l'ANPE, et comme Barrot n'a décidément pas honte, il ne s'est pas gêné pour dévoiler froidement les batteries du gouvernement en déclarant que cette loi faisait *« œuvre de moralisation puisque certaines personnes qui s'inscrivaient à l'ANPE pour obtenir des avantages sociaux en matière d'assurance-maladie ou d'assurance-vieillesse seraient dissuadées de le faire ».*

En somme pour dégonfler les chiffres du chômage, on essaye tout simplement de rayer de la carte les 480 000 chômeurs non indemnisés mais gênants parce qu'inscrits à l'ANPE.

Après que la crise ait jeté à la rue des milliers de travailleurs et dirigé tout droit vers les bureaux de chômage collégiens, étudiants ou travailleurs n'ayant déjà pas droit à l'indemnité chômage, Barrot s'attaque à ce problème du chômage... en tentant de truquer les statistiques !

Cela ne les fera évidemment pas cesser d'être chômeurs : cela les mettra seulement dans une situation encore plus dramatique.

Odette DYLAN

Les prix montent, les responsables ne sont pas loin

Au mois d'octobre, les prix ont augmenté de 1,2 %. C'est ce que le **gouvernement appelle pudiquement** un mauvais indice et, d'après ses propres prévisions, cela porterait à plus de 11 % la hausse du coût de la vie pour 1979.

C'est tellement mauvais qu'il a fait annoncer, avant même que le Conseil des ministres qui devait en décider ne se soit réuni, que le SMIC augmenterait sans doute de plus de 4 % au 1er décembre et que l'allocation minimum vieillesse serait portée à 40 F par jour. Comme si, soit dit en passant, on pouvait vivre aujourd'hui sans problème avec 40 F par jour.

Cela n'empêche pas le ministre des Finances et Barre lui-même d'expliquer que, tous comptes faits, cela n'est pas aussi catastrophique qu'il y paraît. C'est que, voyez-vous, déduction faite de la hausse du pétrole et de celle des matières premières, la progression réelle des prix ne sera que de 8 ou 8,5 % en 1979...

Si l'on regarde le détail des hausses, ce sont les services, les loyers, les produits manufacturés, dont les prix ont été libérés cette année par le gouvernement, qui accusent les plus fortes hausses.

Il n'y a donc pas besoin de chercher longtemps pour trouver les responsables.

Pierre LEMAIRE

Encore une hausse de l'essence ?

Le ministre de l'Economie, Monory, a laissé entendre, lors d'un déplacement à Toulouse, mercredi 28 novembre, que le prix de l'essence serait probablement augmenté de 5 à 10 centimes le litre dans le courant du week-end du 1er décembre.

Ce serait ainsi la cinquième hausse du prix de l'essence depuis le début de l'année, et cela porterait la hausse totale de l'essence depuis décembre 1978 à 18 %. Et que le gouvernement ne vienne pas, comme il le fait chaque fois, justifier ces hausses du prix de l'essence à la pompe par les augmentations de prix du pétrole brut, car si il y a un prix sur lequel le gouvernement peut agir c'est bien celui de l'essence dont la plus grande partie est constituée par les taxes prélevées par l'Etat.

STRASBOURG

Forum-débat contre la répression policière, pour la levée de l'inculpation de Jean Meyer

La campagne qui s'est organisée à Strasbourg contre les tortures qui auraient été exercées par sept policiers de la PJ sur des immigrés et pour la levée de l'inculpation de notre camarade Jean Meyer a contraint la presse régionale à sortir de sa réserve. Dans leur édition du 13 novembre, **Les dernières nouvelles d'Alsace** se sont fait l'écho du moral de la police qui **« est au plus bas au commissariat central de la Nuée Bleue... Les policiers ont l'impression de ne pas être défendus et de ne pas pouvoir se défendre ».**

Sur l'affaire des tortures, la presse régionale a été obligée de reconnaître qu'il s'est passé quelque chose dans les locaux de la PJ.

Le député de Strasbourg, Durr, a évoqué l'affaire de la police à Strasbourg, au Parlement, pour demander un renforcement des effectifs.

Ces réactions montrent que les autorités sont particulièrement sensibles à tout ce qui touche à la réputation de la ville de Strasbourg, dans la course au titre de capitale européenne.

Mais depuis la manifestation du 14 novembre qui avait regroupé 600 personnes, c'est le black-out le plus complet. C'est pourquoi le comité pour la levée de l'inculpation de J.A. Meyer et contre la répression policière organise un forum-débat et appelle les Strasbourgeois à venir nombreux débattre avec les représentants de la Ligue des droits de l'homme, du MRAP et d'autres personnalités, du problème de la répression policière, des contrôles abusifs. Un bureau sera organisé avec des avocats des syndicats des avocats de France, pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de déposer des témoignages sur les brutalités policières dont ils auraient été victimes ou témoins.

Correspondant LO

Salle DELAUNETTE - Place Kléber - Mercredi 5 décembre de 18 heures à 22 heures.

La loi sur l'avortement à l'Assemblée :

A bas les restrictions au droit des femmes !

A défaut d'avoir des choses intéressantes à dire, ou des prises de position nouvelles à proclamer, les députés auront tout de même tenu à s'exprimer nombreux sur le projet de loi gouvernemental en matière d'avortement. Le nombre des inscrits pour prendre la parole a été tel que, jeudi soir 29 novembre, on n'en était encore qu'à commencer l'examen des quelque 130 amendements déposés. Le résultat du vote n'est donc pas encore acquis au moment où nous bouclons ce numéro de **Lutte Ouvrière.**

Une opération de marchandage entre le RPR et le gouvernement pourrait même intervenir, opération qui aboutirait à ce que la loi ne soit pas adoptée définitivement, mais seulement reconduite encore une fois pour cinq ans, comme cela avait été le cas en 1974.

Jeudi 29, en effet, il était question d'un tel compromis entre des membres du RPR et Raymond Barre, moyennant quoi le gouvernement trouverait peut-être une majorité dans sa majorité pour faire passer son projet sans perdre la face et sans le devoir aux partis de gauche comme en 1974. Il le devrait alors à ce qui apparaîtrait comme une concession de la part du RPR, ce qui lui imposerait peut-être des contreparties, mais serait tout de même une porte de sortie « honorable » pour les deux parties.

Quoi qu'il en soit, ce serait en tout cas non seulement une démonstration du peu d'honorabilité des déclarations de principe des uns et des autres, mais surtout une démonstration du peu de cas qu'ils font en réalité du contenu même de ce qui est en cause.

Qu'il s'agisse du droit des femmes, des principes libéraux, côté Giscard, ou du respect de la vie et autres hypocrites fadaises côté Debré et compagnie, en réalité tous ces gens n'ont en vue que leurs mesquines préoccupations parlementaires et électorales. Le droit élémentaire pour toutes les femmes de disposer librement d'elles-mêmes n'est en aucune manière leur souci.

Et cela, ils l'ont illustré au cours de ce débat d'une autre manière encore. Tous, au sein de la majorité, récusent le droit pour les femmes d'avorter simplement lorsqu'elles le désirent. Il leur faut des « situations de détresse » bien établies ! Et le ministre Barrot l'a précisé lui-même, lui qui présente le projet de loi avec Monique Pelletier, en assurant fermement « **que tout serait tenté afin d'éviter aux couples d'avoir recours** » à l'IVG. En aucun cas, selon eux, les femmes ne devraient pouvoir avorter « **pour simple convenance personnelle** », comme ils disent.

Et pourquoi pas ? Pourquoi les femmes n'auraient-elles pas droit à la « convenance personnelle » pour interrompre une grossesse non souhaitée, alors que par exemple, ils reconnaissent bien ce droit aux médecins qui se refusent à pratiquer des IVG ? Dans ce cas, cela s'appelle « clause de conscience » !

Il y a encore bien du chemin à parcourir, bien des luttes à mener pour imposer le droit de toutes les femmes à la liberté de l'avortement. Et à plus forte raison s'il s'avérait que la loi ne soit encore adoptée qu' « à l'essai », pour une période provisoire.

Christiane LE GUERN

Une vue de la manifestation du samedi 24 novembre à Paris pour la liberté de l'avortement. Une manifestation qui a été un succès, et a rassemblé des milliers de participants.

Le PCF champion d'une bataille livrée par d'autres

« Madame Pelletier s'est engagée, sous la pression des luttes conduites par les communistes, à faire en sorte que la loi soit appliquée dans les hôpitaux publics » ; « Elle s'est engagée — et cela du seul fait de la lutte résolue des communistes, forts de 200 000 signatures — à ce que les centres hospitaliers publics appliquent la loi. Cet engagement est un acquis important ». Ces proclamations, qu'on pouvait lire dans **l'Humanité** du 28 novembre, au moment où le projet de prolongation de la loi Veil était en discussion à l'Assemblée, apparaissent bien impudentes, sans aucun doute, à tous ceux et surtout toutes celles qui se sont battus, souvent pendant des années, pour obtenir l'abolition de la loi de 1920, et qui, par leur lutte, ont arraché la législation en vigueur actuellement.

Les députés du PCF ont voté la loi Veil à l'époque, et donc contribué à la faire passer.

Mais de là à s'attribuer les mérites exclusifs des concessions auxquelles le gouvernement a été contraint, il y a une marge. On peut passer en revue toutes les luttes et les actions menées dans les années précédant la loi Veil sans qu'aucune de celles qui ont marqué puisse être attribuée à l'initiative du PCF, ou même à sa participation active.

Des médecins à l'origine du Planning Familial au procès de Bobigny, du manifeste des 343 femmes célèbres à celui des médecins reconnaissant avoir pratiqué des avortements, des diverses manifestations aux interventions de « Choisir » ou à la création et à l'action du MLAC, le PCF est resté absent. Tout cela a été lancé, animé, par des organisations, des groupements et des personnalités féministes, socialistes et d'extrême-gauche.

Le PCF préconise la reconduction de la loi de 1975 en l'améliorant et en fournissant les moyens réels de son application. Même si cela reste assorti de préalables en faveur d'une bonne politique de la famille, c'est tout de même un ralliement à une cause qui, durant longtemps, n'a pas été en odeur de sainteté au PCF. En témoignent notamment les difficultés qu'il a rencontrées avec pas mal de ses militantes, sur ce sujet, et dont la presse se fait de temps en temps l'écho.

La presse du PCF tente de présenter le Parti Communiste comme un valeureux champion de cette cause ? Il voudrait « récupérer » le mouvement, comme on dit ? Cela n'est pas fait pour surprendre. Les dirigeants staliniens n'ont jamais été forts sur le plan des scrupules !

Ceci dit, il reste qu'aujourd'hui, ils ont décidé de défendre une législation en progrès sur la question de l'avortement, de tenir compte des aspirations et de la volonté des femmes dans ce domaine. Tant mieux. D'autant plus que dans la classe ouvrière, PCF et CGT auraient certainement des moyens et des forces considérables pour intervenir, expliquer et mobiliser les femmes travailleuses, comme ils auraient des moyens d'intervention et d'agitation aussi au niveau des municipalités.

De toute façon, le PCF va probablement avoir l'occasion de traduire sa prise de position concrètement sur le terrain. Car, même avec une reconduction de la loi en cours, il reste énormément à arracher pour que les femmes puissent réellement se sentir libres de disposer d'elles-mêmes. **C.L.G.**

Chirac s'est découvert une conscience

C'est donc la veille du débat au Parlement que Jacques Chirac s'est finalement rendu compte qu'il lui était vraiment « impossible dans ces conditions de voter la reconduction de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ».

Bien sûr, Chirac avait voté cette loi en 1974. Il était même alors Premier ministre.

Seulement, les choses ont changé depuis. L'ancien Premier ministre cultive maintenant la « confrontation » avec le gouvernement. Ça mérite de changer son vote.

En fait d'ailleurs, qu'il vote pour ou contre, Chirac n'a pas changé d'avis : l'avortement, le droit des femmes, il s'en fout !

Ils ont osé le dire

Au cours de la discussion sur la loi Veil à l'Assemblée nationale, Debré, chef de file des natalistes, a déclaré : « Renoncer à la mission féminine d'être la source de la vie, c'est accepter qu'une nation, une civilisation se couche pour mourir ». *Rien que ça. Mais Hector Rolland, député RPR, est allé plus loin :* « Si Dante a écrit l'Enfer, Madame Veil l'a créé par la loi de 1975, et vous essayez de le perpétuer ». *Quant à Bigeard, après avoir confessé qu'il préférait sauter en parachute que d'intervenir dans une discussion sur l'avortement, il s'est finalement jeté à l'eau, pour dire notamment :* « Je suis pour la vie, pour la famille. J'ai vu tant de jeunes gens rendre le dernier soupir en murmurant : maman ! Je ne pourrai voter la loi ».

Il aurait effectivement mieux fait d'aller faire du parachute !

Une justice militaire dans l'embarras

Mardi 27 novembre, le tribunal permanent des forces armées a jugé Jean Fabre pour insoumission. Jean Fabre est insoumis, de nationalité française, en même temps que président du Parti Radical Italien, un parti contestataire représenté notamment au Parlement européen.

Si le tribunal militaire avait condamné Jean Fabre à une lourde peine, il risquait de provoquer le scandale. Déjà, son arrestation le 18 octobre dernier avait soulevé de nombreuses protestations, et plusieurs personnalités sont venues témoigner à son procès.

Le tribunal a donc opté pour un mois de prison ferme (ce qui couvre le temps qu'il a passé sous les verrous) et cinq mois avec sursis. Jean Fabre se trouve donc libéré et qui plus est, exempté du service national par décision du ministre de la Défense lui-même.

Mais Jean Fabre a démontré du même coup que les décisions habituelles des tribunaux militaires se ramènent à des dénis de justice. Ou plutôt, à pas de justice du tout.

A.V.

DANS LA PRESSE D'EXTREME-GAUCHE:

COMBAT OUVRIER

Il faut riposter à la répression coloniale

« Il ne se passe pratiquement pas une semaine sans que de nouveaux faits de répression ne soient portés à la connaissance de la population, à telle enseigne que l'interpellation et la garde à vue de 3 « rastas » au Gros-Morne, il y a maintenant une dizaine de jours, puisse passer comme un fait normal. Après tout, pourrait-on dire, n'ont-ils pas été relâchés au bout d'une journée, après que 3 cars de gendarmes soient venus les arrêter !

Car, de quelque côté que l'on se tourne, gendarmes, policiers en « bleu pâle - bleu foncé » et justice semblent s'être donné le mot pour tracasser, frapper, inquiéter, intimider la jeunesse de ce pays.

La dernière affaire en date est celle du matraquage des étudiants du campus de Schœlcher par les policiers. Les étudiants occupaient l'immeuble du Trésor. Ils réclamaient l'ouverture de crédits pour assurer la sécurité sur le campus, après l'assassinat dont a été victime une jeune étudiante. Les étudiants, pourtant pacifiques, furent expulsés manu militari de l'immeuble et certains d'entre eux furent interpellés.

Le même jour, Albert Oscar, militant nationaliste, membre du PPM, entamait une grève de la faim pour exiger que justice lui soit rendue dans l'affaire qui l'oppose à l'ex-proviseur du Marin, Olivieri. Agressé par ce dernier, c'est pourtant Oscar qui se retrouva condamné par la justice coloniale. (...)

Pendant ce temps, L.R. est toujours en prison. On l'avait arrêté et incarcéré sous la prévention d'être l'auteur du hold-up du Crédit Agricole. Les auteurs ont semble-t-il été retrouvés depuis. On ne sait même plus, dans son entourage, de quoi il est accusé.

Mais l'affaire la plus odieuse est sans doute celle dont sont auteurs les gendarmes du Morne-Rouge. Ces derniers ont arrêté et interrogé pendant une journée, le 5 novembre, un enfant âgé de 15 ans. Ils voulaient qu'il avoue un vol de bijoux. Jamais la mère n'a été mise au courant de la détention de son enfant.

Le déroulement de la première audience du procès des ex-jeunes emprisonnés a montré aussi que les juges n'hésitent pas à violer leur propre légalité. (...)

Il faut s'opposer pied à pied à chaque fait de répression. Rien ne doit passer sous silence. Il faut faire échec aux menées répressives du pouvoir et de ses sbires ! »

Dans son éditorial, Combat Ouvrier **daté du 24 novembre dénonce l'arbitraire policier et la répression dont sont victimes dans leur pays les jeunes Antillais.**

Libération

LIBERATION REVELERA-T-IL LES 60 NOMS DES «COLLABORATEURS DE LA CIA A PARIS?

Angola deux jours de la réunion de l'OUA

Ixtoc 1 : des risques pris sciemment

« Quels ont été les premiers effets de cette catastrophe sur l'environnement ?

— Il y a eu de petites quantités de pétrole brut sur les côtes du Texas et du Mexique. Mais la situation est très différente de celle vécue lors de l'accident de **l'Amoco Cadiz.** A cette époque la Bretagne a reçu une grande quantité de pétrole en peu de temps. (...)

— Il s'agit quand même de la plus grande marée noire du monde ?

— Oui, mais n'oubliez pas que le puits est loin en mer. De plus, la quantité de pétrole déversée est réduite naturellement par l'évaporation et celle-ci est facilitée par la température des eaux dans le golfe du Mexique, qui est de l'ordre de 27 à 29 degrés. C'est un « brut » très léger, je pense donc que ses effets seront bien moindres que ceux de l'**Amoco Cadiz. »**

Comment peut-elle affirmer cela, alors qu'elle dit elle-même, un peu plus loin dans l'interview, que pour évaluer les conséquences « nous attendons les résultats définitifs des travaux effectués, en mai 1980 » ?

Et pour conclure, Libération **lui demandant si l'accident n'aurait pas pu être évité, si l'on n'avait pas minimisé les risques, Mme Cortes Rubio répondait :**

« Il y a de grands risques lorsque l'on fore en mer : c'était un accident inévitable. Mais je suis très optimiste ; tous les techniciens étrangers, qu'il s'agisse de ceux du CNEXO français, de la NOOA américaine ou de l'UNESCO, ont pu apprécier notre travail. C'est notre premier accident grave. Comme il y a déjà de très nombreux forages, il y a des chances statistiques qu'un autre accident survienne ; mais cette fois nous aurons une équipe immédiatement opérationnelle pour intervenir. »

Il y a de grands risques, d'autres accidents comme celui d'Ixtoc sont prévus dans les statistiques, les responsables de l'Institut mexicain du pétrole le disent eux-mêmes ; mais ça n'empêche pas de continuer les forages en mer, deux nouveaux puits viennent d'être mis en service à 25 kilomètres d'Ixtoc 1, précise Libération.

Libération **des 24-25 novembre publie une interview d'une des responsables de l'Institut mexicain des pétroles, Mme Cortès Rubio, qu'il a interrogée sur la catastrophe du forage Ixtoc 1 dans le golfe du Mexique. Comme on peut s'y attendre de la part d'une responsable de la politique pétrolière mexicaine, celle-ci a cherché à se faire la plus rassurante possible.**

Voici quelques extraits de cette interview:

Ceux Du Technique est paru

Quand la SNCF porte plainte

Lutte Ouvrière **fait l'objet d'une plainte de la SNCF auprès du procureur de la République. C'est ce que nous avons appris suite à une convocation de la Police Judiciaire, celle-ci ayant ouvert une enquête.**

D'après la SNCF, des tracts diffusés par Lutte Ouvrière **et appelant à la grève du paiement des transports en commun tomberaient sous le coup de la loi, pour** « provocation à des crimes ou délits prévus et réprimés par le Code pénal ». **Cela coûte même un an à cinq ans de prison, et 300 à 1 000 francs d'amende, rien que ça. Mais ce n'est pas tout : d'après la SNCF, les diffuseurs de tracts ont cherché à provoquer des attroupements dans les gares. Cela aussi c'est, paraît-il, un délit.**

Enfin, la SNCF porte plainte également contre les « Comités d'Usagers » qui sont apparus dans les gares de la région parisienne. En effet, en distribuant des tracts indiquant leurs heures de permanence, les Comités d'Usagers font aussi de la « provocation à l'attroupement ».

A la SNCF, on ne manque pas de culot. Si c'est un délit de « provoquer à l'attroupement » dans les gares, alors ses responsables auraient droit à la prison à perpétuité pour faire s'entasser les voyageurs comme du bétail sur les quais dans l'attente de leur train, sans parler des trains eux-mêmes ! Sans parler des divers attroupements provoqués par une gêne à la circulation due à la SNCF : par exemple, les stands publicitaires fréquemment installés en plein milieu des parties passantes des gares parisiennes, ou bien tout simplement le blocage des quais de sortie par une armada de contrôleurs qui retardent considérablement les usagers, comme la SNCF le fait fréquemment en ce moment.

Tout ça ne gêne que les usagers, et donc pas la SNCF. Par contre, quand les Comités d'Usagers installent leur table et invitent les usagers à se réunir pour discuter de leurs problèmes, notamment des conditions de transport et des prix, ce ne sont pas les usagers qui se plaignent. Et voilà pourtant la SNCF qui porte plainte, sous le prétexte hypocrite du « trouble à la circulation » !

Enfin, la SNCF a lancé une campagne d'information auprès des usagers, notamment par des distributions de tracts à la sortie des trains. Ceci afin d'informer les usagers de tous les avantages de la SNCF, dont il faut croire qu'ils ne se sont pas aperçus tout seuls. Drôle de « voie publique » décidément que ces gares où la distribution de tracts par des employés de la SNCF serait parfaitement licite, mais pas la diffusion de tracts par des membres des Comités d'Usagers ou des militants de Lutte Ouvrière !

Pour la SNCF, l'usager n'est qu'un cochon de payant, dont le seul droit est de payer et de se taire. Il faudra pourtant qu'elle s'habitue à voir les cochons de payants « s'attrouper » **et éventuellement venir parler à ses dirigeants à deux doigts des moustaches.**

Attroupement... de képis dans une gare parisienne. (Ph. LO)

SNCF-Paris Sud Est

Les contrôleurs ne veulent pas être des flics

Le vendredi 23 novembre, les contrôleurs et agents de train de la gare de Lyon, à Paris, se sont mis en grève, grève qui se poursuit toujours à l'heure où nous écrivons.

Sur les distributeurs de tickets de quai, ils ont marqué : « Usagers, les contrôleurs sont avec vous. »

Manque de chance pour la SNCF, au moment même où les premiers renforts de contrôleurs provinciaux arrivent en renfort à Paris, afin notamment de multiplier ses opérations coup de poing et les contrôles massifs dans les gares à l'arrivée des trains de banlieue, ce n'est plus seulement à ses clients mais aussi à ses contrôleurs eux-mêmes qu'elle a à faire.

En réalité, ce n'est pas vraiment que la direction de la SNCF ait joué de malchance, c'est que les deux choses sont en partie liées. En effet, les contrôleurs et agents de train de la gare de Lyon ne se sont pas seulement mis en grève pour l'amélioration des conditions de travail, ils sont également en grève pour demander la suppression des contrôles renforcés.

Ils ne veulent pas être la cible des usagers, tant mieux ! Car l'ennemi des usagers n'est pas le contrôleur, mais la direction de la SNCF. Et si les contrôleurs sont souvent, comme ils s'en plaignent, mal-aimés des voyageurs, cela n'est pas dû aux Comités d'usagers mais au rôle que la SNCF leur fait jouer et au zèle d'ailleurs que, malheureusement, certains d'entre eux mettent dans leur tâche. Certes leur position n'est pas toujours facile, car ils sont eux aussi contrôlés. Mais cela bien sûr ne peut les obliger ni à s'acharner sur un usager, ni à jouer les shérifs lorsque des usagers veulent passer le matin sans perdre leur temps avec un de ces contrôles massifs abusifs. Cela d'ailleurs, bon nombre de contrôleurs le comprennent.

Alors, lorsque les contrôleurs, comme tout travailleur, se mettent en grève pour leurs revendications, ils ont notre soutien. Et quand ils se mettent en grève, comme ils viennent de le faire gare de Lyon, également pour refuser de jouer le rôle de flic, pour revendiquer d'être des accompagnateurs de trains chargés de la sécurité des usagers plus que des chasseurs de fraude à verbaliser, cela ne fait que prouver qu'une solidarité entre employés de la SNCF, contrôleurs inclus, et usagers est possible.

Car si les contrôleurs refusent de jouer le rôle de flics comme ils le montrent aujourd'hui, même si demain une grève des paiements était lancée — ce que des contrôleurs disent appréhender — les usagers sauraient bien alors faire la différence entre la SNCF, elle-même, et ceux de ses employés qui sont du côté des usagers.

Les usagers de la Gare de Lyon protestent contre la hausse des transports. (juillet 1979) (Ph. LO)

GREVE A LA SNCF CHAMBERY

A Chambéry, 90 % des agents de trains-voyageurs et des contrôleurs se sont mis en grève le samedi 24 novembre. Cette grève a débuté en solidarité avec les agents de trains de Lyon-Perrache, partis en grève le 15 novembre pour la levée de sanctions et la satisfaction des revendications.

Elle a débuté aussi parce que les agents de trains de Chambéry ne voulaient pas continuer à jouer les briseurs de grève, quand la direction de la SNCF les envoyaient à Lyon-Perrache. Et le lendemain, la grève était reconduite à l'unanimité des 50 présents en assemblée générale, des piquets de grève se sont mis en place, Au cours de ces piquets, celui de la nuit de dimanche à lundi regroupait une vingtaine de personnes. Des grévistes rédigent des tracts et des affiches pour expliquer leur mouvement aux usagers. Ils ont également établi un cahier de revendications. Les piquets occupent le local où, en temps normal, ils viennent prendre leur service. Depuis, la police, appelée par la direction de la SNCF, est venue les déloger.

L'ambiance est bonne. Nombreux sont ceux qui sont prêts à poursuivre la grève même sans la protection d'un préavis. Aux dernières nouvelles, mercredi 28 au soir, la grève se poursuivait.

Correspondant LO

Paris Gare de Lyon

Des contrôleurs et des agents de trains parlent de leur grève

« Pourquoi y a-t-il eu grève ?

— C'est parce qu'on en a ras-le-bol : des horaires, on n'en a pas ! Parfois on te commande pour partir à Dijon le matin, retour le lendemain matin à 8 heures. Tu prépares ta gamelle, tu t'organises, et on te téléphone pour te décommander. Tu pars plus tard et, au lieu de rentrer à 8 heures le matin, tu rentres à 17 heures 22. Je crois que ce n'est même pas légal, mais ils s'en foutent.

— Et il faut voir les foyers ! A Corbeil, on est deux par chambre. A Dijon, les couvertures puent. A Avignon, c'est vieux, au-dessus des voies et, comme il y a un train toutes les trois minutes, tu imagines comment ça se passe. On croirait avoir des hauts-parleurs dans la chambre.

— Comment la grève a-t-elle commencé à Paris-Gare de Lyon ?

— C'est vendredi 23 que tout a démarré. Les contrôleurs de Lyon Perrache étaient montés à Paris : ils sont en grève pour leurs conditions de travail depuis le 15 novembre. La police est intervenue, faisant sortir les grévistes et les délégués du personnel de Paris - Gare de Lyon qui voulaient s'entretenir avec la direction du réseau. La police a pris les identités de tous. Alors, nous aussi, on a décidé à Paris - Gare de Lyon de partir en grève. Il n'y a pas eu de préavis de grève déposé. Nous votons tous les matins à 10 heures, en assemblée générale, la reconduction de la grève.

Ce sont les agents de train et contrôleurs de Paris-Lyon qui sont en grève, c'est-à-dire 400 personnes sur le réseau banlieue et grandes lignes (87 % sont en grève). Du reste, agents de train et contrôleurs font le même travail. La seule différence c'est que l'agent de train est moins payé que le contrôleur.

— Que réclamez-vous ?

— Des meilleures conditions et aussi le respect des libertés syndicales. Dans notre local, où on embauche, il y a des affiches un peu partout. Un chef descend et il arrache tout. C'est de la provocation.

Et puis, de plus en plus, la direction veut nous faire faire un travail que nous ne voulons pas : verbaliser, réprimer, un travail de flic et c'est tout. Bien sûr, s'il y a des gens en fraude, on doit verbaliser, mais on ne fait pas que cela, d'autant plus qu'il y a beaucoup de gens qui sont en irrégularité mais de bonne foi.

Sur le réseau grandes lignes, la SNCF nous donne un barème, le barème rose (plus 20 % du prix du billet). Aussi, même à un voyageur de bonne foi, eh bien on est obligé de lui faire payer 20 % en plus. On veut avoir le barème blanc, celui au tarif des gares.

Sur le réseau banlieue, actuellement, la SNCF met des contrôleurs en réserve, c'est-à-dire qu'ils ne partent pas dans les trains. Et à 20, 30, on fait une haie d'honneur, aux heures des travailleurs bien sûr, pour contrôler les billets à la sortie du train, sur le quai ; et les policiers sont derrière. Et ça, on ne le veut pas. Puisque la SNCF a décidé de faire des sorties libres dans les gares, eh bien elles doivent être libres ! On ne veut pas jouer les flics. C'est ceux qui sont entassés à 300 dans les wagons au lieu de 100 que l'on doit contrôler. Vous imaginez comment on est reçu !

On ne veut pas non plus de retenues et sanctions pécuniaires sur notre paye. Par exemple, si un voyageur a oublié de composter son billet et que nous ne lui faisons pas d'amende, eh bien si un chef (en civil, lui !) s'en rend compte, on a une retenue de 40 F sur la paye et un blâme ; et toutes ces sanctions peuvent aller jusqu'à la moitié de notre prime de fin d'année. Pour la SNCF, on ne doit pas regarder, on verbalise ; que le voyageur soit de bonne foi ou pas, c'est la même chose.

— Plusieurs milliers d'usagers se sont regroupés et envisagent, à l'annonce d'une prochaine hausse, la grève du paiement pendant un mois. Qu'en pensez-vous ?

— Nos relations avec les usagers ne sont pas au beau fixe. Nous, on est le butoir entre la SNCF et les voyageurs, ce n'est pas une position facile à tenir. Nous, on est contre la grève du paiement ; on sera encore plus entre la SNCF et les usagers. S'ils n'ont pas de billet, on doit verbaliser ; autrement, c'est blâmes et sanctions sur la paye. C'est une façon de monter encore plus les usagers contre nous.

Correspondant LO

EN BREF ... EN BREF ...

Au suivant !

C'est peut-être le poste qui veut ça : le nouveau ministre du Travail, le successeur de Boulin, vient d'être hospitalisé au Val-de-Grâce. On avait du mal à se souvenir de son nom, Jean Matteoli, depuis sa toute récente nomination. Mais c'est après les premières entrevues avec les organisations syndicales, devant lesquelles il a pu montrer ses talents d'homme de dialogue — au sujet du conflit à l'Alsthom — qu'on a dû le mettre au lit. Il souffre en effet d'une « affection cardiaque aiguë ».

Puisqu'il en a au moins pour quatre semaines, Barre a trouvé Beullac pour boucher les trous. Un vieux de la vieille, qui a déjà été ministre du Travail avant d'être maintenant à l'Education.

Lui veut-on du mal, en haut lieu, pour lui offrir ce siège qui porte la poisse ? Devons-nous dire adieu à Christian Beullac ?

Un légionnaire sur cinq est un idéaliste

Le PCF vient de faire une proposition de loi à l'Assemblée pour dissoudre la Légion Etrangère, sous prétexte, entre autres, que des soldats étrangers ne seraient pas assez motivés en cas de conflit national. Cette proposition a été rejetée, les légionnaires resteront donc.

Lors du débat, un député UDF a publié un rapport sur la Légion, tentant de faire justice sur les bruits qui courent au sujet de ce corps militaire. Il a démenti que la Légion soit un « ramassis de criminels et de délinquants, comme la légende tendrait à le faire croire ». **La preuve, c'est que ne rentre pas qui veut à la Légion : sur quatre candidats, un seul a la possibilité de souscrire un engagement ; et puis les véritables criminels n'y sont jamais admis, grâce à une enquête de sécurité vigoureuse car, selon les responsables de la Légion,** « ils ne pourraient pas faire de bons combattants ».

Le rapporteur a tout de même été obligé d'admettre que, sur 100 légionnaires, 80 se sont engagés à la suite de problèmes sociaux ou familiaux, que ce sont des hommes « mal dans leur peau, plus ou moins instables », **et que seulement 20 légionnaires ont été recrutés par idéal. Voilà un chiffre qui surprend. Quel idéal ?**

A la chasse aux radiateurs

Un nouveau sport sévit depuis quelque temps, parmi certaines personnalités et gloires politiques nationales. Ces messieurs se transforment en chasseurs — traqueurs — étrangleurs de « gaspis » !

Parmi les hauts faits d'armes de ces spécialistes de l'économie, une mention spéciale reviendrait cependant au ministre Giraud qui, lui, a pris pour cibles les radiateurs d'appoint. Selon lui, ce funeste radiateur menace de plonger la France dans l'obscurité totale, car il pourrait faire sauter tout le réseau, comme cela s'est produit l'an dernier.

Mais notre ministre n'en reste pas moins un homme de cœur : il a donc épargné les grand-mères malades et les nouveaux-nés qui, selon lui, peuvent malgré tout user d'un radiateur d'appoint. Merci pour eux.

Mais il n'y a pas que les hommes politiques qui soient capables de se distinguer dans cette spécialité. Que dire de cet impitoyable et obscur contrôleur, chasseur de gaspis, qui désirait pénaliser une tenancière, sous prétexte qu'il faisait plus de 20° dans son bar ? La malheureuse avait bien éteint le chauffage mais le soleil, qui brillait ce jour-là, et le grand nombre de clients maintenaient obstinément la température à des degrés illégaux !

Don Quichotte se battait contre les moulins à vent. Ces messieurs ont trouvé mieux et font du bruit en pourfendant les radiateurs. Mais Don Quichotte, lui, ne se prenait pas pour un ministre !

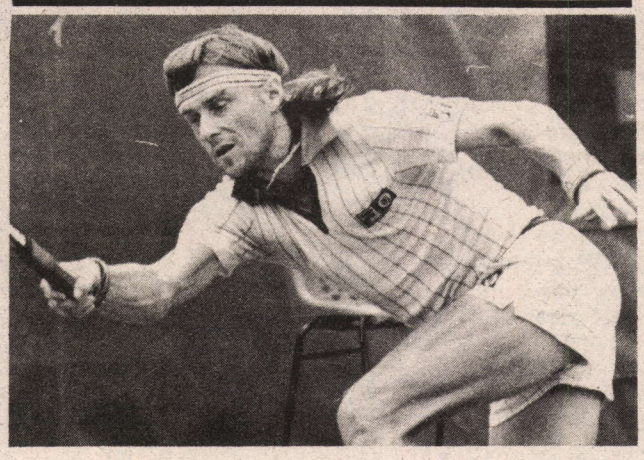
Histoire de Fous... quet's

« Les dames seules ne sont pas admises au bar », *telle était l'inscription qui trônait encore samedi 24 novembre sur l'un des murs du petit bar de l'établissement « Le Fouquet's » sur les Champs-Elysées à Paris. Et pourtant, ce jour-là, une femme seule a réussi à se faire servir, pour la première fois paraît-il, contrairement aux traditions de l'établissement.*

Mais pour cela il aura fallu que, quelques jours plus tôt, le 19 novembre, deux femmes-médecins qui s'étaient vu refuser une consommation soient allées faire un esclandre auprès de la direction du Fouquet's et aient alerté la presse.

Alors, lorsque des femmes sont venues dans le week-end des 24 et 25 novembre se faire servir au bar, on les a fait attendre et on les a privées des olives et des chips offerts d'habitude par la maison avec l'apéritif. Na !

T'as pas cent balles ?



(AFP)

Bjorn Borg est certainement un excellent joueur de tennis. Il est intéressant de savoir que, dans notre société d'argent, un excellent joueur de tennis, cela veut dire, ou plutôt cela vaut :

— 120.000 à 170.000 F pour le moindre match-spectacle, avec des places allant jusqu'à 1.500 F.

— Des prix aux vainqueurs de tournoi pouvant aller jusqu'à 1.500.000 F.

— 20.000.000 en trois ans versés par une marque de raquettes ; 400.000 F versés par une marque de maillots et de shorts ; des contrats du même ordre avec des marques de boisson, de voitures, de lotions après-rasage, de bandeaux sur le front, etc.

Dans l'année, Borg aura touché 3,5 millions pour les tournois, 4 millions pour les exhibitions et 7,5 millions pour les contrats publicitaires. Et ces sommes ne représentent qu'un pourboire sur ce que les marques en question gagnent en se servant de cet homme-sandwich.

Le tennis est bien loin dans tout ça...

"Lorraine Cœur d'Acier" n'est pas à bout de souffle

Jeudi 22 novembre se déroulait le procès de quatre responsables de « l'Association des auditeurs pour la libre expression radiophonique » (les amis de Lorraine Cœur d'Acier, la radio des sidérurgistes CGT).

300 manifestants venus de Longwy, d'après l'Humanité, *étaient présents au procès de leur radio. Le président du tribunal a estimé qu'il valait mieux ne se prononcer qu'en février prochain sur cette « illégalité ».*

Le tribunal a été prudent. S'attaquer à la radio Lorraine Cœur d'Acier, c'était prendre le risque de mécontenter les sidérurgistes. Et leur réaction peut être violente... des expériences précédentes l'ont montré. Le tribunal a jugé bon de ne pas essayer de prendre ce risque. La LCA poursuit donc ses émissions, et c'est une bonne chose.

Le doigt sur la gâchette a appuyé tout seul

Le jeune Claude François, l'automobiliste d'Orléans sur lequel un policier avait tiré par erreur le 9 novembre dernier, n'est pas mort. Il vient de sortir de l'hôpital, ayant survécu par miracle : la balle du policier lui est passée à un millimètre de la carotide !

Le policier incriminé avait affirmé à la suite des faits que le coup de feu était parti tout seul. Mais Claude François vient de déclarer le contraire : « Tout s'est passé très vite. J'ai vu un homme en civil courir sur la droite le long de ma voiture... A deux mètres du capot avant, il m'a mis en joue, jambes fléchies, buste penché en avant, bras tendus, les deux mains sur la crosse et il a tiré à travers le pare-brise. Ma main à couper que le coup est parti volontairement ».

Si, malgré ce témoignage du principal intéressé, on s'obstine à croire à la version des policiers, il faut donc en déduire que le doigt sur la gâchette, la mise en joue, etc., ne sont que des gestes aussi inexplicables qu'involontaires.

Difficile !

La police franquiste est toujours là

Un jeune Français de 23 ans, étudiant à Bayonne, Jean Bourthayrou, a été expulsé d'Espagne, la semaine dernière, après avoir fait un mois de prison.

Le 22 octobre, alors qu'il était allé à Saint-Sébastien remettre à un avocat des provisions destinées à des détenus basques, il a été arrêté et obligé de signer une déposition qui a permis à un magistrat de le faire incarcérer sous prétexte de « collaboration avec l'ETA ».

Pour lui extorquer sa déposition, les policiers d'un commissariat de Saint-Sébastien n'ont pas hésité sur le choix des moyens. Jean Bourthayrou affirme en effet que, pendant plus de douze heures, des policiers en civil l'ont torturé : coups sur la tête, sur les testicules, sur l'abdomen, pour lui faire dire qu'il connaissait des réfugiés basques.

C'est sans doute sa nationalité française qui lui a évité des sévices plus graves encore. Mais cela donne une idée des traitements que les prisonniers de nationalité espagnole doivent subir de la part de flics en proie à une hystérie anti-basque et qui, entraînés du temps de Franco, ont conservé les mêmes méthodes de tortionnaires.

Tarn-et-Garonne

Non à la centrale nucléaire de Golfech

La centrale nucléaire de Gravelines. C'est ce genre de voisinage que les habitants de la région de Golfech refusent. (AFP)

Tout le passé montre qu'en matière de centrales nucléaires, le gouvernement entend systématiquement passer outre à l'hostilité de la population concernée.

A Golfech (Tarn-et-Garonne), l'opposition des habitants s'est déjà exprimée à plusieurs reprises. Un référendum organisé par les communes intéressées a montré que 86 % des habitants sont contre l'implantation de la centrale prévue. Les élus, locaux ou régionaux, se sont pour la plupart joints au mouvement, de même que le député MRG, Baylet, directeur de La Dépêche du Midi.

Malgré tout cela, Giscard l'a encore confirmé lors de son récent voyage en Aquitaine, la centrale de Golfech sera maintenue !

Du moins, dirons-nous, si cela ne tient qu'à lui et à son pouvoir. Car les habitants de la région sont loin de désarmer, comme en témoigne le récit ci-dessous :

« Un week-end anti-nucléaire s'est tenu les samedi 24 et dimanche 25 novembre à Golfech dans le Tarn-et-Garonne, ville d'implantation future d'une centrale nucléaire. Le samedi matin, c'est à plus de cinquante voitures que nous avons visité les communes où l'enquête publique a été refusée, neuf communes sur les seize intéressées. Les gendarmes ont investi ces petits villages et tiennent dans un petit fourgon jaune la mairie annexe.

Il faut dire que le spectacle est assez cocasse : ces flics à chaussures à clous, le fusil-mitrailleur à l'épaule, le car blindé sur la place du village. Après un sit-in devant la « mairie annexe » de Valence-d'Agen en fin de matinée, c'est dans l'après-midi que la même manifestation, qui a réuni 300 à 400 personnes, s'est retrouvée devant la sous-préfecture de Castelsarrazin pour demander l'arrêt immédiat de l'enquête publique et l'évacuation des policiers. L'enquête est close normalement le 21 décembre 1979.

Le lendemain dimanche, jour principal de rassemblement, 3 000 personnes se sont retrouvées pour manifester ensemble contre le projet d'implantation de la centrale nucléaire. Et cette fois, la préfecture ne peut plus dire que le mouvement est manipulé de l'extérieur, car la population était bien présente en très grand nombre pour dire « non » au risque nucléaire ».

Correspondant LO

Paris-20e

Brûlés dans un taudis

Samedi 24 novembre en fin d'après-midi, leur mère s'étant absentée quelques instants, deux enfants ont été surpris par un incendie qui s'est déclaré brutalement dans leur logement, rue de Bagnolet, dans le 20e arrondissement de Paris.

Bien sûr ce logement, de 20 mètres carrés, était insalubre, pour ne pas dire un taudis. Le feu s'est propagé très vite. L'aîné des enfants, 4 ans, est mort ; le plus jeune, 2 ans, était dans un état désespéré, ce 27 novembre.

Drame de la misère, diront certains avec fatalisme. Mais il faut savoir que la famille Kallel attendait d'être relogée en HLM... depuis cinq ans. Et là, on ne peut plus parler de fatalité, mais d'une incurie qui, pour deux enfants, s'est avérée criminelle.

C.H.

Vélizy (Yvelines)

Un nouveau « Pailleron » évité de justesse

Une nouvelle fois un CES, du type du CES Pailleron de sinistre mémoire, a brûlé à Vélizy dans la banlieue parisienne. Cette fois, les enfants et les enseignants qui occupaientt l'établissement ont pu être évacués sans dommage, mais on peut se demander quand même ce qui se serait passé si la gardienne n'avait pas vu le feu à temps. D'après les syndicats d'enseignants en effet, ni le système d'alarme ni les détecteurs de fumées n'ont fonctionné ! C'est une chance en somme s'il n'y a pas eu de victimes.

Certes, cette fois, grâce à la laine de roche posée dans les faux plafonds (depuis l'incendie de Pailleron), les dégâts ont été limités : la progression du feu a été ralentie et l'ossature métallique du bâtiment ne s'est pas déformée. Mais on est quand même en droit de se demander pourquoi ces *« établissements modulaires de type Bender »*, même replâtrés, ne sont pas encore tous remplacés par des locaux en dur ? Pourquoi, à Vélizy justement, a-t-il fallu attendre jusqu'à cette année pour que les travaux de construction d'un nouveau CES en dur soient entrepris ? Et pourquoi l'Etat ne participe-t-il aux frais que pour une part de 20 % ?

Quand il s'agit de débloquer des milliards pour équiper l'armée d'engins de mort sophistiqués, par exemple, les gouvernants savent pourtant se précipiter. Mais pour construire des écoles dignes de ce nom, certainement qu'à leur avis il n'y a pas le feu !

F.F.

Les profits coulent de source

Le préfet des Yvelines vient de faire interdire à la vente l'eau de la « Source Fontève », qui est puisée à Montigny-le-Bretonneux, dans les Yvelines, par les bons soins d'une filiale du groupe Perrier.

Pourquoi ? Tout simplement parce que cette eau, vendue dans les grandes surfaces et utilisée jusqu'en septembre dernier dans les hôpitaux de l'Assistance publique, serait sérieusement polluée. Les services sanitaires de la préfecture des Yvelines y ont décelé des quantités importantes de colibacilles et de streptocoques fécaux.

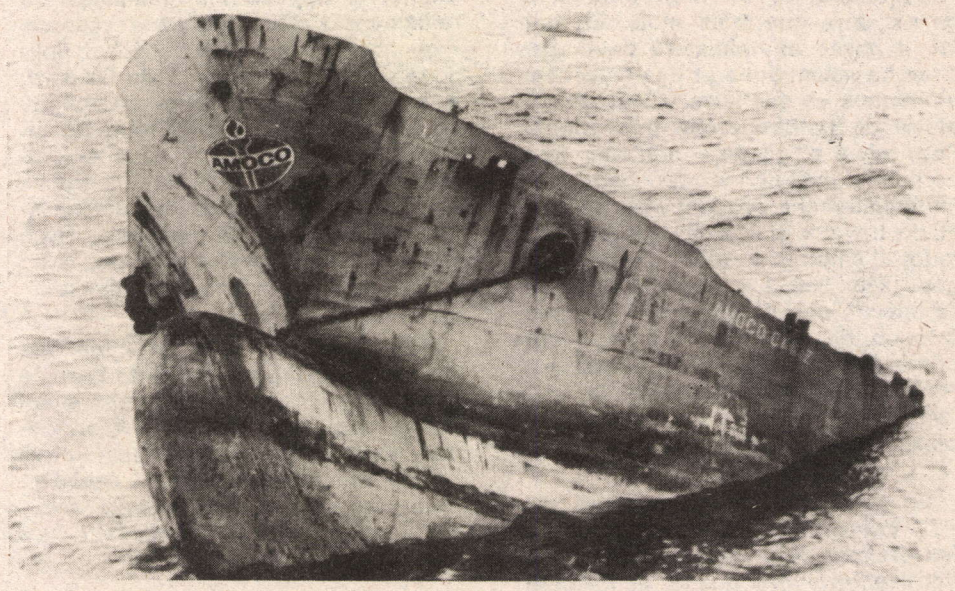
Il y avait déjà eu, selon *Le Monde* (28-11), un avertissement en 1975. Mais la pollution de l'eau « Fontève » alors décelée avait encore pu être considérée comme accidentelle.

La direction Perrier conteste, bien entendu, ces analyses officielles et elle jure qu'elle fait procéder elle-même à des contrôles deux fois par mois et qu'elles *« n'ont jamais rien découvert de suspect »*.

En fait, on est parfaitement fondé à ne faire aucune confiance à une entreprise capitaliste, même lorsqu'il s'agit d'hygiène, même lorsqu'il s'agit d'une marchandise vendue aux hôpitaux, et en particulier pour des services de nouveau-nés, comme c'était, nous dit-on, le cas pour cette eau de source. On sait cela, et en particulier depuis l'affaire du talc Morhange, mais ça n'empêche pas d'en être une fois de plus révolté !

C.L.G.

"Amoco Cadiz" 20 mois après, le pétrole est toujours là



Plus de vingt mois après, la pollution est toujours là ! (AFP)

Du 19 au 22 novembre, un colloque international s'est réuni au Centre Océanographique de Bretagne à Brest, pour faire le point sur les conséquences de la pollution sur le littoral et la faune marine depuis la catastrophe de l'Amoco-Cadiz **échoué à Portsall, sur la côte nord du Finistère, le 16 mars 1978.**

Vingt mois après, s'il apparaît que la mer ne porte plus de trace de pollution, certaines parties du littoral en revanche sont encore largement polluées. Les abers principalement, petits estuaires du littoral, sont encore gorgés de pétrole et dans les baies de Lannion et de Morlaix des plaques subsistent. Si on ne voit plus le pétrole, ce n'est pas parce qu'il a disparu, c'est parce que le sable l'a absorbé.

Alors, le gouvernement peut toujours affirmer que les côtes bretonnes sont propres et nettoyées, pour les ostréiculteurs de la région, le pétrole est toujours là. Certaines espèces de poissons et de crustacés sont sérieusement touchées et il faudra attendre dix ans avant de renouveler les parcs à huîtres ! Dix ans, c'est bien plus qu'il n'en faut avant qu'un autre pétrolier géant vienne à nouveau déverser ses cuves sur les côtes bretonnes...

Cécile LIMEUIL

QUI SONT-ILS ?

ROBERT GALLEY, L'INAMOVIBLE

Robert Galley est un homme discret. Qui sait que, depuis le 31 mai 1968, jour où il entrait dans un gouvernement de Pompidou, il n'a plus quitté le gouvernement ? Les Premiers ministres et même les présidents de la République passent, mais Galley reste : avec De Gaulle, puis Pompidou, puis Giscard. Il n'y a guère que Boulin qui le battait sur ce terrain. Boulin a craqué. Mais Galley, lui, s'accroche.

Ingénieur de formation, il appartient à la catégorie des « gaullistes historiques » : à 19 ans, il avait abandonné ses études pour rejoindre De Gaulle à Londres en 1940. Après la guerre, il reprend ses études et fait ses premières armes à la Compagnie Chérifienne des Pétroles. Entre 1955 et 1966, il travaille au Centre de l'Energie Atomique : c'est lui qui dirige la construction des premières usines atomiques à Marcoule et Pierrelatte. Cette tâche accomplie, il change de secteur. De Gaulle, qui entre-temps est arrivé au pouvoir, le nomme délégué à l'informatique auprès du Premier ministre et président de la commission de l'électronique au commissariat au Plan. A ce titre, il est un des promoteurs du « Plan calcul ». Ce plan, visant la création d'une industrie française dans le domaine informatique, s'est traduit pour les trusts de l'électronique, comme CGE ou Thomson, par une véritable pluie de subventions et crédits : au total plusieurs milliards.

C'est en mai 1968 qu'il devient, pour la première fois, ministre : de l'Equipement et du Logement. Mais ça ne dure que trois mois. En juillet, il passe au ministère de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales. C'est un ministre de la Recherche très orienté. Pour lui, il s'agit de « contenir dans certaines limites les dépenses non immédiatement productives, au profit de travaux plus rentables et créateurs d'emplois » (Journal de l'Année 1968-1969, Larousse). Ce qui ne l'empêche pas de présider à la construction de la première bombe atomique française, qui n'est pourtant ni rentable, ni immédiatement productive, et qui, pour ce qui est des emplois, viserait plutôt à les détruire.

En juin 1969, il est ministre des PTT dans le gouvernement de Chaban-Delmas. Il y travaille à la « modernisation » des postes et télécommunications. Une modernisation qui se traduit surtout par la part de plus en plus grande des capitaux privés. C'est Galley qui créa, en 1969, les « sociétés de financement », sociétés à capitaux privés chargées de fournir les équipements des PTT dans le secteur des télécommunications. Pour ces sociétés (dont l'une est contrôlée par Paribas, une autre par le groupe Suez) c'est une source de profits substantiels garantis par l'Etat.

Après les PTT, Galley passe aux Transports dans le gouvernement Messmer. Il y reste moins d'un an. Juste le temps d'inaugurer le tronçon Saint-Germain-en-Laye-Auber du RER. Mais suffisamment de temps quand même pour réorganiser l'industrie aéronautique (qui est, elle aussi, grande consommatrice des crédits de l'Etat).

Et c'est tout naturellement que, quand le 28 mars 1973 Messmer remanie son gouvernement, il fait passer Galley des Transports à l'Armée. Comme celui-ci avait fait passer l'armée dans les transports, c'était assez logique. De plus, et malgré les apparences, il ne change pas de domaine. Au ministère des Armées, il se trouve à la tête d'un des budgets qui alimentent le plus généreusement, sous forme de commandes, les caisses des trusts. Et ça, c'est une activité qu'il connait bien.

Après la mort de Pompidou, il fait campagne en 1974, au premier tour, pour Chaban-Delmas. Mais sa reconversion, au second tour, en faveur de Giscard, ne lui pose pas de problème. Il appelle les gaullistes au ralliement à Giscard, sans réserve, « au nom de la clarté du débat politique ». Et à la demande de Giscard, il part aux Antilles faire campagne pour lui pour le second tour. Résultat : une fois Giscard dans le fauteuil présidentiel, Galley retrouve sans tarder un portefeuille de ministre. D'abord à l'Equipement, avec Chirac. Puis à la Coopération, avec Barre, où il se trouve actuellement.

Ainsi, de ministère en ministère, des PTT aux Transports et de l'Armée à la Coopération, comme auparavant de l'Energie atomique à l'informatique, Galley, comme tous les autres ministres d'ailleurs, mais peut-être d'une façon plus systématique encore, reste avant tout un ministre des trusts.

Jean-Jacques LAMY

Les grévistes, connais pas !

Galley n'aime pas les grèves ni les grévistes. Ministre des PTT, les syndicats dirent de lui, après les mouvements de grève de février 1971 : **« Monsieur Galley est comme son téléphone : il ne répond pas »**. Ministre des Transports, c'est surtout par son attitude face aux aiguilleurs du ciel en grève qu'il se fait remarquer. Ceux-ci, en mars 1973, réclamaient la reconnaissance du droit de grève (qui leur avait été enlevé par une loi de 1964) et l'intégration de primes à leur salaire. Cette fois Galley répond : **« Je ne négocierai pas avec des hors-la-loi » ; « ils ont engagé une épreuve de force, nous allons répondre par la force »**. 200 contrôleurs sont sanctionnés. Il remplace les grévistes par les contrôleurs aériens de l'armée, malgré les protestations des pilotes, qui dénoncent l'inexpérience des militaires. Pour Galley **« toutes les critiques adressées aux militaires sont sans fondement »**. Mais le 5 mars, dans la région de Nantes, deux avions espagnols entrent en collision. L'accident fait 68 morts. Galley s'empresse de dégager la responsabilité des militaires : sans attendre les résultats de l'enquête, il met en cause **« une succession d'erreurs de pilotage »**. Mais il n'a convaincu personne, et en particulier ni les grévistes, ni les pilotes. Quant aux résultats de l'enquête, on les attend toujours...

Coopération bien ordonnée commence par soi-même

Pendant les élections législatives de 1978, Troyes — dont Galley est maire et député — a été un des points chauds de l'affaire des inscriptions des Français de l'étranger sur les listes électorales. Le tribunal d'instance, d'ailleurs, saisi sur plainte du Parti Socialiste, avait décidé de radier quarante-deux des électeurs étrangers inscrits sur les listes électorales de Troyes. Mais il en restait encore suffisamment, puisque au total 593 Français de l'étranger s'étaient trouvés inscrits sur les listes électorales de Troyes.

Parmi lesquels un certain Jean-Bedel Bokassa, peut-être ?

Ministre ou pseudo-ministre ?

A la Coopération, Galley s'est illustré par quelques déclarations pour le moins malheureuses. A propos des otages français détenus par le Front Polisario, en 1978, il déclarait à la radio : **« Je dis que quelquefois les Allemands se conduisaient moins mal vis-à-vis des gens qu'ils déportaient que ne se conduit aujourd'hui le Polisario vis-à-vis des otages »**. Et plus récemment, en juin 1979, à propos du massacre par les troupes de Bokassa, avec la participation de celui-ci, de dizaines d'écoliers de Bangui, Galley parla tranquillement d' **« événements ou pseudo-événements »**, déclarant, à un moment où la responsabilité de Bokassa ne faisait plus aucun doute : **« Tant qu'une cause n'est pas jugée, les gens sont présumés innocents »**.

On comprend que, toutes les fois qu'il le peut, Galley préfère se taire !

Il sévit aussi au Mali

Au Mali, la semaine dernière, il ne s'agissait pas seulement cette fois pour Galley de gueuletonner à la table d'un quelconque Bokassa, mais d'inaugurer la centrale électrique solaire de Diré, une ville de sept mille habitants édifiée sur les rives du Niger.

Cette centrale doit produire suffisamment d'électricité pour couvrir les besoins des habitants, mais aussi irriguer 3.000 hectares.

Evidemment, le ministre français s'est félicité de la prétendue aide apportée par la France aux pays africains, bien que toute la région du Sahel — à laquelle appartient la région de Diré — soit quasiment désertique et ses habitants réduits à la famine. Et cela en grande partie à cause de l'impérialisme, à commencer par l'impérialisme français.

La région de Diré en est un exemple frappant : elle était considérée au début du siècle comme un grenier à blé et 30.000 hectares y étaient cultivés (**Le Monde** du 27-11-79). Alors, les 3.000 hectares que la nouvelle centrale solaire permettra — dans plusieurs années — de mettre en valeur, ne font pas le poids.

DOSSIER LA PRÉSENCE IMPÉRIALISTE FRANÇAISE EN AFRIQUE NOIRE

PAYS	Nombre d'habit. (en millions)	Nombre d'habit. au km2	PRINCIPALES EXPORTATIONS
BENIN	3,25	29	
CAMEROUN	7,5	16	cacao - café - bois
CENTRAFRIQUE	1,9	3	diamant - l'exploitation de réserves importantes d'uranium est prévue.
CONGO	1,4	4	pétrole
COTE D'IVOIRE	7,3	22,6	café - cacao - oléagineux - bois
GABON	0,9	3,3	pétrole - manganèse - uranium - bois
GUINEE	4,7	19	bauxite
HAUTE-VOLTA	6	22	manganèse
MALI	6,3	5,1	coton
MAURITANIE	1,4	1,4	minerai de fer
NIGER	5	4	arachides - uranium
SENEGAL	5	25	arachides - phosphates
TCHAD	4,5	3,5	coton
TOGO	2,5	40 (France 1975 96)	phosphates

(Source : QUID 1979)

Les indépendances africaines

Les quatorze colonies françaises d'Afrique noire accédèrent à l'indépendance en 1958 pour la Guinée, et en 1960 pour les autres.

Le mouvement de fond qui poussait, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les peuples coloniaux à s'émanciper de la tutelle impérialiste a joué dans tous ces pays. La grève des cheminots de la ligne Dakar-Niger est assez connue. Elle ne fut pas unique : une effervescence dirigée contre les puissances coloniales agita bon nombre de ces pays entre 1944 et 1948.

Mais c'est surtout la guerre de libération nationale menée par le peuple algérien à partir de 1954 qui fut la responsable directe de leur indépendance. D'abord parce qu'elle montrait à l'impérialisme français que sa pesante oppression coloniale était de moins en moins acceptée en Afrique. Ensuite parce que les dirigeants politiques de ces pays, pourtant formés dans le giron de la bourgeoisie française et bien diposés à son égard, craignaient des soulèvements populaires et prirent les devants en réclamant l'indépendance de leurs pays.

En 1958, la Guinée mise à part, les pays africains avaient dit « oui » à la Communauté française. Quelques mois plus tard, ils entamaient les négociations qui aboutirent à leur indépendance. Les dirigeants français, et De Gaulle en premier lieu, accédèrent à ces demandes, ne voulant pas prendre le risque de se retrouver en Afrique avec des problèmes analogues au problème algérien.

Seule la Guinée, à l'appel de Sékou Touré, votait « non » au référendum du 28 septembre 1958. De Gaulle rompit aussitôt avec elle. Ce ne fut qu'en 1963 que certaines relations furent renouées et, en 1978, une visite officielle de Giscard en Guinée marqua la fin de l'ostracisme français envers la Guinée.

Pour tous les autres pays africains, l'indépendance ne constitua pas une coupure. Dès l'indépendance, des accords dits de coopération étaient signés entre la France et ses ex-colonies.

Des régimes qui offrent des visages différents

Certains régimes sont ou bien des créations directes de Paris : l'exemple de l'arrivée de Dacko au pouvoir à Bangui est trop récent pour qu'on l'oublie, ou bien subissent lourdement l'emprise française : c'est le cas du Tchad. Ce pays, divisé par les luttes que se sont livrées les factions rivales, et où un gouvernement d'unité nationale vient juste d'être formé début novembre, a dû laisser l'armée française assurer une partie des fonctions de l'appareil d'Etat.

D'autres régimes (Niger, Haute-Volta, Togo, Cameroun, Gabon, Sénégal, Côte-d'Ivoire) n'ont pas une politique visant à se démarquer de la France. Certains ont un régime qui a fait preuve jusqu'ici d'une certaine stabilité, ainsi le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, le Cameroun ; d'autres où elle fait défaut : ainsi le Bénin, qui a vu cinq coups d'Etat militaires depuis 1960 ; mais cela ne change rien au fait que leurs dirigeants, civils ou militaires, chantent l'indéfectible amitié de leur pays avec la France et se réjouissent de la coopération avec celle-ci.

La Guinée, pour sa part, a vu son dirigeant Sékou Touré bénéficier certainement pendant des années du prestige accordé à celui qui dit « non » à De Gaulle en 1958. Ce bénéfice n'est peut-être pas étranger à la longévité de son régime. Mais il n'empêche pas que la Guinée ait renoué tous ses liens avec la France.

La Mauritanie, de son côté, s'est un peu écartée de la France en quittant la zone-franc.

Le Mali, en 1960, sous la direction de Modibo Keita, avait tenté une expérience de développement indépendant. Elle le conduisit à sortir de la zone-franc en 1962, et à se tourner vers l'URSS. En 1967, le Mali réintègre la zone-franc, ce qui marque son retour dans le giron français. Sur le plan diplomatique, le Mali continue à se ranger dans le camp des non-alignés.

Enfin, deux de ces Etats, le Bénin et le Congo, ont pris, au moins verbalement, des distances d'avec les régimes occidentaux et la France, puisqu'ils se présentent comme des républiques populaires, dont la doctrine officielle est le marxisme-léninisme. Le Bénin a adopté ce principe en 1974. En octobre 1979, ses dirigeants se disaient engagés dans une phase préparatoire à la **« révolution démocratique populaire »**.

Avant lui, le Congo avait adopté en 1964 une orientation se référant au **« socialisme scientifique »**, et décidé de ne plus avoir de base française sur son territoire, s'engageant dans une diplomatie de rapprochement avec la Chine. En 1969, le drapeau rouge devient l'emblème national, et le parti unique, le Parti Congolais des Travailleurs, se proclame **« parti prolétarien d'avant-garde »**. En 1979, son dirigean, le colonel Nguesso, rappelle l'amitié du Congo et de Cuba.

Disposer d'un Etat à eux permet sans doute à certains dirigeants de faire certains gestes pour se démarquer de l'impérialisme français. Mais même les régimes qui se sont un peu éloignés de la France ne sont pas émancipés de la tutelle impérialiste française, qu'ils subissent aussi durement.

Parachutistes français ayant pris position dans la tour de contrôle de l'aéroport de Bangui : «Mission accomplie. Dacko a remplacé Bokassa ».

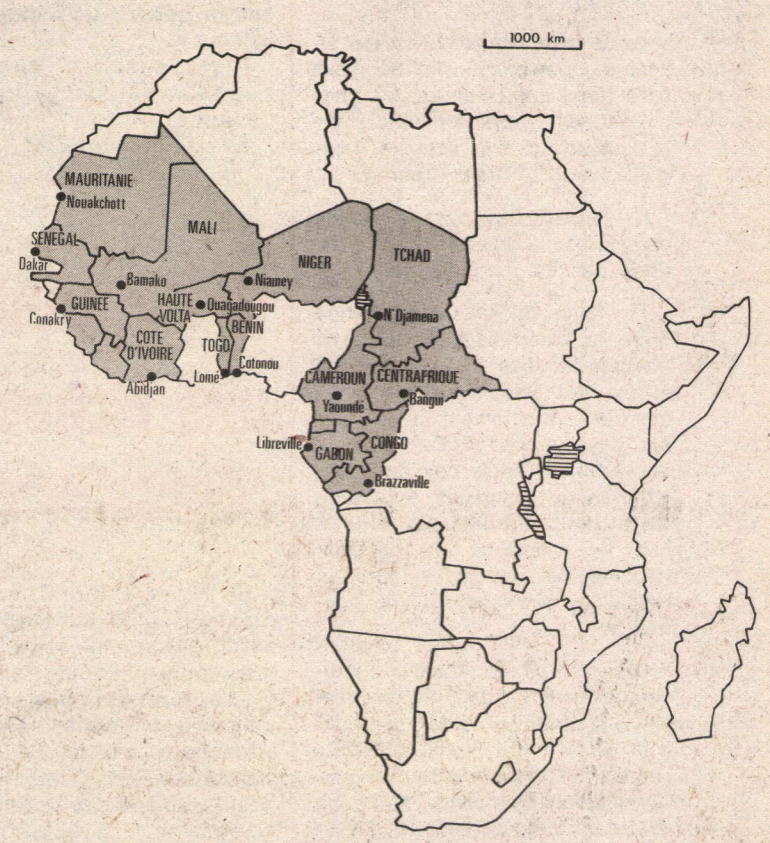
Tous les pays africains qui étaient des colonies de la France sont théoriquement indépendants. Ils ont leurs diplomates et leur siège à l'ONU. Nos gouvernants nous répètent que les rapports de la France avec eux sont des rapports égaux entre partenaires. Et pourtant la France se réserve le droit d'intervenir militairement dans ces pays. Lorsqu'elle estime que certains de ses intérêts sont en jeu, elle n'hésite pas à envoyer ses soldats, tout comme elle le faisait lorsqu'elle était une puissance coloniale réglant l'ordre dans ses possessions.

De telles interventions marquent les efforts que déploie la France pour maintenir ses ex-colonies comme autant de chasses gardées, pour y maintenir son influence, pour exercer un droit de regard sur la politique de ces Etats. Car non seulement la France se donne les moyens d'envoyer ses soldats partout où c'est nécessaire, mais dans certains pays elle décide de tout, Paris n'étant plus la seule capitale de la France, mais aussi parfois d'autres pays, comme la Centrafrique.

Et si l'impérialisme français maintient son emprise à travers sa présence militaire, ou en se servant de la fidélité des hommes politiques auxquels il avait confié le pouvoir en accordant l'indépendance, c'est que l'enjeu est important pour lui. Cet enjeu, c'est le contrôle direct, par les capitaux français, de secteurs essentiels de l'économie de ces pays.

La colonisation avait déjà complètement déformé les économies africaines, les rendant profondément dépendantes de l'économie de l'ancienne métropole. Ces déformations, qui se faisaient toutes au détriment des populations africaines, continuent aujourd'hui et constituent un véritable pillage économique de ces pays.

Sous la façade de la prétendue « coopération », ou sans façade du tout, la mise en coupe réglée de leurs richesses se continue, pour les plus grands profits des entreprises françaises ayant des intérêts en Afrique. Rapine, pillage des richesses naturelles et surexploitation du travail des Africains sont encore, en permanence, les traits les plus marqués du visage odieux de la présence française en Afrique noire.



DOSSIER

Un pillage économique perpétué

L'affaire des diamants offerts par Bokassa I[er] à Giscard a rappelé, il n'y a pas longtemps, quelles étaient les mœurs qui prévalaient dans le beau monde des hommes politiques qui nous gouvernent. Et, à juste titre, nombreux furent ceux et celles que ces petits cadeaux choquèrent. Pourtant ces 30 carats passant de Bangui à Paris n'étaient que bien peu de chose en comparaison avec les transferts de richesses qui, à longueur d'année, s'effectuent de l'Afrique noire vers la métropole impérialiste française.

Comme tous les pays d'Afrique, les ex-colonies françaises sont mises en coupe réglée par les banques et les sociétés capitalistes. Les richesses naturelles, minières ou végétales, sont exploitées intensivement au seul profit des entreprises étrangères, essentiellement françaises. Péchiney exploite la bauxite de Guinée et la transforme en aluminium dans une usine du Cameroun ; Elf-Aquitaine a le monopole des opérations pétrolières au Congo jusqu'en 1976, et extrait 77 % du pétrole gabonais ; Usinor est encore le principal bénéficiaire de la production de fer nationalisée en Mauritanie. L'exploitation de la forêt — qui prend en Côte-d'Ivoire une forme sauvage qui a amené des spécialistes à annoncer la destruction du milieu naturel en dix ans — est le plus souvent aux mains de compagnies françaises. Là où elles sont réalisées, les infrastructures ferroviaires, portuaires ou industrielles ne visent qu'à faciliter l'écoulement des richesses du pays vers les métropoles ou les usines aux mains d'intérêts étrangers.

Le pillage ne se limite pas au domaine industriel : le travail des paysans sert essentiellement à rentabiliser des cultures d'exportation, là aussi contrôlées par les entreprises françaises. L'exemple de Lesieur au Sénégal, celui des compagnies cotonnières au Tchad, imposant l'un la culture de l'arachide, les autres celle du coton, rappellent que si, officiellement, le travail forcé n'existe plus depuis 1946, en fait, ce
forcées qui l'ont remplacé.
sement du niveau de vie des
cultures vivrières, épuisemer

Des pays industrialisés,
l'Afrique, circulent tous les p
ont à acheter : les usines, p
industriels et aussi des p
échanges sont de plus en pl
sénégalais Senghor déclarait
les prix des produits importé
234 %, tandis que les prix d
augmenté de 50 % ».

Ce sont d'abord les proc
néficiaires de ces opérations
Cameroun viennent de Franc
trafrique, 70 % de celles du
Sénégal.

Au-delà des grosses co
lèvent des richesses en Afri
de celle-ci : des entreprises
niale sont restées sur place,
teur commercial, et ils sont
Français, entrepreneurs ou
l'économie de ces pays. Ains
la Côte-d'Ivoire, sur une popu
tants, compte 45.000 résider
compte 16.000.

Ainsi, quand le directeur
sociétés d'import-export affir
per au développement de l'A
pourquoi ce continent lui e
dos que lui et ses semblable

Déchargement d'un camion d'arachides au Sénégal. Lesieur prospère, mais pas le paysan sénégalais.

La zone franc

La zone-franc est une union monétaire existant entre la France et douze pays d'Afrique noire (toutes ses ex-colonies, sauf la Mauritanie et la Guinée), donnant à ces douze pays une monnaie unique, le franc CFA (pour Communauté Financière Africaine), dont la valeur est fixée par rapport au franc français : 1 franc CFA vaut 0,02 franc français.

Le Mali est resté hors de la zone-franc de 1962 à 1967.

La Guinée, en 1960, a créé sa propre monnaie, le sili, qui vaut 0,23 franc français. La Mauritanie est elle aussi en dehors de la zone-franc. Sa monnaie, l'ouguiya, vaut 0,1 franc français.

La plupart des pays africains, ex-colonies françaises, n'ont donc pas de monnaie nationale.

La fixité du taux de change entre le franc CFA et le franc français fait que les dévaluations et les dépréciations de ce dernier sont directement subies par les pays africains. De plus, la convertibilité entre ces deux catégories de monnaies est illimitée et non contrôlée. En particulier, les transferts de capitaux français de ces pays vers la France ne subissent aucune contrainte.

Les industriels français peuvent y investir sans limitation et sans contrôle et peuvent rapatrier leurs profits sans contrôle. Ils peuvent ainsi acheter des matières premières sans sortir de devises étrangères et ils ont un marché tout trouvé pour leurs exportations.

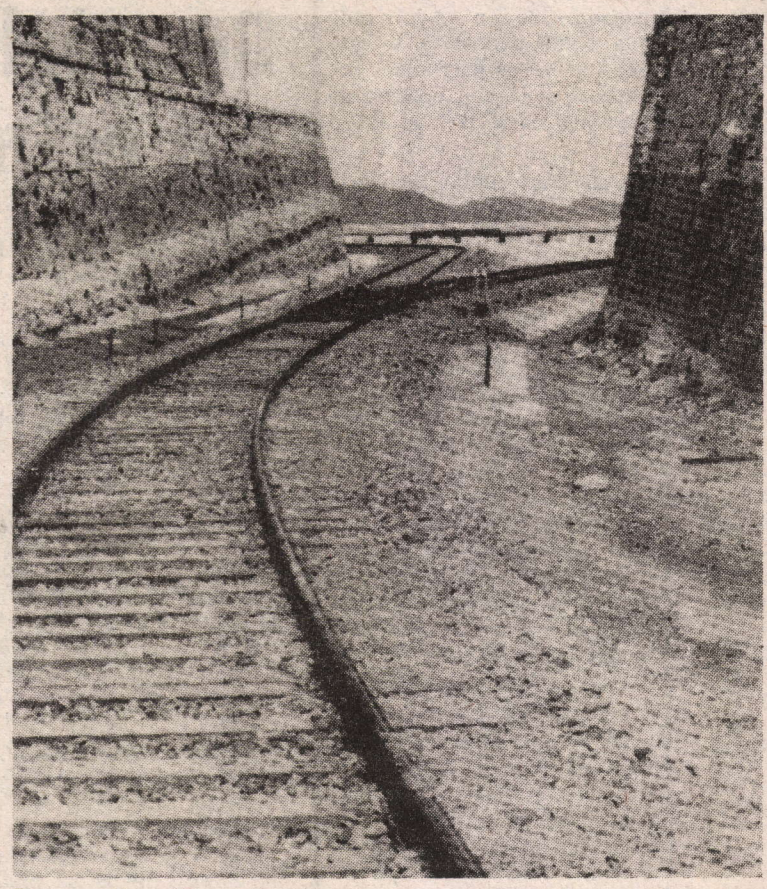
● Le travail forcé n'existe plus, la contribution forcée, si

Si l'on en croit le ministre gabonais des Transports, le financement du chemin de fer trans-gabonais a vu la participation **« du peuple gabonais tout entier, grâce au fonds d'investissement alimenté par des prélèvements mensuels sur le salaire de chaque travailleur ».**

Il n'a pas osé dire qu'il s'agissait de contributions volontaires.

Et la construction de ce chemin de fer, qui servira à amener jusqu'à la côte manganèse et uranium, est assurée par un groupement de dix-huit entreprises européennes, dont la SPIE-Batignolles est le chef de file. C'est un marché de 1.700 millions de francs.

On voit donc à qui profitent ces contributions forcées : comme le travail forcé de l'époque coloniale... à enrichir des capitalistes français.



Port grumier d'Owendo (Gabon), un des deux terminaux de chemin de fer trans-gabonais. L'autre, situé à proximité, reçoit surtout du manganèse. Pendant que les trusts français s'occupent de rafler les richesses du Gabon, ce pays doit importer 90 % des produits alimentaires nécessaires à sa population.

● L'uranium africain : une richesse... pour les capitalistes français

Le Niger a fourni en 1978 près de 2.400 tonnes de minerai d'uranium, et le Gabon près d'un millier de tonnes.

Les trusts français sont fortement représentés dans les sociétés qui exploitent ces gisements. Celle installée au Gabon voit la participation du commissariat à l'Energie atomique, de Péchiney et de Mokta (firme liée au groupe Creusot-Loire) pour 25 % du capital chacun. Celle installée au Niger, présidée par Jacques Giscard d'Estaing, président du CEA, a son capital détenu pour près de 50 % par trois entreprises françaises.

Ainsi les bénéfices retirés de l'exploitation de l'uranium vont-ils en grande partie dans les poches des capitalistes français.

● Pas d'argent pour la Guinée, mais il y en a pour Péchiney

Quand la Guinée répondit « non » au référendum de 1958, De Gaulle réagit immédiatement. Dans les deux mois, tous les fonctionnaires français sont partis de Guinée et les crédits et concours financiers sont supprimés. Tous... sauf au moins ceux dont bénéficie Péchiney pour l'installation de Fria (ville guinéenne où se trouve un important gisement de bauxite).

Les travaux, en cours au moment de l'indépendance, furent achevés normalement.

Voilà comment messieurs les capitalistes conçoivent l'aide qu'ils disent apporter à la Guinée : supprimer l'argent pour la population, et en donner à Péchiney.

La pseudo-coopération

Balles de coton africain. On voit sur celles-ci les initiales de la Compagnie Française d'Economie Mixte, de celles dont les profits se gonflent de la peine et du travail des Africains.

Ce qu'on appelle la « coopération » fait partie du pillage en règle des pays africains par l'impérialisme français. C'est la coopération des gros profiteurs français et des petits profiteurs africains sur le dos des populations africaines essentiellement.

La coopération a plusieurs formes : envoi de coopérants, dons ou prêts de capitaux.

Les fonds distribués sous forme de dons, de subventions, de participation au capital des sociétés par l'organisme appelé « Fonds d'aide et de coopération » servent à financer des études économiques et techniques, des recherches agricoles et minières et des aides diversifiées selon les Etats. Tout ceci est réalisé dans l'optique des grandes sociétés capitalistes françaises. Par exemple, alors qu'il existe des centres de recherche sur le textile, l'arachide, et toutes les productions à destination industrielle, il n'existe pratiquement pas de recherches concernant les cultures vivrières.

Quant aux sommes prêtées, avec un faible taux d'intérêt, par la Caisse centrale de coopération économique, elles vont essentiellement aux productions tenues par les grandes sociétés capitalistes françaises : agriculture d'exportation, mines et infrastructures industrielles. En 1978, cela concernait 71 % des 1493 millions de francs prêtés.

L'argent va dans les poches des grandes banques et des grosses sociétés installées en Afrique. La coopération est donc une contribution étatique au pillage de ces pays, contribution prélevée dans les poches des travailleurs français, et qui sera payée une deuxième fois par les impôts des paysans et des travailleurs d'Afrique, qui serviront à rembourser les dettes de leurs Etats.

La coopération française est donc profitable aux capitalistes français, sur le dos des masses africaines.

Les hommes de la coopération

— Robert Gallet, ministre de la Coopération : *le 31 mai dernier, il avait qualifié de* « pseudo-événements » *les massacres de lycéens d'avril et de janvier à Bangui. Le 21 septembre, au lendemain de l'opération « Baracuda », qui ramenait, grâce aux paras français, D. Dacko au pouvoir à Bangui, il s'efforçait de faire croire que ces braves soldats étaient intervenus* « en réponse à l'appel lancé par les autorités de l'Etat centrafricain ».

— René Journiac : *conseiller de Giscard pour les affaires africaines et malgaches depuis 1974. De 1967 à 1974, il œuvrait à l'Elysée au secrétariat aux Affaires africaines et malgaches, dirigé par Jacques Foccart. René Journiac se fait connaître quand, le 1er août 1979, il doit « aller au charbon » : il rencontre Bokassa au Gabon, après l'affaire du massacre des lycéens centrafricains. Les journaux indiquent que, pressant Bokassa de se retirer, il en aurait reçu un coup de canne sur la tête et perdu ses lunettes. Des petits risques pour un sale métier...*

— François Giscard d'Estaing : *président de la Banque Française du Commerce Extérieur, banque à capitaux publics et privés, effectuant une bonne part de son chiffre d'affaires en Afrique. M. François Giscard d'Estaing est administrateur de plusieurs sociétés,* « semble-t-il, à titre privé », *indique* le Monde. *L'une de ces sociétés, la SAFA (Société Africaine Forestière et Agricole) -Cameroun s'est vu accorder en 1978 un prêt à long terme à faible taux d'intérêt, de 14,400 millions de francs, d'une caisse d'Etat liée au ministère de la Coopération. Ainsi vont les affaires...*

— Dominique Ponchardier : *président de la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles, société d'économie mixte participant à la production du coton en Afrique. Ce monsieur, qui était membre des réseaux gaullistes de résistance, fit reparler de lui pendant la guerre d'Algérie ; d'aucuns le considérant alors comme un des chefs des « barbouzes », ces hommes des services très spéciaux.*

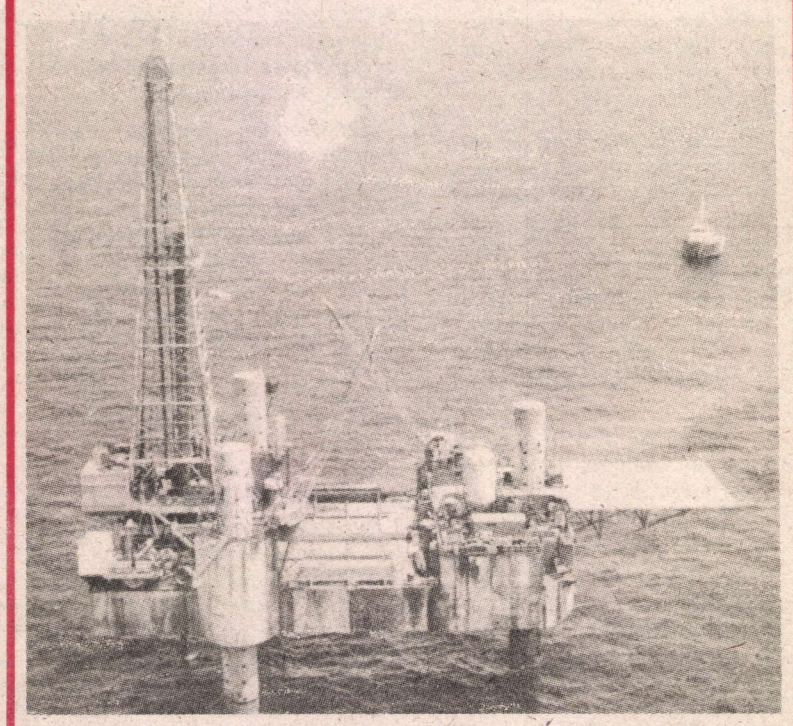


Plate-forme de forage off-shore au Cameroun, de la compagnie Elf-Aquitaine.
C'est elle qui utilise la raffinerie de la SONARA, « arrosée » par un prêt de 120 millions, au titre de la « coopération ».

Le prix des légumes frais en toute saison

Pour que nous puissions avoir sur notre table en plein hiver des légumes frais, tels que haricots verts, aubergines, courgettes, oignons, poivrons, un programme général de promotion a été confié au **« Comité de liaison des fruits tropicaux et légumes de contre-saison originaires des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ».**

Ces cultures maraîchères de contre-saison sont destinées à l'exportation. Elles se font essentiellement dans les pays du Sahel en bénéficiant des bonnes terres, de l'eau et surtout du travail. Cela au détriment, bien sûr, de la culture d'aliments de base, tel que le mil, consommé sur place, indispensable, ne serait-ce qu'à cause de son faible coût.

Là, c'est une question de choix. La production agricole est conçue non en fonction des besoins de la population locale, mais pour l'exportation. Le journal **Le Pouvoir Aux Travailleurs,** mensuel trotskyste de l'immigration africaine en France, signale un fait qui n'a pas l'air d'être exceptionnel : la population ne trouvait plus ni huile, ni café dans une région du Sénégal, pourtant producteur d'arachides et de café.

Pas question d'instituts de recherche de « comités de liaison » ou d'irrigation pour les cultures consommées sur place. Comme l'écrit avec un tranquille cynisme la revue d'affaires **Marchés tropicaux : « Il paraît difficile et peu rémunérateur d'organiser l'arrosage d'une culture** (le mil) **dont le rapport actuel se situe entre 9.000 et 16.000 F CFA à l'hectare, et qui n'entre pratiquement pas dans le circuit commercial... »**

Les premiers servis

Le rapport annuel de la Caisse centrale de coopération économique pour l'année 1978 indique quels sont les bénéficiaires des trois plus gros prêts consentis par cet organisme. Ces prêts sont les suivants :

— 150 millions de francs pour la SNIM (Société Nationale des Industries Minières), compagnie mauritanienne qui extrait le minerai de fer de Zouérate. Compagnie nationalisée, mais qui fonctionne pour approvisionner Usinor.

— 130 millions pour ALUCAM (ALUminium CAMeroun), afin d'agrandir son usine d'Edéa. 58 % du capital d'ALUCAM est aux mains de Péchiney.

— 120 millions pour la SONARA (SOciété NAtionale de RAffinage), au Cameroun. L'Etat camerounais est majoritaire dans le capital de cette société, mais c'est Elf-Aquitaine qui en est le principal utilisateur.

A elles trois, ces compagnies ont donc obtenu 27 % des prêts accordés.

Valéry en usera-t-il ?

En 1978, la Caisse centrale de coopération économique accorde un prêt de 9,4 millions de francs pour un hôtel de la chaîne Méridien au Gabon.

Elle accorde aussi un prêt de 25,7 millions de francs pour la construction d'un hôtel international de 248 chambres à Niamey au Niger.

Il n'en faut pas moins pour loger les hommes d'affaires ou les hommes politiques partis pour un safari dans la nature sauvage.

La coopération militaire : les gros sous pour "les p'tits gars"

« La politique de non-ingérence connaît ses limites », **déclarait le ministre des Affaires étrangères le 12 novembre. Quel délicat euphémisme pour présenter un budget de la coopération en hausse de 16 %, dans lequel la partie consacrée à la coopération militaire est en hausse de 23 % !**

C'est au moment des indépendances que se met en place l'Assistance militaire technique et, dans chaque Etat africain, une gendarmerie et une armée de 2.000 à 5.000 fantassins, composée de troupes et de cadres transférés de l'armée française aux Etats africains. Ensuite, la France s'engage à assurer la formation des cadres militaires africains.

L'armée française a formé dans ses écoles militaires, en 1975, 1.367 stagiaires africains, et a maintenu, en dehors de ses propres troupes, 1.147 instructeurs français auprès des armées africaines. Le budget de la coopération militaire était de 468 millions de francs dans le budget 1979, et il passe à 579 millions de francs dans celui de 1980. Les fournitures de matériel militaire (gratuites pour les pays africains, celles-ci) passent de 6,25 millions à 142 millions entre 1965 et 1976.

Des troupes françaises sont stationnées en permanence au Sénégal, au Gabon, et en Côte-d'Ivoire, respectivement au Cap Vert, à Libreville et à Port-Bouet. En 1974, c'était de 2.000 à 2.500 hommes qui étaient ainsi maintenus dans ces trois bases.

DOSSIER

Giscard a les amis qu'il mérite

Tous les régimes politiques que Giscard soutient, qu'ils se prétendent « républiques populaires », « démocraties », ou qu'ils ne se prétendent rien de cela, sont en fait tous des régimes de dictature. Les oppositions sont bâillonnées, interdites et durement réprimées lorsqu'elles se manifestent ouvertement. Toute la population est privée du moindre des droits démocratiques, les paysans et les ouvriers en premier lieu, conviés selon les cas à élire la liste unique, le candidat unique, ou à acclamer le maître-d'œuvre du dernier coup d'Etat, mais toujours à se taire et à subir. Et les autres catégories sociales aussi subissent ces dictatures.

Face à cela, on n'entend pas protester les Giscard et autres représentants de la bourgeoisie française, si sourcilleux quand ils prétendent défendre les droits de l'homme... au-delà du rideau de fer, si prolixes sur les mérites de la démocratie comme système politique idéal.

Non seulement ils ne protestent pas, mais ils s'affichent avec des hommes aussi méprisables que pouvait l'être Bokassa. Car ce qui les unissait, ces « chers parents », c'était leur dévouement commun aux intérêts impérialistes. Car l'impérialisme français s'accommode fort bien de ces dictatures, de ces régimes qui lui laissent les mains libres pour piller les peuples, ou même qui l'aident, en endormant ces derniers par les discours démagogiques ou les bâillonnant par la répression. La domination impérialiste ne pourrait évidemment pas se faire sur la même échelle si les exploiteurs français avaient en face d'eux des régimes réellement démocratiques, bénéficiant du soutien direct de toute une population, éventuellement mobilisée pour desserrer le carcan qui étouffe ces pays.

Et, inversement, ces dictatures se maintiendraient plus difficilement sans l'appui extérieur de l'impérialisme français. Complices des spoliations subies par leurs peuples, elles ont bien besoin, pour se maintenir en place malgré la haine et la colère qu'elles suscitent, du soutien de l'impérialisme français.

Et la France ne répugne pas à épauler par l'argent, les interventions des services secrets ou des barbouzes, et par l'armée quand nécessaire, ces Etats prêts à tout contre leurs propres peuples.

Les interventions militaires françaises

GABON : En février 1964, le président M'Ba est renversé par un coup d'Etat. La réaction française est rapide : dans la nuit qui suit, les parachutistes français investissent Libreville et rétablissent Léon M'Ba au pouvoir.

CAMEROUN : La France envoie un corps expéditionnaire de 1960 à 1963 pour aider Ahidjo à venir à bout de la rébellion dirigée par l'UPC (Union des Peuples du Cameroun).

MAURITANIE : En 1977, la France envoie ses avions Jaguar mitrailler les colonnes du Polisario, au Sahara occidental, afin d'assurer la permanence du transport du minerai de fer sur la ligne reliant Zouérate à l'océan.

TCHAD : Le 2e REP intervient d'abord de 1968 à 1972 pour soutenir le régime de Tombalbaye, menacé par une rébellion du nord du pays.

En 1978, la France intervient de nouveau, bien que plus brièvement, avec des parachutistes et des avions Jaguar.

La bourgeoisie française, pour remplir son rôle de gendarme de l'Afrique et assurer ses protégés de son soutien sans faille, a fait intervenir son armée au Zaïre. En mars 1977, la province du Shaba (ex-Katanga) se soulève contre le régime de Mobutu. Le Maroc intervient en envoyant 1.500 hommes. La France met à sa disposition les avions nécessaires au transport des troupes.

Un an après, sous le prétexte d'empêcher de prétendus massacres d'Européens par les rebelles, les hommes du colonel Erulin interviennent pour soutenir le régime chancelant de Mobutu. Les intérêts impérialistes exigent que le calme règne à Kolwezi, cœur du pays minier.

LA FRANCE EN AFRIQUE : BIEN QUE DE SECONDE ZONE UN IMPÉRIALISME RAPACE ET MEURTRIER

En 1978, au cours d'un sommet franco-africain : Houphouët-Boigny et Senghor encadrent Giscard. A sa droite Mobutu, à gauche Bokassa. Les serviteurs petits et moins petits de l'impérialisme s'affichent à Versailles.

Une femme tchadienne et son enfant, victime de sous-alimentation. L'autre visage de l'impérialisme.

L'Afrique reste le seul continent où la France se permet d'intervenir ouvertement.

Cette intervention a une première limite, qui est le jeu des deux « grands » en Afrique. Ce continent est devenu un terrain de partage des influences respectives des USA et de l'Union soviétique, et cela n'est pas sans conséquences pour les autres puissances ayant des intérêts en Afrique, et en particulier pour la France.

En Afrique, comme au Moyen-Orient ou dans le sud-est asiatique, partout dans le monde, ce qui intéresse les USA et l'URSS c'est le maintien du statu quo dans leurs relations réciproques, le maintien d'un certain équilibre de leurs positions respectives. Et en Afrique, dans la mesure où la politique française n'entraîne pas une remise en cause de cet équilibre global, on la laisse se développer avec une certaine liberté, dans des limites bien précises.

Ce qui intéresse chacun des deux « grands » en Afrique, c'est essentiellement ce qu'y fait l'autre, les positions qu'il occupe, les liens qu'il noue, les pions qu'il avance, et si les USA et l'URSS agissent en Afrique, c'est l'un par rapport à l'autre.

Une certaine marge de manœuvre peut donc être laissée à la France : les USA acceptent que la France intervienne dans ses anciennes colonies, l'URSS aussi laisse faire des interventions françaises qui ne peuvent perturber la seule donnée qui l'intéresse : le statu quo avec les USA.

Ce n'est donc un paradoxe qu'en apparence que de constater que c'est la faiblesse de l'impérialisme français qui lui laisse quelque facilité pour opérer en Afrique.

Les deux « grands » n'ont pas cette facilité. Il leur est difficile d'intervenir, car cela entraînerait des conséquences immédiates concernant bien plus que telle ou telle portion limitée de l'Afrique, c'est-à-dire une remise en cause de l'équilibre mondial existant entre eux. On n'a pas vu, et on imagine mal dans le contexte actuel, des paras américains au Zaïre ou soviétiques en Ethiopie. Même réduits à de faibles effectifs, ces militaires seraient le signe d'une crise politique grave entre les deux « grands ». D'ailleurs, quand ils ont eu à bouger en Afrique, ils l'ont fait par personnes interposées. En Angola, les Soviétiques ont utilisé l'intermédiaire des Cubains, et les Américains ont envoyé des mercenaires.

L'intervention française a d'autres limites, si l'on en juge par les cas concrets où l'impérialisme français s'est mouillé, ces dernières années. On l'a vu intervenir au Zaïre, face à une rébellion localisée. On l'a vu intervenir au Tchad et en Centrafrique, c'est-à-dire dans deux pays petits et pauvres. Dans ces cas, c'était pour y jouer un rôle dans une situation où il suffisait d'un millier de soldats pour changer le cours des choses.

Séparer des factions rivales au Tchad, ramener un fantoche dans ses soutes pour remplacer un autre fantoche, voilà ce qui semble être dans les cordes de la France. Ce ne peut guère être considéré comme de hauts faits d'armes de troupes au service d'une politique « mondialiste » !

Mais ces interventions actuelles de l'armée française, aussi mesquines et ridicules qu'elles puissent être, se traduisent tout de même par l'oppression, les ratissages, le plomb et la mitraille contre les populations africaines. Tout comme dans le passé, l'impérialisme français tue et réprime en Afrique, il soutient des régimes qui ont la matraque et les prisons comme moyens de gouvernement, il exploite sans vergogne les richesses de ces pays.

La présence impérialiste française en Afrique, c'est les profits pour les banquiers, industriels et gros commerçants français, et c'est la désolation, la misère, la famine pour les populations africaines. Et, au passage, les appareils d'Etat nationaux prélèvent quelques miettes, comme prix des services rendus à la cause du capital français.

Et tant que de profonds bouleversements sociaux, auxquels ont tout autant intérêt les travailleurs français que les travailleurs africains, n'auront pas eu lieu, demeurent et se perpétuent et les menaces d'intervention dirigées contre les peuples, et la domination capitaliste sur les richesses et les hommes de ces pays, et la dépendance terrible dans laquelle se trouvent étranglées les populations.

Cambodge

Larmes officielles... et opérations politiques

Le Cambodge aux "Dossiers de l'écran"

Les Dossiers de l'écran d'Antenne 2, mardi 27 septembre, étaient consacrés à la situation au Cambodge, évoquée tout d'abord à travers un film intitulé **Cambodge, un peuple assassiné,** fait de reportages divers mis bout à bout et retraçant l'historique récent et la situation du pays. Puis le débat a mis aux prises divers témoins, médecins, journalistes, missionnaires, etc., et surtout l'ex-roi du Cambodge, Sihanouk, de passage à Paris, pour qui l'émission, de toute évidence, avait été spécialement prévue.

Sur la situation actuelle au Cambodge, il est vite apparu bien difficile de savoir ce qui se passe réellement. Une discussion a notamment surgi concernant l'arrivée de l'aide internationale.

Un médecin, visiblement sympathisant du régime vietnamien, estimait que l'aide internationale parvenait effectivement dans le pays, contrôlé aujourd'hui par les Vietnamiens, mais en dénonçait l'insuffisance, en totale contradiction avec les proclamations des gouvernements occidentaux.

Par contre, des représentants de la droite, dont le député UDF Madelin, un missionnaire, ainsi que Sihanouk lui-même, ont dénoncé, eux, l'intervention vietnamienne. Pour eux, au génocide commis par les Khmers Rouges a succédé un **« génocide subtil » perpétré par les Vietnamiens**, et qui consiste à affamer la population pour que les Vietnamiens puissent annexer certaines terres.

Les deux parties donnant des témoignages diamétralement opposés, il est évidemment difficile de savoir qui a raison et qui a tort. Mais le débat a montré en tout cas que les représentants de la droite avaient leur idée derrière la tête, notamment en entretenant volontairement la confusion entre la période où les Khmers Rouges étaient au pouvoir et celle qui a succédé à l'intervention vietnamienne. Ils cherchaient surtout à laisser l'impression que ce sont les Vietnamiens qui sont responsables de la situation actuelle du peuple cambodgien, alors que, de toute évidence, ils héritent d'une situation due au moins en grande partie à leurs prédécesseurs, les Khmers Rouges, mais aussi les Américains. Car ceux-ci ont tout de même été les premiers à intervenir au Cambodge, et il faut bien leur attribuer une responsabilité dans le début des massacres ! De la part de Madelin et de ses compères, il s'agit d'une opération politique, visiblement inspirée par le gouvernement français, pour lancer l'idée d'une « neutralisation » du pays à travers l'évacuation des troupes vietnamiennes et la mise en place d'un homme « neutre », par exemple... ami de la France en toute neutralité ! Bref, la compassion affichée pour le peuple cambodgien avait une très forte odeur d'opération politique.

Et en effet la seconde partie du débat fut presque entièrement consacrée à Sihanouk, à son rôle, à son avenir. L'ex-roi — mais toujours prince — reçut du « Monseigneur » gros comme le bras de la part de tous les participants, de quelque bord qu'ils soient.

Mais c'est là que l' « opération Sihanouk » est apparue comme bien hasardeuse. Car son plaidoyer apparaissait de bien mauvaise foi, et bien trop plein de grosses ficelles, pour que cela ne se voie pas. Tout le passé gênant fut passé sous silence ou passablement arrangé. Quant aux pleurs du personnages, déclarant que si Thaïlande l'autorisait, il irait immédiatement vivre dans un camp de réfugiés avec son peuple, ils sont apparus comme le bien mauvais théâtre d'un politicien retors.

Manifestement, Sihanouk a tenté un moment sa chance avec les Khmers Rouges, ce qu'il préfère passer sous silence, comme il tente sa chance aujourd'hui auprès de l'opinion internationale et des dirigeants des grandes puissances. Car tout ce qu'il espère, c'est retrouver un jour sa place à la tête du pays. Et il a de toute évidence l'appui du gouvernement français dans cette opération.

Autrement dit, la campagne hypocrite menée autour du sort du peuple cambodgien par nos gouvernants n'est rien d'autre qu'une intervention des grandes puissances. Ce sont pourtant les interventions impérialistes du passé qui ont une responsabilité écrasante dans la situation du Cambodge aujourd'hui... Et c'est ce que l'émission n'a pas dit.

André VICTOR

Dans un camp de réfugiés cambodgiens, en Thaïlande. (AFP)

Sihanouk lors de son arrivée à Paris.

● L'aide aux réfugiés : des paroles...

La Croix-Rouge et l'UNICEF ont lancé un cri d'alarme le vendredi 23 novembre. Si elles ne reçoivent pas 45 millions de dollars avant la fin de l'année, elles ne pourront continuer à secourir les réfugiés cambodgiens menacés de mourir de faim.

Le 5 novembre, les pays occidentaux s'étaient engagés à verser à la Croix-Rouge et à l'UNICEF 110 millions de dollars. Or 12 millions de dollars ont seulement été réellement versés à l'heure actuelle.

Les gouvernants des pays impérialistes, suivis par la majorité de la presse et la télévision, n'ont pas de mots assez émus ou indignés quand ils parlent de la détresse des réfugiés cambodgiens. Ils n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer le Vietnam qui, selon eux, empêcherait l'acheminement de l'aide.

On voit bien tout ce que valent ces discours hypocrites. Là le Vietnam n'est pas en cause. Une opération de secours existe, organisée par l'UNICEF et la Croix-Rouge. La seule chose que les gouvernements occidentaux ont à faire, et à laquelle ils s'étaient engagés avec force publicité, c'est verser les sommes nécessaires.

Pour ces gouvernants, l'important est de faire des discours, soi-disant « humanitaires », mais pleins d'arrière-pensées politiques. Quant à se soucier réellement du sort de dizaines de milliers de réfugiés affamés, ils s'en moquent bien.

Philippe NATIER

● Qui est Norodom Sihanouk ?

La carrière de l'ex-roi du Cambodge est une longue suite de louvoiements et de jeux d'équilibre entre les différentes puissances présentes dans cette région.

Norodom Sihanouk proclama une première fois l'indépendance de son pays en 1945, au moment où les Japonais se retiraient d'Indochine et où l'administration coloniale française en était absente. Après le retour de celle-ci, il engagea avec elle une « lutte pacifique » et combattit ceux de ses compatriotes qui avaient pris le maquis. A la suite d'un voyage aux USA, il obtint l'appui de ceux-ci, qui firent pression sur la France : l'indépendance du Cambodge fut finalement admise par la France en novembre 1953. L'armée de Sihanouk repoussa alors les forces vietminh, tandis que les rebelles cambodgiens qui luttaient pour l'indépendance se soumettaient.

En 1955, Sihanouk créa une sorte de parti unique, le Sangkum, « Communauté socialiste populaire », qui se voulait « socialiste » et... bouddhiste ! En fait, le régime de Sihanouk était une dictature personnelle, corrompue, où la population paysanne s'enfonçait dans la misère. Sihanouk chercha à tenir le Cambodge à l'écart de la deuxième guerre d'Indochine, en prenant ses distances avec les USA et en tolérant le stationnement de troupes nord-vietnamiennes à l'est du pays.

Mais la guerre était là, et le talent d'équilibriste de Sihanouk ne réussit pas à éviter ses conséquences au Cambodge même. En avril 1967, des paysans se soulevèrent à Samlaut. C'était le début du mouvement des Khmers Rouges. En même temps, à la tête du pays, la droite pro-américaine du maréchal Lon Nol s'emparait de plus en plus des rouages de l'Etat, avec au début l'appui de Sihanouk lui-même. Elle finit, avec un putsch militaire, par écarter celui-ci. Lon Nol ouvrit la voie à l'intervention américaine au Cambodge. Celle-ci avait pour but de prendre le Vietnam à revers et marqua le début des bombardements, des massacres, des atrocités dont devait souffrir si profondément le pays.

Mais Sihanouk n'était pas à un retournement près : réfugié à Pékin, il prit la tête du FUNK, le Front Uni National Khmer, qui voulait unir, sur un programme modéré, les sihanoukistes et les Khmers Rouges qu'il avait pourtant longuement combattus. Le FUNK reçut l'appui de Pékin, mais non de Moscou, et mena la guérilla contre les troupes de Lon Nol.

Après le « dégagement » américain du Sud-Est asiatique, le régime de Lon Nol ne put que s'écrouler. Le 17 avril 1975, Phnom Penh tombait, et les Khmers Rouges y firent leur entrée. Sihanouk n'y rentra qu'en septembre, se déclarant « khmer rouge d'adoption », et repartit aussitôt pour l'étranger. De retour finalement au Cambodge, il fut pratiquement mis en résidence surveillée par les Khmers Rouges et se vit retirer toute fonction officielle. Mais, de part et d'autre, on évita soigneusement la rupture, jusqu'à l'intervention vietnamienne de janvier 1979, qui obligea Sihanouk à reprendre le chemin de l'exil.

Jean HAINAUT

Israël : "Des milliards pour les implantations, la pauvreté pour nous"

De violentes manifestations se sont déroulées en Israël après l'annonce, le lundi 19 novembre, des mesures d'austérité prises par le nouveau ministre des Finances. Ce ministre et tout le gouvernement de Begin, soutenus par la majorité du Parlement, ont décidé un véritable plan de guerre pour faire payer la population. Les subventions versées par l'Etat pour réduire le prix des produits de consommation courante sont supprimées, ce qui entraîne une hausse vertigineuse pour tous ces produits. Ainsi, la plupart des produits alimentaires (comme le pain) augmentent de 50 %. L'huile et la margarine voient leur prix doubler, et le lait subit une hausse de 112 % ! Les services publics augmentent aussi de manière considérable, notamment les transports (50 % de hausse).

Le rythme de l'inflation, qui est actuellement de l'ordre de 150 % par an, va donc encore s'accroître. D'autres mesures d'austérité ont été annoncées pour réduire la consommation.

Sur le plan de l'emploi, le gouvernement a décidé de procéder à des coupes sombres : 17.000 emplois vont être supprimés dans les services publics, et tout un programme de grands travaux du secteur public a été abandonné (construction d'écoles, d'hôpitaux et de routes).

Dès l'annonce de ces mesures, des manifestations ont éclaté, essentiellement à Jérusalem, dans les quartiers populaires sépharades (c'est-à-dire juifs orientaux). Pendant deux jours, les manifestants se sont heurtés violemment à la police pour protester contre les hausses, pour exiger des conditions de logement décentes, qui n'existent pas dans ces quartiers déshérités, malgré les promesses du gouvernement Begin. Mais les manifestants protestaient aussi contre la duplicité du gouvernement, qui préfère donner des milliards pour les implantations israéliennes dans les territoires occupés, plutôt que pour la population israélienne elle-même. D'après le journal **Le Monde,** le mot d'ordre le plus crié était : **« Des milliards pour les implantations, mais la pauvreté chez nous ».**

Les manifestations contre la politique d'austérité gouvernementale n'ont pas manqué ces dernières années en Israël. Mais c'est la première fois que, de façon visible, les manifestants vont au-delà de cette protestation, pour dénoncer en même temps la politique expansionniste du gouvernement. Or les masses populaires israéliennes payent bien le prix de cette politique guerrière. Et elles ne peuvent lutter pour de meilleures conditions de vie sans lutter en même temps contre cette politique, c'est-à-dire rompre « l'union sacrée » avec leur gouvernement.

Sans doute, la prise de conscience de cela est-elle encore bien minoritaire dans la population israélienne. Mais elle montre déjà qu'il est possible que les exploités juifs israéliens et arabes palestiniens prennent conscience qu'ils ont un ennemi commun : le gouvernement d'Israël et sa politique de guerre.

Bertrand GORDES

L'armée israélienne, que l'on voit ici patrouillant dans une ville de Cisjordanie, coûte cher : aux Arabes palestiniens qui la subissent, et aussi aux Israéliens qui doivent y servir et qui la payent. (AFP)

Grande-Bretagne

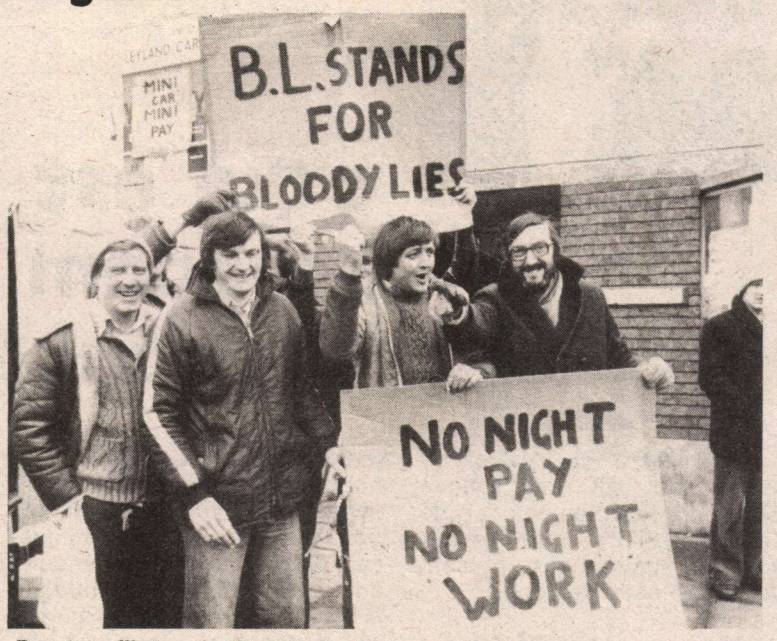
British Leyland en grève

A l'heure où nous écrivons, 30 000 ouvriers du trust automobile anglais British Leyland (selon les chiffres de la direction) entament leur deuxième semaine de grève. Seul un petit nombre de véhicules continue à sortir des chaînes de montage, et 12 000 ouvriers seraient par ailleurs privés de travail, faute de pièces.

Le mouvement a démarré lundi 19 novembre avec l'annonce du licenciement d'un militant syndical, Derek Robinson. La direction de British Leyland lui reprochait d'être l'un des signataires d'une brochure qui appelle les ouvriers à s'opposer aux 25 000 licenciements prévus, par des grèves avec occupation.

La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre et, dès le lendemain, sans attendre que les directions syndicales prennent officiellement position, les ouvriers se sont mis en grève dans cinq usines, à Birmingham (où travaille Robinson) et dans la ville toute proche de Coventry.

Il faut dire que Robinson est sans doute l'un des dirigeants syndicaux les plus connus de British Leyland. Membre du Parti Communiste, il est « convenor » de l'énorme usine de Longbridge (la plus grosse du groupe, avec 19 000 ouvriers), c'est-à-dire qu'il a été élu par l'ensemble des délégués d'atelier pour représenter les travailleurs dans les négociations avec la direction. Il est par ailleurs président du comité intersyndical, qui regroupe l'ensemble des délégués d'atelier des 47 usines de British Leyland.



Des travailleurs de Bristish Leyland lors de la grève de février 1979. (AFP)

C'est dire que ce licenciement constitue une véritable provocation de la part de la direction du trust. A-t-elle voulu pousser son avantage à la suite du succès qu'elle avait remporté, il y a trois semaines, lorsque les ouvriers ont voté à une écrasante majorité en faveur du plan de licenciement, dit « plan Edwardes » ? Comptait-elle que la peur du chômage serait plus forte que l'indignation chez les ouvriers ? Comptait-elle que les directions syndicales, après avoir appuyé ce plan, ne feraient rien pour empêcher le licenciement d'un militant qui a parfois été dans le passé un oppositionnel encombrant ?

Sur ce dernier point, la direction du trust ne semble pas s'être trompée. Les dirigeants des deux principaux syndicats de British Leyland ont en effet attendu près d'une semaine pour réagir. Et encore leur réaction s'est-elle limitée à menacer de lancer un mot d'ordre de grève... bientôt ! Il est vrai que, si le mouvement devait continuer, il n'est pas exclu qu'ils se résolvent quand même à l'appuyer pour ne pas se couper des grévistes.

Mais pour le reste, il est probable que les dirigeants de British Leyland ne s'attendaient pas à une réaction aussi violente de la part des ouvriers. Tous ceux qui ont chanté victoire il y a trois semaines, après l'annonce des résultats du vote sur le plan de licenciements, ont sans doute parlé trop vite !

François ROULEAU

Kundera : nationalité, opposant

Les dirigeants tchèques viennent d'informer l'écrivain Milan Kundera qu'il était déchu, depuis août dernier, de la citoyenneté tchécoslovaque.

Il y a longtemps que les autorités tchèques ont un problème avec Kundera. Alors qu'elles l'avaient, depuis des années déjà, exclu du PC, elles l'ont écarté de tout emploi en 1968 parce qu'il avait désapprouvé l'entrée des troupes russes à Prague.

Aujourd'hui, alors qu'il vit en France depuis 1975, l'exil forcé de l'écrivain ne les a pas tranquillisées et elles interviennent encore. Eh oui, Kundera continue à penser et à publier des choses qui les gênent. Les dirigeants tchèques, visiblement déroutés de ne pas posséder de moyens de pression plus efficaces, viennent donc de lui retirer sa nationalité. Finalement, il suffisait d'y penser. Pour supprimer l'opposition, il n'y a qu'à priver de leur nationalité tous les opposants !

Manque de chance, pour ces bureaucrates si imaginatifs, ce n'est pas cela qui les fera cesser d'être des opposants !

● EXCES DE DEMOCRATIE AU PC ROUMAIN

Lors du récent congrès du PC roumain, il y a eu comme un « couac ». Un délégué de 84 ans a soudain interrompu le tranquille ronron du culte de la personnalité du secrétaire général Ceaucescu, célébré par les délégués comme « l'incarnation des idéaux du peuple ». De la tribune, ce vétéran s'est opposé à la réélection de Ceaucescu et aux méthodes antidémocratiques en vigueur.

Bien sûr, juste le temps de réagir, et les insultes ont plu sur cet empêcheur d'aduler en rond. Mais tout le congrès était par terre. Si on se met à comprendre la démocratie comme le droit de voter contre, avouez qu'il y a de l'abus !

● UN PETIT JEUNE QUI MONTE

Un petit nouveau vient de faire son entrée au Bureau politique du Parti Communiste d'URSS. Il s'agit de Nicolas Tikhonov, qui est déjà premier vice-président du Conseil des ministres.

Bien sûr, avec ses 74 ans, on ne peut pas vraiment parler d'un rajeunissement de l'équipe dirigeante, dont la moyenne d'âge était déjà de 69 ans. De mauvaises langues ont comparé le Bureau politique à un « club du troisième âge ». Et on a fait remarquer que cela mettait fatalement le sort de l'URSS entre les mains de personnes dont l'état de santé n'est pas toujours excellent.

Au moins, les dirigeants soviétiques ne risquent pas d'attraper la maladie infantile du communisme... On respire !

L'AUSTÉRITÉ DANS LES HOPITAUX :

Des économies sur le dos des malades et du personnel

nos lecteurs dénoncent

HOTEL-DIEU DE MARSEILLE :

Des conditions déplorables d'hospitalisation

Nous avons reçu d'une lectrice de Marseille la lettre suivante. Elle est édifiante quant aux conditions qui règnent dans certains hôpitaux, et se passe de commentaires.

« J'ai été hospitalisée à l'Hôtel-Dieu à Marseille, en Urgences.

Aux Urgences, tous les blessés et malades, depuis les infectieux jusqu'aux grands brûlés, sont reçus dans la même salle.

Dans la chambre, il y avait cinq lits, mais seulement deux lavabos, non isolés, sans tablettes ni porte-serviettes.

Toute la journée, nous avions le bruit du marteau-piqueur pour nous tenir compagnie. Des ouvriers étaient en train de rénover la façade. Mais les malades n'ont pas été déplacés pour autant.

Dans la chambre, les peintures étaient vieilles et noircies aux encoignures, par endroit elles avaient disparu par plaques.

Pour ce qui est de l'hygiène des lieux, le ménage n'a pas été fait pendant le week-end de la Toussaint, faute de personnel. Et si dès lundi une employée est venue le faire, elle n'avait pas d'autre possibilité que de rincer sa serpillère dans le lavabo réservé à la toilette.

Pour ce qui est du repas, le menu est unique pour tout le monde, et le plus souvent incomplet, sans hors-d'œuvre ni fromage. Les vieilles dames de ma chambre se sont vues souvent mises à la diète parce qu'elles ne pouvaient pas mâcher leur viande et que rien d'autre n'était prévu.

Une d'elles était alitée depuis plus d'une semaine et pratiquement personne n'avait le temps de s'occuper de lui faire des massages et frictions contre les escarres.

Une autre devait subir un électrocardiogramme. L'appareil était un vieux modèle qui ne fonctionnait pas correctement. Il fallait prendre la prise de terre sur le robinet du lavabo. L'examen s'est prolongé à cause de cela, et la malade était envahie par l'inquiétude.

C'est dans ce service qu'étaient reçues toutes les urgences en traumatologie, alors qu'il n'était pas prévu pour cela. Tout posait problème à l'infirmier, qui se retrouvait souvent seul pour faire face à tout : service des repas, examens, soins pour neuf à dix malades. »

J.M., Marseille

HOPITAL CIVIL DE STRASBOURG :

Les élèves-infirmiers ne veulent pas travailler gratuitement

Un groupe d'élèves de l'école d'infirmiers de l'hôpital civil de Strasbourg nous a fait parvenir la lettre suivante, qui ne concerne pas, elle, les malades, mais constitue le pendant de la situation, du côté du personnel.

« En tant qu'élèves-infirmiers (ères), nous faisons des stages de remplacement (4 semaines en 1re année et 11 semaines en 2e année). Durant ces stages nous pallions la pénurie croissante de personnel, c'est-à-dire que nous remplaçons des titulaires en congé annuel, de maternité ou de maladie.

En 1974, suite à une grève, nos prédécesseurs avaient obtenu le paiement intégral de ces stages.

Aujourd'hui, la direction de l'hôpital nous supprime cet acquis en prétextant des restrictions budgétaires et offre généreusement une allocation de 700 F pour le mois de stage de remplacement en 1re année.

Qui accepterait de travailler pour cette somme ridicule (environ 4 F de l'heure), ou pour rien du tout, comme on nous le promet à tous dès l'an prochain ?

Au cours de nos stages pratiques durant le reste de l'année, nous travaillons déjà 80 heures par mois gratuitement. De plus, les frais de scolarité, de déplacement pour les stages extérieurs, l'uniforme (400 F pour les filles, 700 F pour les garçons) sont à notre charge.

Et avec cela, nous n'avons droit qu'à quinze jours d'arrêt maladie en trois ans, le reste devant être récupéré.

Quand nous avons appris la suppression du paiement des stages de remplacement, la réaction ne se fit pas attendre. Nous nous sommes réunis et nous avons manifesté à l'intérieur de l'hôpital, rejoints par une partie du personnel hospitalier.

D'autre part, nous avons fait circuler des motions de solidarité dans tous les services.

Vendredi 23 novembre, nous sommes allés à plusieurs dizaines d'élèves de différentes écoles accompagner nos délégués et des représentants syndicaux CGT et CFDT, qui ont été reçus par la direction du personnel. Celle-ci a, bien sûr, rejeté nos revendications. Mais nous n'en resterons pas là et nous continuerons à exiger un salaire décent pour notre travail. La lutte continue ! »

HOPITAL-SUD BORDEAUX :

Des économies de bouts de chandelle qui pourraient nous coûter cher !

Dimanche 4 novembre, à 6 heures du matin, un incendie s'est déclaré dans une salle de soins de cardiologie de l'Hôpital-Sud de Bordeaux. Un court-circuit, provoquant la fonte d'un tube au néon, en serait cause. Tout de suite les malades, des enfants dans ce service, ont été évacués de l'étage.

Immédiatement, l'équipe de sécurité de l'hôpital s'est rendue sur les lieux. Pour affronter un feu, avec la fumée âcre qu'il dégage, il faut des masques. Pour y voir dans le noir, rendu plus opaque encore par la fumée, il faut des torches ; un minimum. Un minimum dont les pompiers de l'hôpital ne disposent pas. Alors, ils n'avaient le choix qu'entre rester à la porte ou être asphyxiés. Ils n'ont rien pu faire, sinon... regarder les pompiers de la ville, qui ont maîtrisé l'incendie.

Correspondant LO

échos des bulletins d'entreprise

CHR Besançon :

L'ART DE FAIRE SANS AVOIR L'AIR

A la fin de cette année, deux brancardiers vont être licenciés ou, pour parler comme les pontes de l'administration, deux auxiliaires verront leur contrat se terminer le 31 décembre. Ça fait plus propre, c'est sûr !

Bon nombre d'auxiliaires ont reçu une lettre prolongeant leur contrat jusqu'à la fin de décembre, c'est-à-dire que le 1er janvier ils seront licenciés.

Si la direction continue, il n'y aura bientôt plus personne pour garder les malades. Il faudra alors transformer l'hôpital en garderie.

(Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** CHR-Besançon).

CHR Clermont-Ferrand :

AU REGIME LES MALADES !

Décidément les économies à l'hôpital, on y tient. Après la restriction de personnel, de matériel, maintenant on s'en prend à la consommation de pain des malades : deux tartines le matin, deux à midi et un seul morceau de pain pour le soir.

Avec leurs pantoufles et leur brosse à dents, il faudra que les malades pensent à amener leurs tourtes...

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Saint-Jacques - CHR de Clermont-Ferrand.)*

MAIS OU SONT LES GANTS D'ANTAN ?

Au départ, dans chaque service, le stock comprenait trois gants par malade, des bleus, des roses, des jaunes. Quel bel assortiment de toilette ! C'était l'âge d'or ! Hélas, ce ne fut que momentané. Car actuellement le gant de toilette est devenu si rare que le personnel soignant tombe d'admiration lorsqu'il en découvre un, errant dans la lingerie. C'est peut-être le vent d'automne qui les a fait s'envoler.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Hôtel-Dieu - CHR de Clermont-Ferrand.)*

Centre Hospitalier de Troyes : avis aux amateurs

Dorénavant, au labo, lorsqu'on a un stylo à bille usagé, il faut le secouer, le chauffer et lorsqu'on a constaté qu'il n'y a vraiment plus une seule goutte d'encre, on le rapporte aux Fournitures qui l'échangent contre un neuf.

On ne sait pas encore s'il faudra attendre que les blouses soient usées jusqu'à la corde pour en avoir des neuves.

A l'hôpital, la chasse au gaspi commence par les économies de bout de crayon.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Centre hospitalier de Troyes.)*

LEP de St-Jean-de-la-Ruelle (Orléans)

Un mort

La semaine dernière, nous avons relaté deux accidents graves advenus à deux jeunes de LEP. L'une a été tuée, écrasée par une charge de chantier aux abords d'un LEP d'Argenteuil, près de Paris ; l'autre a eu le bras arraché par une machine au lycée Arago à Paris.

Cette fois-ci, c'est encore hélas la mort d'un jeune qui témoigne sur les conditions dans lesquelles les collégiens se rendent dans les LEP et y travaillent :

« Il y a deux semaines, un élève du LEP de Saint-Jean-de-la-Ruelle à Orléans a été renversé par une mobylette à la sortie du lycée et il en est mort. Le motocycliste, qui a heurté à son tour une voiture, a dû aller à l'hôpital dans un état grave.

La sortie du LEP donne directement sur la nationale Orléans-Blois, qui est très passagère. Et il n'y a aucun feu, aucun passage clouté pour la sortie des piétons. Le matin, le car venant d'Orléans dépose les élèves de l'autre côté de la route, et ils doivent traverser sans aucune protection.

Depuis longtemps, les syndicats de professeurs, les associations de parents réclament un feu ou un passage souterrain. Mais rien n'a été changé jusqu'à maintenant.

Faudra-t-il d'autres accidents dus à l'incurie des pouvoirs publics, pour qu'on se décide à aménager la sortie du lycée ? »

Correspondant LO

CONTROLEURS AERIENS

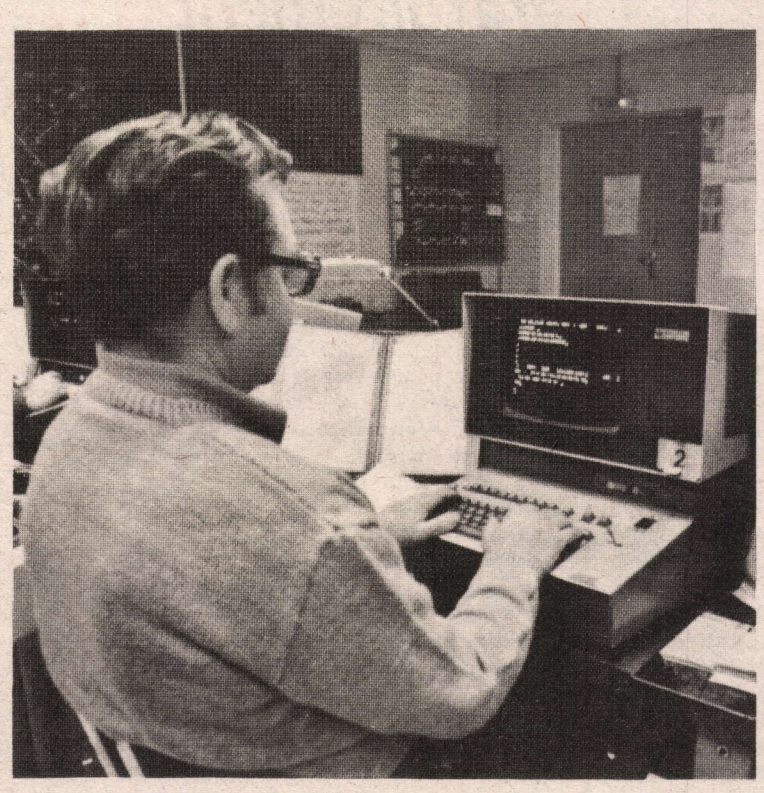
Le gouvernement sanctionne, mais la lutte continue

Cela fait plus de cinq semaines que dure la lutte des contrôleurs aériens. Et il y a toutes les chances qu'elle se prolonge encore.

Il faut dire que pour eux, il est exclu, au point où ils en sont, d'arrêter leur mouvement sans avoir rien obtenu de l'administration.

Celle-ci multiplie les mises à pied de huit jours, qui touchent quatre-vingt-huit contrôleurs, et elle menace à présent d'aller jusqu'à trois mois de suspension.

Evidemment, cela constitue financièrement une perte sèche, d'autant plus que la prime d'exploitation de décembre sera certainement supprimée. Mais d'une part les contrôleurs non sanctionnés continuent à toucher leur salaire de base (environ les deux tiers de leur traitement puisque leur action ne concerne que l'arrêt des décollages (80 % du contrôle aérien s'effectue normalement tous les jours : atterrissages et surveillance des appareils en vol). Et d'autre part c'est une menace fortement limitée, car sanctionner tout le monde d'une mise à pied reviendrait à empêcher ce contrôle : c'est une mesure que la direction de la Navigation aérienne refuse jusqu'à présent d'adopter. Même si, avec ses mises à pied, elle prend la responsabilité de limiter d'ores et déjà le trafic.



Et comme l'expérience du plan Clément-Marot de 1973, qui consistait à remplacer les contrôleurs civils par des militaires, a été un fiasco total, l'administration ne semble pas prête à la renouveler.

Toutes ces raisons expliquent la détermination des grévistes. Aussi, à défaut d'un recul du gouvernement et de la direction de la Navigation aérienne, les contrôleurs se préparent à poursuivre le mouvement aussi longtemps que nécessaire.

Correspondant LO.

SNCF-TRIAGE DE SOTTEVILLE

Grève contre les suppressions de postes

Au triage de Sotteville (près de Rouen), nous avons repris le travail après une semaine de grève, du 13 au 21 novembre, contre 41 suppressions de postes prévues par la direction pour janvier. Nous n'avons pas obtenu totalement satisfaction mais la direction a tout de même reculé puisqu'il n'y a plus que 27 suppressions prévues dans l'immédiat.

C'est avec le moral que nous avons repris car, pour nous, cette grève a été différente de bien d'autres et nous l'avons faite avec beaucoup plus de cœur que les récentes journées d'action qui avaient été peu suivies.

En effet c'est nous-mêmes, en assemblée générale, qui avons décidé de la grève. Les syndicats proposaient d'attendre janvier (c'est-à-dire la mise en place des mesures de suppression prévues) pour agir, mais ils se sont finalement ralliés au vote des cheminots. A partir du premier piquet de grève du mardi 13, qui montrait que c'était une « vraie grève » et pas une action de 24 heures pour rien, la grève a été bien suivie. Le pourcentage de grévistes était de 50 à 60 %. Tous les matins, les grévistes se réunissaient en assemblée générale : chacun pouvait y prendre la parole et dire ce qu'il pensait. C'est cette assemblée, rassemblant une centaine de cheminots, qui décidait et votait chaque jour la poursuite de la grève.

Le deuxième jour de grève, un « comité de grève » a été mis en place après un vote de l'assemblée des grévistes. Une dizaine de travailleurs ont été élus et les délégués syndicaux y ont participé « de droit ». Ils n'acceptaient le comité que dans ces conditions. Une minorité de grévistes a demandé sans succès que les délégués soient eux aussi des membres élus du comité.

Un tract d'information décidé par l'assemblée et financé par une collecte (les syndicats refusant de l'imprimer) a été distribué aux autres chantiers de Rouen.

Le mardi 20, la CGT appelait les cheminots de toute la région à faire grève, en solidarité avec les grévistes. Pourtant, le moins que l'on puisse dire, c'est que les responsables CGT n'ont pas mis beaucoup d'énergie pour organiser cette journée régionale de solidarité. En particulier les délégués des triages de Rouen ont « brillé par leur absence », et ce sont eux qui ont fait reprendre ceux qui voulaient continuer à nous soutenir. En fait, pour briser l'isolement du triage, des grévistes ont aidé les autres chantiers à débrayer.

Mercredi 21, la direction maintenait sa proposition de 27 suppressions de postes. A l'assemblée générale, les partisans de la reprise et ceux de la poursuite de la grève étaient en nombre à peu près égal, mais nous avons finalement décidé de reprendre tous ensemble.

Correspondant LO.

A " Nice-Matin " :

Quand les étrangleurs de la liberté de la presse se prétendent ses défenseurs

Après quinze jours d'interruption, le quotidien **Nice-Matin** a reparu, le mercredi 28 novembre. Les clavistes, depuis le 12 novembre, refusaient de se soumettre à un contrôle informatique de leur production que la direction tentait d'introduire.

Face aux menaces de Bavastro, le propriétaire-directeur, de fermer purement et simplement le journal, les clavistes ont accepté, momentanément, de se soumettre à ce contrôle. Mais pour eux, rien n'est réglé : ils attendent les conclusions des discussions qui doivent se tenir, le 7 décembre, à l'échelon national. Ce n'est donc peut-être que partie remise.

Il faut dire que tout avait été mis en œuvre pour les contraindre à se soumettre aux volontés de leur directeur.

C'est ainsi que Jacques Médecin, maire de Nice, a transformé, avec l'accord bien sûr de Bavastro, sa feuille de chou **Action Nice Côte d'Azur,** mensuel qui lui sert de tract de propagande en période électorale, en quotidien, tiré à 80.000 exemplaires, pour remplacer **Nice Matin** et fournir en particulier à une partie des annonceurs de celui-ci un support de remplacement.

Officiellement, il s'agissait pour Médecin **« de ne pas priver plus longtemps la population des informations nécessaires à la vie de la société ».** C'est vrai que **Nice Matin** occupe, dans sa région — comme bien d'autres quotidiens régionaux dans la leur — une position de monopole, et que tout, en matière d'informations, de petites annonces, de publicité locale, passe obligatoirement par lui. Mais il est tout de même un peu gros, de la part de Médecin ou de Bavastro, de tirer argument de cette situation de monopole contre les grévistes. Ce ne sont tout de même pas ces derniers qui en sont responsables. Et ceux qui, comme Médecin ou Bavastro, se sont faits, face aux clavistes de **Nice Matin,** les défenseurs de l'information et de la liberté de la presse, sont en fait les mêmes qui favorisent, dans ce domaine, la constitution de véritables monopoles !

DASSAULT

La lutte continue

A l'usine Dassault d'Argenteuil, la grève était toujours totale mercredi 28 novembre. Personne ne travaillait, malgré l'intervention des CRS la semaine précédente. Tous les jours, les grévistes se retrouvent à la cantine, les ateliers étant fermés.

A l'usine de Saint-Cloud, après l'intervention des CRS la semaine dernière, le travail a repris, les organisations syndicales appelant à **« poursuivre l'action sous d'autres formes ».** Chaque jour, nous débrayons deux heures, comme cela se fait depuis deux mois à l'usine de Boulogne.

Mardi 27, la direction générale a reçu les organisations syndicales pour annoncer qu'elle donnait 400 F de prime (250 F étaient déjà prévus), 50 F d'augmentation, plus 1,2 % au 1er janvier ainsi que le pont de Noël payé.

Mais rien ne dit que ces concessions tardives satisferont les travailleurs du groupe.

Correspondant LO

MTC-INDRECO TOURS

La colère monte dans les escaliers

Depuis la mi-novembre, les interdits pleuvent à l'usine MTC-Indréco. L'un d'eux a fait déborder la coupe. Jusqu'à présent, nous pouvions monter et descendre dans l'usine (il y a 4 étages) soit par un escalier central, soit par l'escalier d'honneur, soit par l'ascenseur. Et maintenant, ascenseur : interdit ! (Sauf pour les cardiaques, avec un mot du directeur, comme si les cardiaques pouvaient travailler ici !) L'escalier d'honneur, le plus large, que la moitié d'entre nous empruntaient, est interdit aussi, sauf pour les huiles, évidemment !

Tout le monde se retrouve donc coincé dans le même escalier, où l'on tient à peine à trois de front. A midi, les quelques-unes qui descendent en courant pour manger à l'extérieur se retrouvent bloquées par toutes celles qui montent à la cantine, au quatrième. Bref, c'est la pagaille. Et, dès l'annonce de cette nouvelle stupidité de la direction, la colère s'est manifestée par un débrayage. A force de monter les escaliers, la moutarde nous monte au nez à la vitesse de l'ascenseur !

Correspondant LO

Alsthom

Alsthom Belfort

Après la reprise, ce n'est pas fini

La direction ayant affirmé qu'elle acceptait les recommandations du ministre du Travail, l'intersyndicale d'Alstom-Belfort a donc organisé un vote le vendredi 23 novembre. Au meeting qui précédait le vote, tous les syndicats excepté FO ont appelé à voter finalement pour la reprise du travail, présentant le recul de la direction comme une grande victoire. Un tract rédigé et distribué par des travailleurs des piquets de grève appelait, au contraire, à montrer que les travailleurs n'étaient pas satisfaits des propositions de la direction, et appelait à voter pour la poursuite du mouvement.

C'est ce qu'ont fait 1 121 travailleurs, représentant une forte minorité combative, déterminée à montrer que, de toute façon, la lutte est loin de se terminer.

Pour la reprise, lundi matin, les ouvriers étaient appelés pour 8 heures à un meeting de l'intersyndicale. Après les discours, c'est en chantant *Le chiffon rouge*, l'hymne de la grève, que les travailleurs ont repris le chemin des ateliers.

Mais après deux mois d'occupation, personne n'était décidé à travailler. D'abord, les chaudronniers et la Soudure ont débrayé et, à 400, nous avons envahi les bureaux de la direction du secteur jusqu'à 11 heures. L'après-midi la Grosse production et la Traction montraient à leur tour à la direction que nous n'avons pas l'intention de travailler dans les mêmes conditions qu'avant la grève.

Entre-temps, à l'Emballage, un chef a été retenu par les travailleurs jusqu'à ce qu'il supprime une sanction d'un quart d'heure sur la paie d'un ouvrier arrivé en retard de 3 minutes.

Mardi 27, c'est tous les secteurs des Grosses dynamos, c'est-à-dire 500 travailleurs environ, qui sont montés voir le chef de production, puis un des directeurs de l'usine qui, pendant toute l'entrevue, resta muet comme une carpe.

Dans de nombreux autres ateliers, y compris des bureaux, les rassemblements, délégations, dépôts de cahiers de revendications se sont multipliés. Tous ces mouvements mettent en avant des revendications de secteur. Beaucoup pensent que c'est le moment d'en finir avec tout un tas de tracasseries dont on avait déjà ras-le-bol avant la grève. Et même quand les revendications ne sont pas très précises, tout le monde y va quand même car c'est une occasion de revoir des copains d'autres ateliers, de continuer à montrer à la direction qu'on est toujours chaud et qu'ils ne viendront pas à bout de notre lutte.

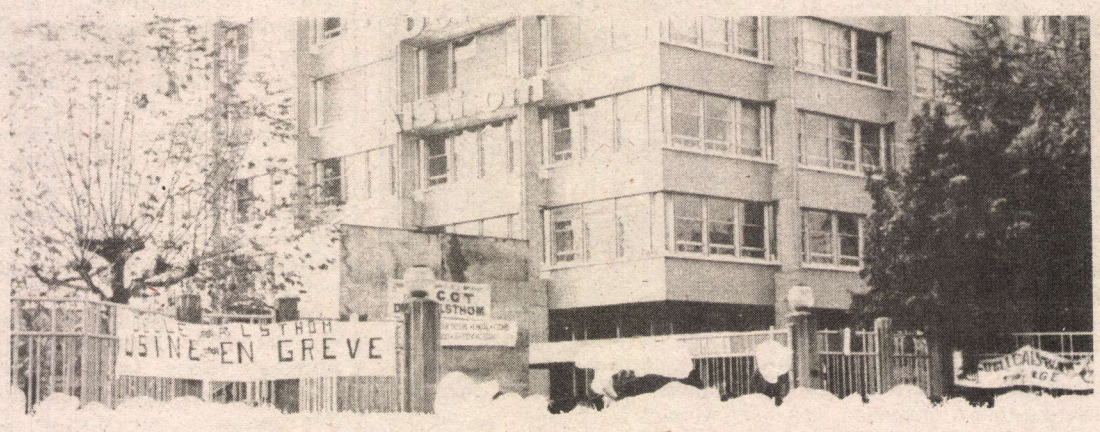
Pourtant les tentatives d'intimidation ont commencé. Quatre travailleurs, militants CFDT et non syndiqués, ont été retenus pendant plusieurs heures en garde à vue et interrogés par la police. Ce ne sont sans doute pas les derniers à y passer. Car en plus du sabotage du TGV, l'occupation de la chambre patronale et d'autres actions ont visiblement suscité des dépôts de plaintes.

Dans la période qui vient, la direction va peut-être multiplier les tentatives de reprise en main. Mais les travailleurs d'Alsthom ne sont pas prêts à se laisser faire !

Correspondant LO

Delle-Alsthom Villeurbanne

CGT et CFDT préparent-ils la reprise ?



RHONE-POULENC

Pont-de-Claix (Isère)

Après la reprise, la combativité ne diminue pas

A l'usine, après la reprise du travail mercredi 21 novembre après 32 jours de grève, les travailleurs ont, dans les premiers jours, manifesté leur mécontentement, sans pour autant reprocher, apparemment, à la CGT et à la CFDT d'avoir signé l'accord de reprise. Dès le mercredi après-midi, les travailleurs d'un atelier lockouté en octobre sont allés réclamer le paiement de leurs heures au directeur. Vendredi après-midi, ce sont les services d'entretien qui ont débrayé pour poser leurs revendications et surtout pour montrer leur refus du travail que la direction voulait leur imposer pendant le week-end. Lundi matin, le personnel du laboratoire débrayait à son tour, car la direction venait d'envoyer une lettre de licenciement à un agent de sécurité dont elle voulait se débarrasser depuis le mois de juin.

De nombreux travailleurs se sont déclarés prêts à riposter. Les syndicats CGT, CFDT et FO ont appelé à une grève de 32 heures, à partir du mercredi 28, grève relativement bien suivie et mercredi matin, une cinquantaine de grévistes ont envahi le bureau de la direction départementale du travail.

Si la direction croyait, avec la reprise du travail, en avoir fini avec nous, elle s'est trompée.

Correspondant LO

Le vendredi 23 novembre, toute la journée, les piquets de grève massifs mis en place aux diverses portes de l'usine ont eu un grand succès. Les portes bloquées, les non-grévistes, le directeur Chevret en tête, se virent contraints de faire demi-tour. Pourtant le vendredi soir, CGT et CFDT annonçaient qu'elles suspendaient les piquets de grève pour le lundi 26, dans le but de favoriser les possibilités de négociations ; et rien n'a pu faire revenir la CGT sur cette décision.

Celle-ci a surpris, à la fin de la semaine dernière. D'abord parce que le blocage des portes avait été une réussite. Ensuite parce que cette opération n'était que l'application du vote qui avait eu lieu la veille, vote qui avait été net. Sur 1 492 votants, 865 se prononcèrent pour la poursuite de la grève. Ce résultat indiquait que la combativité des grévistes était intacte ; et l'intersyndicale appelait à faire des piquets le lendemain matin. Nombreux furent les travailleurs qui se retrouvèrent dès 5 heures aux portes de l'usine. Sur place, les militants CGT étaient parmi ceux qui entraînaient les autres à bloquer les portes.

Le vendredi, la CGT et la CFDT changèrent donc de position et se déclarèrent contre les piquets de grève pour lundi.

Cela permit à la direction d'annoncer à FR 3 le samedi soir que les portes seraient ouvertes le lundi et que la liberté du travail serait assurée.

Le lundi matin, des grévistes étaient présents nombreux, pour renouveler l'opération du vendredi. La CGT et la CFDT maintenaient leur position ; les travailleurs ne passèrent pas outre. Cette même situation se renouvela le lendemain matin, avec cette fois beaucoup moins de candidats aux piquets. La CGT et la CFDT avaient réussi à atteindre le moral des grévistes. La CFDT changeait alors de position mais, malgré cela, les piquets ne se renouvelèrent pas non plus mercredi matin.

Bon nombre de travailleurs ont pris à partie les dirigeants CGT, leur demandant pour qui ils travaillaient, sifflant un orateur CGT en assemblée qui rappelait les risques d'une intervention policière pour détourner les grévistes de faire des piquets. Mais cela n'a pu aller plus loin.

Cela veut-il dire que les dirigeants syndicaux s'orientent vers la fin de la grève ? Ce n'est pas sûr, car la direction refuse toujours toute négociation, et les grévistes ne veulent pas reprendre sans rien.

En tout cas, un certain mouvement de reprise se profilait mercredi 28 novembre, certains travailleurs s'abritant derrière l'absence de piquets de grève pour reprendre le travail. Le résultat de la manœuvre est donc déjà, en tout cas, de faire que la force des grévistes ne se manifeste pas ouvertement devant les portes de l'usine.

Les grévistes ont fortement conscience d'avoir pris un coup sur la tête. Cependant, tout le monde n'est pas prêt à s'incliner.

Correspondant LO

LIVRES_LIVRES_LIVR

"L'oued en crue"

de Bediye BACHIR

L'oued en crue, c'est la vie d'une famille algérienne habitant dans la Casbah d'Alger entre 1940 et 1960.

Les grands événements de cette période, la Deuxième Guerre mondiale, la répression des émeutes dans le Constantinois en 1945, puis la guerre d'Algérie, la marquent tragiquement. En effet, le fils aîné, le mari puis un autre fils y trouvent successivement la mort. Et l'on voit comment, au fil des années, des épreuves, la révolte naît au cœur des divers personnages, les membres de cette famille et ceux qui les entourent, menant une vie semblable.

Ce récit bref, vivant, souvent poignant, d'une lecture facile, fait revivre ce qui souda le peuple algérien contre le colonialisme français.

Jean SANDAY

L'oued en crue de Bediye Bachir - Editions du Centenaire - 147 pages - 24 F environ.

"La duchesse"

de Lucien BODARD

En 1885, la colonisation française en Indochine ne fait que commencer. Les premiers soldats — officiers frais émoulus des grandes écoles et pressés de faire une carrière aux colonies, soldats-mercenaires encore empêtrés dans leurs uniformes européens — affrontent des populations dont ils ignorent tout, un climat qu'ils ne supportent pas, une jungle hostile et dangereuse.

Un officier, duc de France, est encerclé avec sa petite troupe par des bandits descendants d'anciens révoltés chinois réfugiés dans le haut Tonkin où ils ont établi leur propre pouvoir : les Pavillons-Noirs. Pour leur échapper, le duc fait alliance avec un peuple de montagnards-cultivateurs de pavot : les Méos. Il épouse la fille du chef qui devient ainsi « La duchesse ».

Après l'écrasement des Pavillons-Noirs et des troupes chinoises de l'impératrice Sseu Hi, les Français restent maîtres de l'Indochine.. .et du pavot. Ils instaurent le monopole d'Etat sur l'opium dont ils deviennent les grands trafiquants.

La duchesse dont « l'époux » est reparti en métropole, s'adapte à la société coloniale, à ses trafics, ses combines, ses massacres. Elle devient tenancière de bordel pour les militaires et fonctionnaires français et pourvoyeuse de drogue pour l'Etat français. Elle s'acoquine avec les pirates de la mer de Chine, avec les mandarins chinois, avec les négociants et diplomates français. Elle est au cœur de sombres transactions, de machinations diverses, de trafics d'opium, de ventes d'esclaves au profit des Français.

Fortune faite, respectabilité assurée par un remariage avec un Français prêt à tout pour faire fortune aux colonies, la duchesse devient Madame Germaine Dieudonné, patronne de l'hôtel de la gare de Lao Kay.

Le roman de Lucien Bodard donne vie à une société et un monde : la Chine des mandarins et l'Indochine à l'époque de la colonisation « française ». Le tableau qu'il en donne est fort instructif et aux antipodes des manuels scolaires vantant la « mission civilisatrice de la France ». Tout n'est que sordides intérêts et massacres : avidité, cupidité, hypocrisie.

Mais emporté par son élan, ou plutôt par ses propres sentiments qui dans le fond sont bien proches de ceux ressentis par ces petits Blancs minables et cupides dont il dépeint si justement le comportement, Lucien Bodard affiche un tel mépris, voire une telle haine vis-à-vis du « vulgaire humain », que son ouvrage est bien souvent pénible. Rien ne trouve grâce à ses yeux, hormis les petites Asiatiques ! Pour lui, l'Asie n'est que « pestilence », « promiscuité ». Les êtres sont « laids », « vicieux », « fourbes », « cruels », « sanguinaires », etc., avec des variantes tenant à la peuplade d'origine, à la situation sociale, au caractère, mais tous plus répugnants les uns que les autres.

Et malgré un talent de conteur indiscutable, une source d'informations riches, on est pour le moins gêné de tant de mépris...

Alain MARQUET

La duchesse **de Lucien Bodard - Editions Grasset - 50 F environ.**

« Les premières journalistes »

de Laure ADLER

Une caricature de l'époque : l'une des directrices de la **Gazette des femmes** foulant aux pieds la loi « la femme doit obéissance à son mari ».

Laure Adler a choisi de présenter les tout débuts du féminisme en France à travers sa presse. La période décrite (1830-1850) est riche en événements politiques puisqu'elle comprend les deux révolutions de 1830 et de 1848.

Après Juillet 1830, qui avait vu Paris se soulever contre Charles X et les ouvrières se trouver souvent à la pointe des combats, des associations, des écoles, des groupes et des journaux féministes ont fleuri un peu partout. Au centre de ce bouillonnement féministe, se trouvaient des femmes socialistes, disciples de P. Enfantin, qui s'intitulaient les « prolétaires saint-simoniennes ». **Cependant, le mouvement se brisa rapidement, laissant la pace au féminisme des salons bourgeois. Des femmes de la bonne société qui en avaient assez de la misogynie ambiante, présentèrent leurs propres revendications. Mais, évidemment, les préoccupations de ces féministes bourgeoises, réclamant notamment le droit de pouvoir gérer elles-mêmes leurs biens et leurs affaires, n'avaient pas grand chose à voir avec celles des ouvrières sous-payées du textile lyonnais qui se révoltèrent à la même époque.**

Avec la révolution de 1848, les femmes descendirent à nouveau dans la rue. Des journaux naquirent tel La voix des femmes **qui portait en sous-titre :** journal socialiste et politique, organe des intérêts de toutes. **Lui succèdera** La politique des femmes **qui se voulait fièrement** « publié par des ouvrières ».

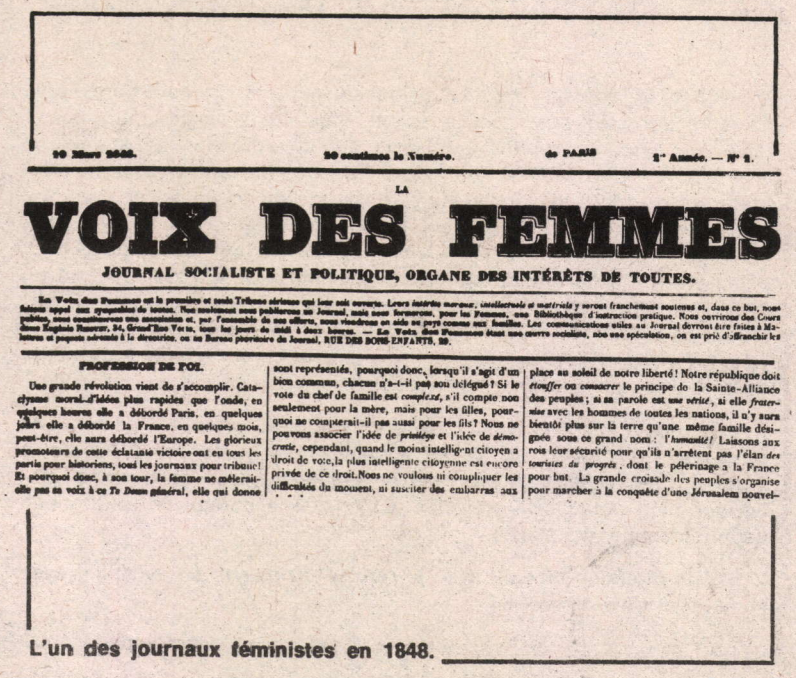
Mais, « au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la révolution, **écrit L. Adler,** l'émancipation se rigidifie, se respectabilise et l'espace de la femme se resserre au point, à la fin mai, de n'être plus que celui du foyer ». **Les républicains, malgré leurs promesses, refusèrent le droit de vote aux femmes, la réaction relevait la tête. En juin, lorsque les ouvriers se battirent contre le gouvernement, le mouvement féministe éclate : les femmes du peuple étaient sur les barricades. Les ouvrières étaient pourchassées, les combattantes qui ne furent pas fusillées furent emprisonnées puis déportées en Algérie, tandis qu'un journal comme** La voix des femmes **renvoyait dos à dos socialistes et réactionnaires, prêchant la collaborfation des classes.**

Très documenté, ce livre ne manque pas d'intérêt même si la perspective de l'auteur limite d'emblée ce tableau des débuts du féminisme : en effet, tous les courants féministes d'alors ne disposaient pas toujours de journaux.

D'autre part, l'auteur oppose systématiquement féminisme et socialisme. Bien entendu, Laure Adler a le droit de penser ainsi, mais les faits et déclarations qu'elle rapporte montrent assez, au contraire, que le socialisme et le féminisme ont suivi, à leurs débuts du moins, des voies parallèles sinon confondues. Et il faut prendre bien des libertés avec l'histoire pour prétendre, comme le fait l'auteur, que le socialisme s'oppose aux aspirations des femmes. Car s'il est facile de citer les positions effectivement misogynes de Proudhon pour lequel « l'idéal de la femme, c'est la demeure domestique », **il faut pourtant rappeler que ces positions furent combattues par la majorité des socialistes d'alors. Qu'il s'agisse de Marx et d'Engels, mais même, avant eux, des socialistes utopiques tels que Saint-Simon, Enfantin, Considérant, Leroux ou Fourier qui furent des partisans déclarés — même si ce ne fut pas toujours de façon conséquente — de l'émancipation de la femme.**

Pierre LAFFITTE

Les premières journalistes de Laure Adler - Ed. Payot - 230 p. - 50 F environ.



20 Mars 1848. — 20 centimes le Numéro. — de PARIS — 1re Année. — N° 1.

LA

VOIX DES FEMMES

JOURNAL SOCIALISTE ET POLITIQUE, ORGANE DES INTÉRÊTS DE TOUTES.

PROFESSION DE FOI.

L'un des journaux féministes en 1848.

EXPOSITION

A VOIR

Le nouveau planétarium
au Palais de la découverte à Paris

Le planétarium, une des salles qui attire le plus de monde au Palais de la découverte à Paris, vient d'être refaite et équipée d'un nouvel appareil.

Un planétarium, c'est une pièce au toit en forme de coupole sur lequel un appareil (le planétaire) projette des points lumineux représentant les étoiles, reconstituant ainsi l'image d'un ciel nocturne. Et cela permet de montrer le mouvement apparent des étoiles au cours de la nuit, le déplacement des planètes, etc. Alors qu'il existe, par exemple, 130 planétariums aux USA, une cinquantaine au Japon, il n'y a en France que celui du Palais de la découverte, un à Cholet et un en construction à Reims.

Celui qui fonctionnait jusqu'à présent dans le hall d'entrée du Palais de la découverte avait plus de quarante ans d'âge et a dû être démonté parce qu'il présentait des signes de vieillesse et aussi pour des raisons de sécurité.

Mais le nouvel appareil mis en place pour le remplacer ne va pas sans problème lui non plus, d'après ce que nous ont expliqué des démonstrateurs du Palais de la découverte que nous avons pu interroger sur ce sujet.

D'abord le nouveau planétarium est plus petit que l'ancien : avec une coupole de 15 m au lieu de 20 m, il ne contient que 200 places, soit pratiquement deux fois moins de spectateurs que l'ancien.

Un projet de nouveau planétarium aussi grand que le précédent, situé au même endroit mais surélevé d'un étage pour laisser la place à un vaste hall comportant une libairie, avait été établi, nous a-t-on expliqué au Palais de la découverte. Mais il n'a pu être réalisé faute de crédits. Et le planétaire acheté dans ce but en 1975 est soigneusement rangé dans les caves faute de pouvoir s'en servir dans la petite coupole de 15 m, ou de pouvoir en équiper un planétarium dans une ville de province, ce qui demanderait aussi des crédits.

Les conférenciers du Palais se plaignent que le nouvel appareil qui vient d'être mis en service manque de fiabilité : lampes qui grillent, pièces fondues par surchauffe, etc. Selon les constructeurs eux-mêmes, il vaudrait mieux se contenter de ne faire que deux séances par jour, le matériel ne pouvant supporter une utilisation trop intense. Il faut dire que cet appareil a été acheté 3,5 millions de francs à la firme est-allemande Zeiss, alors que les appareils les plus performants coûtent dans les dix millions. Selon l'un des conférenciers, en changeant d'appareil, « **On a renvendu une Rolls pour s'acheter une 2 CV** ».

D'autre part, une partie du matériel de projection annexe n'a pas pu être monté car il ne fonctionne pas : des projecteurs, des barres de support se font mutuellement ombre et on a la surprise de les voir apparaître en ombres chinoises au milieu des constellations !

Tous ces défauts dus à une politique d'économies, n'empêchent bien sûr pas que le planétarium qui vient donc de rouvrir ses portes dans le Palais de la découverte reste un beau spectacle, l'occasion de comprendre un peu les étoiles, les planètes, leurs mouvements apparents dans le ciel. Selon les séances, on peut voir les étoiles de notre hémisphère ou de l'émisphère austral, le ciel vu du pôle ou le jour et la nuit durent six mois, des aurores boréales, et bien d'autres choses. Et, d'ailleurs, sur ce terrain le nouvel appareil donne plus de possibilités que le précédent, projetant entre autres simultanément 4 500 étoiles, c'est-à-dire l'équivalent de ce qu'en réalité on peut voir à l'œil nu dans un ciel clair.

Pendant la période de rodage, les séances sont toutes faites sur un thème général, mais d'ici quelques semaines elles se feront sur des thèmes précis, et il vaudra mieux tenir compte du thème pour choisir sa séance.

Quel que soit le thème, signalons tout de même que le non-connaisseur risque d'être par moment un peu dérouté par des termes comme « écliptique » ou « plan de l'orbite », par exemple, que les conférenciers utilisent parfois sans les expliciter.

Philippe NATIER

Palais de la découverte - Métro Franklin D. Roosevelt - Paris - Entrée : salles d'expériences seules : 5 F - avec planétarium : 11 F. - Horaire des séances du planétarium : mercredi-samedi : 14 h, 15 h 15, 16 h 30, 17 h 45 - Mardi-jeudi-vendredi : 14 h, 15 h 15, 16 h 30 - Dimanche : 12 h 45, 14 h, 15 h 15, 16 h 30, 17 h 45.

Jupiter, photographié d'une sonde spatiale.

L'énergie nucléaire vue par EDF et le CEA

A côté d'une nouvelle salle du Palais de la découverte sur les sources d'énergie qui montre avec clarté, dans une présentation agréable, mais très succintement, l'ensemble des ressources énergétiques utilisables et utilisées (géothermie, houille blanche, énergie éolienne, énergie solaire, charbon, pétrole), une grande salle expose beaucoup plus en détails ce qu'est l'énergie nucléaire.

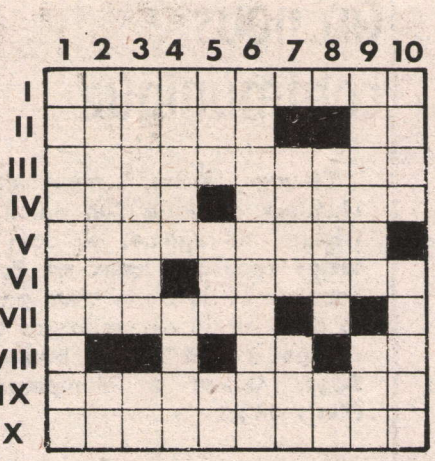
C'est une salle qui vient de réouvrir après avoir été rénovée et réactualisée : à côté d'explications théoriques sur la fission de l'uranium et la radio-activité, on trouve l'exposé du principe de fonctionnement des différentes filières : les centrales du type graphite-gaz, celles dites à eau légère du type de la centrale de Harrisburg et de la plupart des centrales actuellement en construction en France, ainsi que les surrégénérateurs comme celui que EDF construit à Malville. En particulier une grande maquette d'une dizaine de mètres de haut simule le fonctionnement des principaux organes d'une centrale.

Mais, si cette exposition est intéressante, rien n'y est dit sur le problème le plus important quant à l'utilisation à l'heure actuelle de l'énergie nucléaire : le problème de la sécurité ; sauf pour prétendre que la radioactivité d'une centrale ne serait pas plus dangereuse qu'un poste de télévision !

Evidemment, quand on sait que c'est EDF et le Centre de l'Energie Atomique qui ont participé à la mise en place de cette exposition, on ne s'étonne plus de cette lacune. Sur l'énergie nucléaire, au Palais de la découverte, on a pris soin de ne pas tout vous découvrir.

Michel BROUSSE

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Pour l'avoir, le plus sûr est de s'en passer. — II. Ce drap met à l'aise - Note. — III. Plongeant toujours dans l'eau. — IV. Drôlement remuée - C'est un pot. — V. Caisses d'épargne. — VI. Pleine de titres - Pris pour être échangés. — VII. Un bon bout de chemin. — VIII. Initiales qui tapent sur la tête - Symbole chimique. — IX. C'est pour les initiés. — X. Un peu trop répétées.

VERTICALEMENT. — 1. Ce végétal monte sur échasses. — 2. Supprime - Pronom. — 3. Barrer - Sans eux, on serait tout mous. — 4. A été mangée - Manquent de tête. — 5. Préfixe - Vaut le coup s'il est gros - Voyelles. — 6. Ils sont à gages. — 7. Mit de l'air - Avance quand elle tourne. — 8. Matière végétale - Pronom. — 9. Ville danoise - Très spirituelle. — 10. Nez anglais - Grivois.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	T	R	O	U	S	S	E	R
II	E	C	R	I	N	S	■	A	R	A
III	P	L	I	S	■	E	P	I	E	S
IV	R	A	M	E	U	S	E	S	■	S
V	E	T	A	T	S	■	R	I	M	E
VI	S	E	R	T	I	S	S	E	U	R
VII	S	■	D	E	N	T	I	S	T	E
VIII	I	L	E	■	E	R	S	■	U	N
IX	V	I	N	■	S	I	T	U	E	E
X	E	N	T	E	■	E	E	■	L	E

THEATRE

" La malade par amour "

de GOLDONI

Goldoni, auteur italien du 18e siècle, est célèbre pour avoir introduit pour la première fois dans le théâtre italien la peinture de personnages représentatifs de la société vénitienne de son temps, bourgeois, commerçants, médecins, etc.

La malade par amour n'est pas une de ses pièces importantes, il s'agit d'une simple farce.

Rosaura est malade d'amour. Elle aime son médecin. Pour la soigner de ce mal étrange, son père fait appel à plusieurs autres médecins. Ce sont tous des charlatans. L'un parle le latin pour paraître savant, l'autre est un ignorant toujours de l'avis du dernier orateur, le troisième est un chirurgien prompt à pratiquer une saignée, le dernier enfin est un apothicaire plus concerné par la vie du Grand Mogol que par ses fioles et ses onguents, et sourd de surcroît. Et tous quatre sont plus intéressés par leurs gains que par la santé de leurs malades.

Rosaura finira par épouser son médecin, le seul à la fois honnête et compétent. Les autres seront confondus.

La charge est plaisante et les situations parfois cocasses. Et même si les rebondissements sont sans surprise, on sourit, surtout des médecins, mais aussi un peu des hommes, bêtes et balourds en comparaison des femmes, intelligentes et malicieuses.

C'est divertissant.

Alain MARQUET

Il Théatrino - 15, rue du Maine, Paris (14e) - Soir à 21 h - Dimanche à 15 h 30 - Relâche dimanche et lundi soir.

FILM

" L'occupation en 26 images "

Dans la ville yougoslave de Dubrovnik, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, trois jeunes gens sont liés d'amitié. Ils appartiennent tous trois à la bourgeoisie mais sont d'origine différente : juive, italienne et croate.

L'arrivée de la guerre, l'occupation allemande puis italienne, la création d'un Etat indépendant croate sous la direction du dictateur sanguinaire Ante Pavelitch, bouleversent les rapports entre les trois amis.

Le jeune Italien adhère au nouveau régime, devient pro-fasciste, fait arrêter le père de son ami croate, réquisitionne sa demeure.

Le jeune Croate, tout en appartenant à la grande bourgeoisie, par sentiment national, rejoint la résistance. Il se retrouve sous les ordres de ses propres ouvriers — tous communistes — et en particulier d'une ouvrière dont il est amoureux.

Quant au jeune Juif, il est persécuté. Sa famille est massacrée sous ses yeux dans des conditions atroces par les Oustachis, les bandes fascisantes croates, partisans de Pavelitch. Lui-même en réchappe de justesse et rejoint la résistance en compagnie de son ami croate.

L'intérêt du film réside avant tout dans la description de la situation de la Yougoslavie en cette période, des différentes forces qui s'y affrontent et qui ont donné naissance à l'actuel Etat yougoslave.

Mais il s'agit d'abord d'un film de propagande nationaliste à la gloire de la politique menée par le Parti Communiste Yougoslave et par Tito. Le manque de nuance et l'outrance du réalisateur sur certains effets en diminuent beaucoup la portée.

Le plus gênant pour le spectateur n'est pas la surabondance de belles images sur Dubrovnik dans le but de vanter « la perle de l'Adiatique », mais les personnages tout d'une pièce et les situations trop schématiques dans le but de prôner l'unité nationale et l'union des classes contre les indépendantistes croates. C'est même parfois insupportable, comme en particulier la scène du massacre des Juifs, Serbes et communistes par les Oustachis. Ce n'est pas que la réalité ait dû être différente, mais la surabondance d'images violentes et sadiques répond manifestement plus à un besoin de provoquer une haine viscérale vis-à-vis des indépendantistes, qu'à la volonté d'éclairer le spectateur.

Alain MARQUET

Sélection télé

Samedi 1er décembre

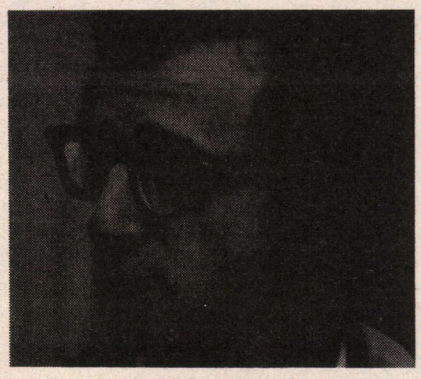
FR3 - 20 h 30 - **Le maestro,** un film italien tiré d'une nouvelle de Mario Soldati, interprété par Jean-Pierre Cassel : un homme se fait passer pour un chef d'orchestre, mais il rencontre le vrai chef d'orchestre, qui ne révèle pas son identité mais joue à « enfoncer » le faussaire.

Dimanche 2 décembre

TF1 - 20 h 30 - **Règlements de comptes à OK Corral,** un classique du film de western, interprété par Burt Lancaster, Kirk Douglas, Rhonda Fleming.
TF1 - 22 h 30 - Concert Mozart **Symphonie n° 29** et **Concerto pour piano n° 25, dirigé par Emmanuel** Krivine à la tête du Nouvel orchestre philharmonique.
FR3 - 20 h 30 - **La mémoire du peuple noir.** Seconde émission de cette série, consacrée à la Jamaïque, et aux racines africaines des religions, rites, et coutumes de cette île des Caraïbes.
FR3 - 22 h 30 - **House by the river.** Un film américain de Fritz Lang relatant une histoire criminelle dans une atmosphère angoissante.

Lundi 3 décembre

TF1 - 20 h 30 - **Un sac de billes.** Un film de Jacques Doillon, d'après le livre de Joseph Joffo, qui retrace l'histoire de deux jeunes garçons juifs réussissant à échapper aux autorités durant la dernière guerre et l'occupation.
A2 - 20 h 35 - Une heure avec **Woody Allen...** qui peut être une heure bien sympathique !
A2 - 21 h 40 - **Les ordinateurs mêmes.** Un reportage qui a pour but d'expliquer l'histoire et le fonctionnement des ordinateurs.



Mardi 4 décembre

TF1 - 20 h 30 - **Le prophète et le tsar.** Un documentaire d'Arthur Conte sur l'opposition de Staline et de Trotsky. D'après ce que l'on peut en savoir il faut s'attendre au pire, Arthur Conte n'ayant étudié que l'opposition des caractères entre les deux hommes, à un niveau carrément primaire.
A2 - 20 h 40 - **Les Dossiers de l'écran** sont consacrés à Mers-El-Kébir. En juillet 1940, la flotte de guerre britannique a envoyé par le fond une partie de la marine militaire française qui obéissait aux autorités du gouvernement de Vichy et refusait de rejoindre les Britanniques. On verra donc un certain nombre d'officiers et d'historiens débattre rétrospectivement sur la nécessité qu'il y avait ou non de transformer les cuirassés en parcs à huitres...

Mercredi 5 décembre

Dans la série **Les jours de notre vie,** la géographie du sang, une émission médicale sur l'historique et le point des connaissances concernant le sang.

Jeudi 6 décembre

TF1 - **La vallée des premiers hommes.** Un documentaire consacré à la découverte en Ethiopie des plus vieux spécimens de l'espèce humaine.
A2 - 20 h 35 - **Benjamin ou les mémoires d'un puceau.** Un film libertin qui retrace l'atmosphère frivole du XVIIIe siècle dans la noblesse. Avec Michèle Morgan, Michel Piccoli, Pierre Clementi, Catherine Deneuve.
FR3 - **Fellini-Roma.** Rome vue par le réalisateur italien Fellini.

Vendredi 7 décembre

A2 - 21 h 35 - Marguerite Yourcenar, écrivain, poète et traductrice, dont il est actuellement question pour l'Académie française où elle serait la première femme à être admise, sera l'invitée de l'émission **Apostrophes.** Parmi ses œuvres, citons en particulier **Les mémoires d'Adrien** et surtout **L'œuvre au noir,** livres historiques passionnants sur des périodes peu **connues.**

On nous communique

Claude Astier, compositeur, chanteur, qui joue d'un violon mitzigane, mi-ragtime, et dont les textes rappellent ceux de Bobby Lapointe et de Boris Vian, passera du 5 au 18 décembre au Café d'Edgar à 18 h 30 - 58, boulevard Edgar Quinet à Montparnasse (Paris 14e).

FILMS FILMS FILM

"Le grand embouteillage"

de Luigi COMENCINI

Le film commence sur le ton de la comédie : un patron qui a mis trois heures pour effectuer le trajet Dakar-Rome dans son avion personnel, se trouve bientôt englué dans un gigantesque embouteillage sur une autoroute dans la banlieue de Rome.

Cet embouteillage ne tarde pas à s'avérer une véritable catastrophe nationale : toutes les autoroutes italiennes ou presque sont paralysées : les malheureux automobilistes doivent passer un jour et une nuit sur place. Des hélicoptères de la police demandent par haut-parleur aux embouteillés de couper leur moteur. La télévision s'arrête bientôt car le personnel de la télé est coincé comme tout le monde. De même dans les aéroports, cela tourne au drame car le personnel des tours de contrôle ne parvient plus à être relevé !

Commencini a sans doute voulu exprimer l'absurdité de la société dite de consommation où la construction de millions d'automobiles conduit à la paralysie.

Il a probablement voulu montrer aussi que l'Italie d'aujourd'hui se trouve socialement et politiquement dans une situation bloquée.

Toujours est-il que le ton de la comédie vire bientôt à celui de l'humour noir. L'embouteillage agit comme un révélateur des défauts, des travers, des crapuleries des gens qui sont coincés là.

Ce n'est pas la première fois que des cinéastes italiens mettent en scènes des « Monstres », des « Nouveaux Monstres », des « Affreux, sales et méchants » etc. Mais, cette fois, c'est toute la société qui est visée, et pas seulement quelques personnages bien choisis. Car Commencini montre un patron, des ouvriers, des petits bourgeois, des gens de tous bords et de toutes conditions, de toutes les classes sociales.

Et presque tous, à un degré ou à un autre, sont affreux. Le conducteur de l'ambulance est bien plus préoccupé d'écouter le match que du sort de son malade. Le père de famille de l'Italie du Sud qui a l'air bien brave, veut imposer à sa fille d'avorter, car il ignore quel est le père de l'enfant. La fille en question refuse... jusqu'au moment où le patron la trouve à son goût et lui propose d'en faire sa maîtresse, etc, etc. Bref il n'y en a pas un pour racheter l'autre. Excepté deux personnages sympathiques : un chauffeur-livreur et une féministe. Mais ces deux-là justement sont victimes des autres : elle est violée et lui roué de coups.

Le réalisateur brosse un tableau pessimiste et même désespéré de la société. Les spectateurs, qui rient pourtant à plusieurs reprises, sortent de ce film en ayant l'air mal à l'aise, et en ayant reçu un choc. Sans doute était-ce ce que voulait Commencini.

Mais pourquoi, dans quel but ?

Bien sûr de tels comportements égoïstes et sordides existent réellement dans la société. Pour ne citer qu'un exemple, il est arrivé bien des fois que des blessés ou des morts restent longtemps sur les bords des routes sans que les automobilistes s'arrêtent.

Mais toute la société n'est pas cela non plus. Et les mêmes personnages que Commencini décrit de façon aussi

laide et écœurante peuvent, en d'autres occasions, se montrer capables de générosité, d'altruisme, de dévouement. La société favorise plutôt les comportements égoïstes, voilà tout.

Si le film peut faire réfléchir sur les défauts de la société, alors tant mieux. Mais malheureusement on risque d'en sortir avec cette opinion désabusée : « les gens sont tous des salauds, la nature humaine est ainsi faite ». Auquel cas il ne reste plus qu'à se suicider ou à s'enfuir dans un îlôt du Pacifique pour ceux qui peuvent et qui aiment cela.

Commencini ne tire pas de conclusion aussi explicite. Mais s'il faut bien admettre que la société qu'il peint dans ce film est parfois conforme à la réalité, le film est tout de même excessivement décourageant.

André VICTOR

"La guerre des polices"

avec Marlène JOBERT et Claude BRASSEUR

La guerre des polices est sorti au moment où l'actualité mettait à la Une les bavures policières et l'exécution sommaire de Mesrine. La trame de ce film, c'est la rivalité de deux services de police, la brigade territoriale et la brigade anti-gang, la guerre à laquelle elles se livrent et dans laquelle l'arrestation d'un gangster ne passionne leurs chefs que dans la mesure où il s'agit de devancer l'autre.

On sait que cette rivalité entre services de police voisins existe réellement : il est arrivé que des policiers guettant un gangster se fusillent entre eux, et un coordonnateur a même été nommé entre les services de police.

D'autre part, la description dans le film de toutes les pressions venues d'en haut, du ministre, pour inciter les services spécialisés à aller vite, quels que soient les moyens employés, parce qu'il faut bien redorer de temps en temps le blason de la police, n'est évidemment pas invraisemblable bien au contraire.

Cependant, *La guerre des polices* n'est pas un film qui dénonce fondamentalement le rôle de la police. En définitive, il glorifie plutôt, malgré ses méthodes, la brigade anti-gang.

Il ne faut pas y chercher autre chose qu'un bon policier, bien joué, bien ficelé.

S.F.

"Rencontre avec des hommes remarquables"

de Peter BROOK

La vérité se cache-t-elle au fond d'un monastère afghan ? C'est ce que pense le jeune Gurdjief, apprenti philosophe, qui recherche, de derviche en prêtre bouddhique, le lieu mystérieux où l'on peut rencontrer la connaissance. Mais il découvrira que l'on n'a droit de rencontrer le « vrai » que quand l'esprit est devenu vide.

A suivre les pérégrinations de Gurdjief dans de très beaux paysages pourtant, il est vrai que l'esprit du spectateur se vide peu à peu, mais il ne rencontre pas pour autant la vérité ni durant le film, ni à la sortie...

R.P.

"La bourgeoise et le loubard"

Un couple de paumés vit d'expédients, de menus larcins, de petits vols et occasionnellement de prostitution.

Du monde qui les entoure, rien ne les concerne, rien ne les intéresse. Tout est laid, méprisant, écœurant.

Ils finiront par se suicider...

Malgré sa noirceur et son pessimisme, le film aurait pu offrir un intérêt si les personnages et les situations avaient été crédibles, mais c'est même loin d'être le cas.

A.M.

Sélection cinéma

Films récents

LE PULL-OVER ROUGE, de Michel Drach.

L'affaire Ranucci portée à l'écran : une mise en accusation de la justice et surtout une condamnation vigoureuse de la peine de mort.

Gaumont-Richelieu (2°) - Publicis St-Germain (6°) - Marignan (8°) - Paramount City Triomphe (8°) - Paramount Galaxy (13°) - Paramount Montparnasse (14°) - Convention (15°) - Paramount Maillot (17°) - Clichy Pathé (18°) - Gambetta (20°).

DON GIOVANNI, de Joseph Losey.

L'opéra de Mozart est devenu un film somptueux. Attention : le spectacle dure trois heures.

Gaumont-Les Halles (1°r) - Impérial (2°) - Gaumont Rive Gauche (6°) - Hautefeuille (6°) - Pagode (7°) - Gaumont Champs-Elysées (8°) - Convention (15°).

LE SYNDROME CHINOIS, avec Jane Fonda, Jack Lemon, Michael Douglas.

Un accident dans une centrale nucléaire américaine. Le nucléaire laissé entre les mains des capitalistes est un danger pour l'humanité.

Studio Cujas (5°).

SANS ANESTHESIE, d'A. Wajda.

En Pologne, un journaliste au faîte de sa gloire voit tout s'effondrer autour de lui, aussi bien au niveau personnel que professionnel... Une mise en cause du conformisme et de l'arrivisme au pays de Gierek.

Forum Les Halles (1°r) - Studio de la Harpe (5°) - Elysée Lincoln (8°) - Athéna (12°) - Sept Parnassiens (14°).

et moins récents

PAIN ET CHOCOLAT, avec Nino Manfredi.

Les grandes illusions d'un émigré italien en Suisse. Drôle et émouvant.

Saint-Michel (5°) (vo).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE, un film de Stanley Kubrick.

Pendant la Première Guerre mondiale, la condamnation de trois soldats fusillés pour l'exemple. Un violent réquisitoire contre la guerre.

Grand Pavois (15°) (vo).

LITTLE BIG MAN, avec Dustin Hoffman.

Les aventures d'un visage pâle chez les Indiens et chez les Blancs. Une condamnation de l'extermination des Indiens.

Noctambules (5°).

Jusqu'où ira l'affrontement USA-Iran ?

Jusqu'où ira l'affrontement qui oppose aujourd'hui l'Iran, sous la direction de l'ayatollah Khomeiny, aux Etats-Unis ? Ceux-ci vont-ils recourir, dans les jours qui viennent, à une intervention armée, comme Carter a menacé de le faire à plusieurs reprises ? Il est impossible de le dire d'avance. Mais ce qui est certain, c'est que l'enjeu dépasse de loin la question des otages de l'ambassade américaine, qui en est à l'origine. C'est de toutes les relations entre l'Iran et l'impérialisme qu'il s'agit.

Une étudiante islamique monte la garde devant l'ambassade américaine.

Des manifestantes en tchador devant l'ambassade américaine de Téhéran. Une intervention américaine se heurterait à coup sûr à toute une mobilisation populaire.

FACE AUX PRESSIONS DE L'IMPERIALISME AMERICAIN...

Il apparaît aujourd'hui que les Iraniens ne réagissent pas seulement contre le geste provocant que constituait, de la part des USA, l'hébergement de l'ancien chah sur leur sol. Ils réagissent, de toute évidence, à toute une série de pressions que l'impérialisme exerce, depuis la chute du chah, sur le nouveau régime iranien, avec probablement l'espoir de l'affaiblir, puis de l'abattre.

Ces pressions ont d'abord été économiques. Sous le chah, toute l'économie iranienne était mise en coupe réglée par les compagnies américaines. Les richesses iraniennes se trouvaient déposées auprès des banques américaines, sous forme de dollars. Même avant que les USA ne décident le gel des avoirs iraniens dans les banques américaines, les autorités iraniennes n'avaient pas la disposition d'une grande partie de ces fonds, car ils étaient inscrits, en grande partie, au compte personnel du chah. Celui-ci ne s'est pas contenté, avant son départ, de transférer aux USA une grande partie de ses richesses personnelles, qui étaient déjà immenses, mais aussi une grande partie des fonds d'Etat, afin de constituer un « Trésor de guerre » pour financer des activités dirigées contre le nouveau régime. Et, si l'Iran revendique qu'on lui rende, non seulement la personne du chah, mais aussi ses richesses, c'est qu'il s'est heurté au refus des USA et des grandes compagnies et banques américaines, heureuses de disposer là d'une arme contre le régime de Khomeiny.

Mais les pressions américaines ne se sont sûrement pas limitées aux pressions économiques. Selon les dirigeants iraniens, l'ambassade américaine était le centre d'intrigues et de complots contre Khomeiny, et les otages qui y restent aujourd'hui n'étaient que des espions, ayant une tâche bien déterminée. Et cela est probablement vrai. En 1953, lors du coup d'Etat qui renversa le gouvernement de Mossadegh et ramena le chah au pouvoir, le rôle des fonds américains, de la CIA, et des « diplomates » US fut déterminant. Et tout se passe en effet comme si les compagnies et le gouvernement US avaient tout à la fois cherché à provoquer une dégradation de la situation économique de l'Iran, spéculé sur une baisse de popularité du régime, et préparé un complot contre celui-ci, sans doute de connivence avec des éléments de l'armée iranienne.

Car il ne faut pas oublier que, dans cette chasse gardée des compagnies américaines qu'était l'Iran du chah, l'armée iranienne était aussi la chose des USA : elle était encadrée, formée, conseillée par des experts américains, pourvue d'armes américaines, dirigée par des généraux liés de longue date au chah et aux USA. Or l'ayatollah Khomeiny n'a pas détruit cette armée ; il a cherché seulement à la mettre à son service, ce qui a pu laisser bien des possibilités de complot à des hommes proches des USA et du chah.

...UNE REACTION DE DEFENSE

Dans ces conditions, la prise d'otages à l'ambassade américaine apparaît comme une réponse du régime aux tentatives US d'étrangler l'Iran, et peut-être plus précisément, comme la réponse à un complot imminent. Il s'agit peut-être de neutraliser des hommes qui étaient au centre de celui-ci. Mais l'affaire des otages fournit aussi l'occasion de mobiliser de nouveau la population autour de l'ayatollah Khomeiny, créant une situation dans laquelle une éventuelle tentative de coup d'Etat est impossible.

Qu'un complot ait été à craindre immédiatement ou non, la réaction iranienne est une réaction défensive contre des pressions, contre une attaque qui vient incontestablement de l'impérialisme américain ; et non pas le contraire, comme toute la presse et les gouvernements occidentaux cherchent à le faire croire. La situation fait penser à bien d'autres tentatives du même genre des USA contre des régimes qui cherchaient à secouer leur tutelle : l'Iran de Mossadegh en 1953 d'abord, mais aussi Cuba en 1960-1961, lorsque Castro, répondant coup pour coup aux pressions américaines, s'appuya sur la mobilisation de la population, puis rechercha et obtint l'appui économique de l'URSS pour tenir tête.

Sans doute, les situations sont dissemblables. Castro avait, au contraire de Khomeiny, détruit l'armée du dictateur pro-américain Batista, ce que Khomeiny n'a pas fait avec l'armée du chah. Mais inversement, Cuba, petite île située à 150 km des côtes de la Floride, était bien plus désarmée face à la puissance américaine que ne le sont aujourd'hui l'Iran et ses 35 millions d'habitants sous la direction de Khomeiny. Et il est impossible de dire à l'avance si Khomeiny, dans sa résistance aux USA, ira aussi loin qu'a été Castro en son temps. En tout cas, jusqu'à présent, il n'a nullement montré l'intention de faiblir. Le récent remplacement du ministre Banisadr, partisan de gestes de conciliation, va plutôt dans le sens d'un nouveau durcissement.

Face aux USA, malgré la disproportion des forces militaires, Khomeiny ne manque pas d'atouts. Ses principaux sont d'ailleurs politiques. S'il est impossible d'écarter la possibilité d'une intervention militaire des USA, il est en tout cas certain que ceux-ci hésitent devant les conséquences gravissimes que pourrait avoir une telle intervention. Les USA peuvent être tentés d'intervenir s'ils peuvent escompter l'appui d'une partie de l'armée iranienne et de la bourgeoisie, ce que nous ne savons pas. Mais inversement, ils peuvent s'attendre à une résistance importante de la population, mobilisée derrière Khomeiny. Et de plus, ils peuvent craindre une série de réactions de solidarité, dans tout le Moyen-Orient, qui pourraient aller jusqu'à emporter des régimes aujourd'hui favorables aux USA tels les régimes égyptien ou saoudien. De proche en proche, c'est peut-être toute la situation mondiale qui pourrait alors être « déstabilisée », posant alors le problème d'un affrontement entre les USA et l'URSS.

Les dirigeants américains, pour ne pas accepter un recul politique devant l'Iran, iront-ils jusqu'à envisager l'initiative aux conséquences imprévisibles que serait une intervention en Iran ? Aujourd'hui, même si cette éventualité paraît encore improbable, il est impossible de l'exclure.

André FRYS

•"France-Soir" et l'Iran : plus le mensonge est gros...

«L'Iran nous coûte 8 à 12 milliards ». Voilà le titre qui s'étalait en gros caractères à la Une de **France-Soir** le lundi 26 novembre. Et on pouvait lire en sous-titre : **« C'est le contribuable français qui va payer la note ».**

Or il suffisait de lire l'article qui suivait pour se convaincre du grossier mensonge contenu dans ce titre.

En effet, selon l'article, ces 8 à 12 milliards représentent une partie du manque à gagner de certaines entreprises françaises qui ont passé des contrats en Iran du temps du chah. Il ne s'agit pas de petits entrepreneurs, mais de compagnies telles que Creusot-Loire, Alsthom, Spie-Batignoles, Bouygues, etc. Et les contrats portaient sur rien de moins que des centrales nucléaires, des constructions immobilières, ou encore le métro de Téhéran.

Ces contrats ont été remis en question par les nouvelles autorités iraniennes. En principe, les sociétés industrielles qui investissent à l'étranger se couvrent contre ce genre de risque auprès de la COFACE (Compagnie Française d'Assurance du Commerce Extérieur). Mais d'après **France-Soir,** dans le cas de l'Iran, **« la COFACE ne pourra seule faire face à un tel afflux de demandes d'indemnisations. C'est donc bien en dernier recours le Trésor public français, c'est-à-dire les contribuables, qui viendra relayer la COFACE déficiente ».**

Il est donc clair que **« c'est le contribuable français qui va payer la note »,** comme le dit le sous-titre. Mais cette note, ce n'est pas l'Iran qui nous la présente, ce sont quelques compagnies capitalistes bien de chez nous. Pour ces compagnies, il n'est pas question de perdre un sou dans cette affaire, et le gouvernement français trouve tout naturel de puiser à cet effet dans les poches des contribuables.

Oui, comme le dit **France-Soir, « Creusot-Loire, Alsthom, Spie-Batignoles et Bouygues nous coûtent 8 à 12 milliards » !**

Jean-Louis CHAMPENOIS

Meeting Lutte Ouvrière

à PARIS

VENDREDI 14 DECEMBRE
à 20 h 30

● **Les développements de la crise iranienne.**

Avec, en première partie, un montage de diapositives sur la crise de l'énergie.

SALLE DE LA MUTUALITE
rue Saint-Victor, PARIS-5e
Métro : Maubert-Mutualité